

**MESSAGE N° 48** 9 décembre 2002  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de décret portant adhé-**  
**sion du Canton de Fribourg à la convention**  
**intercantonale du 9 décembre 2002 sur la création**  
**et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la**  
**Broye et le projet de décret relatif à l'octroi d'un**  
**crédit d'engagement pour les bâtiments destinés**  
**au Gymnase intercantonal de la Broye**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message<sup>1</sup> accompagnant le projet de décret portant adhésion du Canton de Fribourg à la convention intercantonale du 9 décembre 2002 sur la création et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la Broye (ci-après: CIGB) et le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour les bâtiments destinés au Gymnase intercantonal de la Broye (ci-après: le Gymnase).  
Ce message comprend les points suivants:

1. Introduction
2. Etapes du projet
3. Clause du besoin et effectifs prévisibles
4. Convention
5. Projet de construction
6. Etapes et coûts
7. Calendrier et planification financière
8. Mise en place des structures de fonctionnement
9. Conséquences des décrets
10. Conclusion

Annexes

## 1. INTRODUCTION

Avec l'adoption en mai 2000 du décret portant adhésion du Canton de Fribourg au Concordat du 7 mars 2000 sur l'achat du terrain et les études en vue de la construction des bâtiments destinés au Gymnase, une étape décisive était franchie dans la concrétisation du projet commun avec le Canton de Vaud.

Le projet de réalisation du Gymnase entre maintenant dans la phase finale, avec le projet de décret portant adhésion des Cantons de Fribourg et de Vaud (ci-après: les deux cantons) à la convention instituant et organisant le Gymnase.

Cette adhésion ouvre la possibilité de mettre en place les structures et les dispositions réglementaires nécessaires au fonctionnement de l'établissement. Accompagnant cette étape, une demande de crédit de construction permettra de réaliser les travaux d'édification des futurs bâtiments et de leur environnement.

Le projet d'établissement scolaire commun aux deux cantons se distingue par un caractère résolument intercantonal inédit et ceci à tous les niveaux de l'entreprise.

Dans la mesure où le calendrier est respecté, l'ouverture est planifiée pour la rentrée scolaire 2005.

## 2. ÉTAPES DU PROJET

### 2.1 Résumé des étapes précédentes

L'initiative de matérialiser l'idée de créer un établissement intercantonal du secondaire supérieur pour la Broye fribourgeoise et vaudoise remonte à mai 1991.

Euvrant d'abord sur sa propre initiative, la Communauté régionale de développement de la Broye fribourgeoise et vaudoise déposait un rapport en janvier 1994. Sur cette base, les Conseils d'Etat des deux cantons institutionnalisèrent une commission intercantonale.

Les travaux de cette commission confirmaient la nécessité de la création d'une telle école et proposaient, en janvier 1997 aux deux Conseils d'Etat, de se déterminer sur le site de La Blancherie à Payerne pour l'implantation du Gymnase ainsi que sur un projet de convention comprenant l'engagement de signer la promesse d'achat du terrain.

Par l'adoption d'un protocole d'accord le 4 juillet 1997 ainsi que la signature d'un accord conventionné intercantonal et de la promesse d'achat le 29 octobre 1997 avec la Commune de Payerne et le propriétaire du terrain de La Blancherie, les Conseils d'Etat concrétisaient leur intention relative à la création du Gymnase.

Après une procédure aboutissant à l'établissement d'un plan directeur localisé et d'un plan partiel d'aménagement, confirmant la possibilité de légalisation du terrain ainsi que la faisabilité du projet immobilier, les deux Conseils d'Etat transmettaient aux Grands Conseils, au mois d'octobre 1998, un rapport sur le projet de Gymnase. Une commission interparlementaire des Grands Conseils des Cantons de Fribourg et de Vaud l'examinait et se déterminait sur les points importants. Dans leur session de novembre-décembre 1998, les deux Grands Conseils ont pris acte à l'unanimité du rapport d'intention et des remarques de la Commission interparlementaire. Au printemps 2000, les Grands Conseils étaient saisis de la demande d'adhésion au Concordat du 7 mars 2000 sur l'achat du terrain et les études en vue de la construction des bâtiments destinés au Gymnase.

Avec l'adoption en mai 2000 du décret y relatif, le contrat d'achat du terrain, d'un montant total de près de 2 900 000 francs, était signé le 6 octobre 2000. A cette date était également instituée une commission d'études intercantonale en vue de la construction des bâtiments destinés au Gymnase.

Le concours d'architecture à deux degrés était lancé en août 2000. Les résultats étaient proclamés le 2 juillet 2001.

Mandatés par les Conseils d'Etat des Cantons de Fribourg et Vaud, les deux délégations gouvernementales décidaient d'attribuer le mandat principal d'études au bureau des architectes Boegli et Kramp (Fribourg) et aux bureaux techniques associés pour leur projet «barre-brise», lauréat du concours.

### 2.2 Travaux interparlementaires et suites données par les gouvernements

Les Commissions des affaires extérieures des deux cantons ont procédé à l'interne à une analyse du projet de CIGB. Celle-ci a conduit à formuler des propositions d'amendements et des observations.

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud présente un document identique au Grand Conseil de ce canton, sous réserve des dispositions de nature formelle qui lui sont propres.

Comme prévu par la Convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et la modification des conventions intercantionales, les délégations des Commissions des affaires extérieures des deux Parlements cantonaux ont tenu séance en tant que Commission interparlementaire le 21 novembre 2002.

Le projet de CIGB y a été examiné. Un inventaire des observations ainsi qu'une synthèse des propositions d'amendements résultant des discussions ont été établis pour transmission aux 2 Conseils d'Etat (rapport en annexe).

Pour l'essentiel, il s'agit de l'élargissement de la compétence de préavis de la conférence des maîtres et de l'institutionnalisation d'une assemblée des élèves.

Les deux Conseils d'Etat ont retenu la totalité des propositions d'amendements. Elles ont été intégrées dans la CIGB que les 2 gouvernements ont adopté définitivement le 9 décembre 2002.

### **3. CLAUSE DU BESOIN ET EFFECTIFS PRÉVISIBLES**

#### **3.1 Situation fribourgeoise**

À la rentrée 2002, le degré d'enseignement du secondaire II non professionnel comptera 195 classes réparties entre cinq établissements. Leurs capacités d'accueil sont actuellement déjà très limitées.

Les facteurs suivants concourent à l'augmentation des besoins:

- l'augmentation démographique annoncée à partir des années 2000–2002;
- la mobilité croissante des populations;
- le taux croissant d'élèves poursuivant des études au post obligatoire;
- un accès favorisé à ses filières, conséquence de la présence du futur Gymnase dans la Broye.

Pour le milieu de la prochaine décennie, les prévisions indiquent qu'il faudra compter pour l'entier du canton avec environ 205 classes, avec un maximum de 215 vers 2010, dont environ 17 à 20 classes de 22 élèves pour l'aire fribourgeoise de recrutement prévue pour le Gymnase.

#### **3.2 Situation vaudoise**

Les prévisions actualisées du Service de recherche et d'information statistiques (SCRIS), analysées par le Groupe de planification des établissements secondaires supérieurs, montrent que le nombre des classes des gymnases (École de maturité et École de diplôme, sans tenir compte des formations complémentaires, lesquelles représentent l'équivalent de 8 à 10 classes chaque année) passera de 339 en 2002 à 400–420 en 2008 alors que 340 locaux seront disponibles (y compris les futurs locaux du gymnase de Morges). On s'attendait à une baisse dans les années ultérieures mais les projections du SCRIS montrent que cette diminution sera nettement plus faible que prévu, car la nouvelle hausse du solde du flux migratoire compense l'effet démographique interne. De plus, cette légère baisse ne se manifesterait pas dans le Nord du canton ni dans la Broye.

En effet, les besoins seront particulièrement importants dans le Nord du canton; le Gymnase d'Yverdon, avec 40 salles (y compris celles récupérées suite à la fermeture de

l'École normale) ne pourra absorber les élèves de son actuelle zone de recrutement, à laquelle correspondent plus de 50 classes dès 2004. La création du Gymnase de la Broye permettra ainsi d'éviter l'agrandissement du Gymnase d'Yverdon. Toutefois, des travaux importants d'entretien et de transformation devront aussi être entrepris pour ce gymnase.

Les prévisions montrent que les gymnasiens vaudois dans la zone de recrutement du Gymnase de la Broye nécessiteront environ 15 classes de 22 élèves en supposant que le faible taux de passage actuel n'augmente pas. Or, il est très vraisemblable, comme cela a été constaté dans les autres régions, que la création du nouveau gymnase, et donc l'amélioration de l'accessibilité géographique aux études gymnasiales provoquera une augmentation du taux de passage au moins à hauteur de celui qui est mesuré dans le Nord vaudois. Il convient donc de prévoir un supplément de 4 à 5 classes, d'autant plus que la première année de maturité gymnasiale jouera le rôle de classe de raccordement de type 2 au sens de la loi scolaire.

Au stade actuel, les gymnasiens vaudois devraient donc représenter l'effectif d'une vingtaine de classes pour le Gymnase de la Broye.

#### **3.3 Situation de la région de la Broye**

Outre les prévisions scolaires, il convient de tenir compte du potentiel de développement de la Broye. L'amélioration des transports, tant routier (N 1) que ferroviaire (RER) voire aérien, les plans directeurs régionaux ainsi que d'autres infrastructures projetées dans la région en sont les éléments les plus importants, le Gymnase lui-même en faisant partie.

#### **3.4 Nécessité de la création du Gymnase**

Les besoins additionnés en locaux d'enseignement, pour les élèves de la zone de recrutement prévue des deux cantons, rendent possible et nécessaire la création d'un établissement. Sans la réalisation du projet de Gymnase, chaque canton serait contraint de renoncer à offrir des études gymnasiales dans la région de la Broye. En effet, les effectifs de chaque canton sont à seuls insuffisants pour créer un établissement.

De plus, la création du Gymnase permettra de limiter les investissements dans les autres parties des deux cantons.

## **4. CONVENTION**

### **4.1 Introduction**

Le concordat du 7 mars 2000 sur l'achat du terrain et les études en vue de la construction des bâtiments destinés au Gymnase déploiera ses effets jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention intercantonale sur la création et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la Broye (ci-après: la CIGB), que cette dernière abrogera.

La CIGB est de rang légal au sens formel et correspond à un texte de valeur supracantonale.

Cette convention intercantonale doit fixer un certain nombre d'éléments: le lieu du site du Gymnase, le régime de propriété, l'organisation de l'établissement, le statut de personnel enseignant, administratif et technique, ainsi que les aspects financiers.

Il y a lieu de souligner qu'il n'existe, dans notre pays, aucune autre institution comparable, et que la CIGB fait

œuvre de pionnière dans le domaine de la collaboration intercantonale.

#### 4.2 Principes de base

La CIGB constitue une législation propre au Gymnase. Elle marque simultanément le caractère intercantonal de celui-ci et l'autonomie de l'établissement, qui est toutefois limitée par différents instruments.

En règle générale, le texte retenu et proposé est le résultat d'une approche intermédiaire entre les législations fribourgeoises et vaudoises, qui diffèrent sur un certain nombre de points. Il n'était pas souhaitable, pour des raisons de cohérence, de se limiter à juxtaposer des éléments issus des deux législations cantonales.

Le Gymnase sera doté de la personnalité juridique. Il sera caractérisé par des structures intercantionales permanentes et par un système de délégation de compétences administratives indispensable à un fonctionnement optimal de l'établissement.

Les chapitres de la CIGB traitent des questions ou domaines suivants:

1. Généralités (art. 1 à 6)
2. Terrain et bâtiment (art. 7 à 12)
3. Organisation de l'établissement (art. 13 à 22)
4. Organisation des études (art. 23 à 34)
5. Statut du personnel (art. 35 à 63)
6. Frais d'exploitation, budget, comptes et contrôle (art. 64 à 73)
7. Dispositions particulières, transitoires et finales (art. 74 à 83).

#### 4.3 Généralités (art. 1 à 6)

L'esprit de collaboration à une œuvre commune et novatrice anime les deux gouvernements depuis l'origine du projet, ainsi que le rappelle le préambule de la CIGB. Partant, la volonté de créer le Gymnase sur une base intercantonale y est expressément déclarée (art. 1<sup>er</sup>): cette volonté est concrétisée par l'indication du site prévu (art. 4), à Payerne, par la délimitation de l'aire de recrutement de la population scolaire admissible (art. 5), qui a été fixée avec l'accord des communes concernées, et par la forme juridique du Gymnase (art. 2), qui est celle d'un établissement de droit public, doté de la personnalité juridique.

#### 4.4 Terrain et bâtiment (art. 7 à 12)

Les travaux d'équipement du terrain, de construction des bâtiments et d'aménagement seront réalisés par les deux cantons maîtres de l'ouvrage (art. 8 alinéa 1<sup>er</sup>) et sous la conduite d'une commission de construction (art. 8 al. 2), solution identique à celle retenue par le concordat du 8 mars 2000 pour les études relatives au projet de construction et qui a donné pleine satisfaction.

L'égalité de la répartition des frais de réalisation à la charge des deux cantons marque le caractère intercantonal de cette création (art. 10). L'avantage de site résultant de l'implantation du Gymnase sur territoire vaudois est pris en compte dans la répartition des charges d'exploitation (art. 67).

Le deuxième élément important réside dans l'octroi au Gymnase, et par les deux cantons, d'un droit de superficie portant sur tous les bâtiments (art. 12).

A ce stade, il apparaît important de préciser le rôle constructif joué par la Commune de Payerne.

Le rapport intermédiaire N°1 du 28 décembre 1994 aux deux Conseils d'Etat relevait: «Les sites d'Estavayer-le-Lac, notamment celui du Sacré-Cœur pour son installation et celui de la Prillaz pour son terrain (gratuit) remarquablement situé présentent un grand intérêt. Toutefois le groupe de travail les a écartés dans la mesure où ils ne permettent pas d'atteindre l'objectif fixé ... à cause d'une situation excentrée ...»

Le rapport intermédiaire N°2 du 9 janvier 1997 aux 2 Conseils d'Etat précisait: «Analyse comparative des trois sites retenus. Un tableau de comparaisons chiffrées a été établi sur la base de critères pondérés relatifs à l'accessibilité, la capacité, la disponibilité et le prix ainsi que le caractère intercantonal. On constate à l'examen du tableau, que les résultats obtenus par les 3 terrains sont assez proches, avec une légère différence en faveur de celui de La Blancherie. Cette constatation est due au fait que les trois terrains (sis à Payerne) sont déjà le fruit d'une sélection opérée par le groupe institutionnel intercantonal du Gymnase (sur 9 sites) et approuvée par les Conseils d'Etat.»

La Convention entre la Commune de Payerne et les deux cantons du 29 octobre 1997 relative à l'achat et au partage de la Blancherie stipulait: «La convention ... déploie ses effets jusqu'à la signature d'une nouvelle convention de partage des frais d'achat et d'éventuels frais d'équipement et d'infrastructures communs.»

Grâce à la participation de la Commune de Payerne à l'achat de La Blancherie (sur 83 392 m<sup>2</sup>, 62 % acquis par la municipalité), le prix du m<sup>2</sup> a pu être maintenu à 90 francs pour les 2 cantons. Les frais nécessaires à la légalisation de la globalité du terrain ont été supportés par la commune à raison de 50 %.

La CIGB prévoit une exonération des impôts communaux.

Comme le relève le point 6.4.4 du présent message, les négociations menées par la Commission d'études et relatives aux frais d'équipement et d'infrastructures du terrain ont abouti à un partage judicieux entre les deux cantons et la commune.

#### 4.5 Organisation du Gymnase (art. 13 à 22)

Le nombre relativement élevé, la composition, la constitution et le fonctionnement des organes du Gymnase sont le reflet de l'octroi de la personnalité juridique en faveur du Gymnase et du souci de profiter de l'expérience des deux cantons, qui connaissent une organisation différente de leurs établissements du degré secondaire supérieur. Par rapport aux organes connus d'un établissement cantonal:

- le Conseil du Gymnase, qui est notamment composé des Conseillers ou Conseillères d'Etat en charge de l'enseignement secondaire supérieur, exerce les compétences généralement dévolues au Conseil d'Etat (art. 15);
- le Bureau assume le rôle conféré au Département ou à la Direction (art. 16);
- le directeur (art. 17), après le Bureau, possède des compétences comparables à celles exercées par les directeurs et recteurs des établissements des deux cantons;



- la Commission de recours correspond à l'échelon occupé dans chaque canton soit par le Tribunal administratif, soit par d'autres instances judiciaires (art. 22);
- le rôle de la conférence des maîtres est intermédiaire entre les situations vaudoise et fribourgeoise du point de vue des compétences (art. 18);
- l'institution d'une assemblée des élèves assure la participation active de ceux-ci à la vie de l'établissement (art. 19);
- l'existence du jury des examens, inconnu dans les gymnases vaudois, est justifiée par l'autonomie du Gymnase (art. 20);
- la Commission consultative, qui comprend des représentants des parents et de la société civile, connue dans les collèges fribourgeois, joue un rôle d'accompagnement et de conseil (art. 21).

#### 4.6 Organisation des études (art. 23 à 34)

Les filières mises en place dans le Gymnase (art. 23) sont identiques à celles existantes dans les établissements cantonaux fribourgeois et vaudois. La possibilité est donnée (art. 23 al. 2) d'introduire de nouvelles formations, par exemple celle permettant d'accéder aux Hautes écoles spécialisées.

Il appartient au Conseil du Gymnase d'adopter la réglementation relative à l'organisation des études et des examens (art. 24).

Pourront entrer au Gymnase (art. 25), les élèves qui sont admissibles dans la filière correspondante de leur canton de domicile.

La différence de durée (une année) jusqu'à l'obtention du certificat de maturité gymnasiale entre les deux cantons est respectée par la mise en place d'un cursus de quatre ans (art. 26). En règle générale, les élèves fribourgeois débutent en première année, les élèves vaudois en deuxième année. L'admission des élèves fribourgeois en 2<sup>e</sup> année et celle des élèves vaudois en 1<sup>ère</sup> ne constituera pas la règle, mais elle permettra au Gymnase de s'adapter à la situation particulière de certains élèves, tout en respectant la durée des études dans chaque canton.

La durée de la formation jusqu'aux examens finaux des diplômes de commerce et de culture générale est de trois ans (art. 27). La filière commerciale est intégrée en tant qu'option. Le report de la maturité professionnelle commerciale après le diplôme est mieux adapté aux futurs effectifs du Gymnase et à la disponibilité des entreprises pour les stages.

La durée de l'année scolaire constitue un cas typique de solution intercantonale qui a dû être trouvée pour résoudre une difficulté propre à la différence des législations cantonales dans ce domaine. Si elle est de 37 semaines et au moins 180 jours dans le Canton de Fribourg, le Canton de Vaud l'a fixée à 38 semaines et au moins 186 jours. La CIGB prévoit que l'année scolaire dure 38 semaines et au moins 183 jours. L'égalité de traitement entre les élèves du Gymnase est ainsi respectée.

#### 4.7 Statut du personnel (art. 35 à 63)

En raison de l'autonomie du Gymnase et dans le souci de créer un statut unique pour l'ensemble du personnel, qui contribuera, d'une part, à la mise en place d'une culture commune propre à cet établissement et, d'autre part, garantira une égalité de traitement interne, il est prévu de créer un statut propre au personnel du Gymnase. Ainsi,

les collaborateurs et les collaboratrices de celui-ci ne seront plus des employés des deux cantons, mais ceux de l'établissement de droit public.

La solution alternative aurait consisté à prévoir le principe selon lequel chaque collaborateur conservait le statut dont il bénéficiait avant son engagement au Gymnase. Outre le fait que cette solution était inapplicable pour les diplômés n'ayant encore exercé aucune activité au service des cantons concernés ou ayant exercé une activité dans un autre canton que ceux de Fribourg et de Vaud, il est apparu essentiel que les enseignants du Gymnase forment un véritable corps enseignant proprement dit, ce qui suppose un statut identique ou similaire pour tous, sous réserve de la disposition transitoire prévue à l'article 80. Les législations sur le personnel adoptées en 2001 par les deux cantons sont construites sur des principes semblables. Le système prévu pour le Gymnase s'en inspire fortement, tout en reprenant un certain nombre de dispositions de la législation fribourgeoise.

Il prévoit que le collaborateur est engagé par un contrat de droit public et, sauf exception, conclu pour une durée indéterminée (art. 36). La période probatoire (art. 37) est d'une année. Durant cette période, à laquelle l'autorité d'engagement peut renoncer (art. 37 al. 4), les rapports de services peuvent être librement résiliés de part et d'autre sous réserve des motifs de l'article 336 du Code des obligations (art. 37 al. 3). Pour marquer le caractère particulier de l'engagement, une reconnaissance officielle intervient à l'issue de la période probatoire (art. 38).

Une échelle des traitements pour toutes les fonctions exercées au Gymnase est créée et arrêtée par le Conseil du Gymnase (art. 42). Elle est basée sur la moyenne des échelles correspondantes dans les deux cantons. Les traitements sont adaptés chaque année sur la base de la moyenne des éventuelles adaptations décidées dans les deux cantons (art. 43).

Les services du personnel des deux cantons seront sollicités afin de préavisier les mesures envisagées.

Pour mémoire, le principe de l'égalité interne entre les enseignants provenant des deux cantons, notamment celui de la moyenne du minimum et du maximum des classifications cantonales a été proposé dans le rapport N° 114 déjà.

Le rapport de la Commission interparlementaire de décembre 1998 relevait en outre: «Une procédure de réévaluation des fonctions va démarrer dans les Cantons de Vaud et Fribourg. Actuellement, un maître débutant gagne plus dans le Canton de Fribourg, mais la différence s'estompe rapidement puis s'inverse et c'est le contraire qui est constaté après environ 15 ans d'activité. Au terme de l'activité professionnelle, la différence est de 20 %...». Il apparaît difficile de procéder à des prédictions relatives à l'impact financier de la future échelle des traitements. Celle-ci est liée à la structure du futur corps enseignant d'une nouvelle école créée de toutes pièces. Une grossière estimation permet néanmoins de supposer un effectif d'environ 60 postes à plein temps (EPT) au total, lorsque l'établissement fonctionnera à plein. La part salariale du budget représentera au moins 80 % des frais d'exploitation. L'avantage de site payé par le canton de Vaud abaissera le total des frais d'exploitation de 4 %, la part du Canton de Fribourg étant calculée sur cette nouvelle base liée au prorata du nombre d'élèves (art. 67). La moitié de la masse salariale incombera à chaque canton, la différence de coût du traitement du personnel enseignant par rapport à un établissement cantonal de taille comparable pourrait se situer aux environs de 450 000 francs en moins pour Vaud, en plus pour Fribourg.

Une augmentation annuelle du traitement est attribuée annuellement au collaborateur, notamment à la condition que les deux cantons accordent à leur personnel une augmentation annuelle (art. 45). Cette augmentation peut aussi, à certaines conditions, être refusée totalement ou partiellement (art. 46).

Les détails des conditions d'engagement (art. 44) seront fixés par les règlements d'application de la CIGB.

Les gratifications et allocations (art. 47) sont connues au niveau fribourgeois (allocation d'employeur pour enfant, gratification d'ancienneté pour 25 et 35 ans de service). Le règlement d'exécution de la loi vaudoise est en cours d'élaboration.

Le licenciement du collaborateur peut intervenir, après qu'un avertissement écrit et motivé aura été donné suffisamment tôt pour permettre au collaborateur de répondre aux exigences du poste, sous l'angle des aptitudes, des prestations ou du comportement (art. 52 et 53). Cette disposition assoit le principe d'une protection accrue contre le licenciement, celui-ci ne pouvant intervenir que pour les seuls motifs liés aux prestations, aux aptitudes et au comportement. Le collaborateur est ainsi protégé contre un licenciement arbitraire. Des garanties procédurales sont aussi données (art. 54).

De plus, il est prévu qu'une résiliation pour de justes motifs, au sens des dispositions du Code des obligations et de la jurisprudence en la matière, puisse intervenir avec effet immédiat (art. 57). Le projet prévoit également des dispositions relatives à la démission (art. 55), à la résiliation par entente réciproque (art. 56), à la suppression de poste (art. 58), et à la retraite et au pensionnement anticipé (art. 59 à 61), qui sont comparables à celles prises pour le personnel des deux cantons concernés.

Enfin, l'établissement devra arrêter les dispositions relatives à la prévoyance professionnelle, en observant le principe selon lequel le taux global des charges sociales de l'employeur ne peut dépasser la moyenne des taux en vigueur dans chaque canton (art. 48).

Des investigations ont montré les difficultés inhérentes au choix d'une caisse de pension en particulier, le choix entre trois institutions de prévoyance pouvant être envisagé:

- la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV),
- la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (CPE),
- une institution de prévoyance répondant aux exigences formulées dans un cahier des charges propre au Gymnase, dans le respect du principe d'intercantonalité.

Les futurs collaborateurs du Gymnase, issus du personnel d'un des deux cantons, auraient la possibilité de rester affiliés à leur caisse d'origine, qu'ils soient engagés uniquement au Gymnase ou qu'ils partagent leur activité entre le Gymnase et une autre institution du canton de domicile. Cette possibilité contreviendrait toutefois au principe d'intercantonalité mais aurait l'avantage de la simplicité. Elle ne pourrait toutefois pas s'appliquer d'office aux nouveaux collaborateurs qui n'auraient pas été précédemment employés par un des deux cantons.

Le choix de l'une ou de l'autre caisse cantonale aux conditions actuelles, pour tout le personnel du Gymnase, serait de nature à engendrer des problèmes conséquents. En effet, la CPEV appliquera dès le 1.1.2003 un système mixte de primauté des prestations jusqu'à un salaire assuré de 100 000 francs et de primauté des cotisations pour la part du salaire dépassant ce montant. De son côté, la CPE retient pour principe celui de la somme revalorisée

des salaires. Si les taux de cotisation à charge des collaborateurs sont très proches pour les deux institutions (9 % dès le 1.1.2003 pour Vaud, 8 % pour Fribourg), celui à charge de l'Etat-employeur se monte à 11 % à Fribourg contre 15 % (dès le 1.1.2003) dans le canton de Vaud. Si la décision d'une affiliation à une autre institution de prévoyance était prise, l'application de l'alinéa 1 fixerait la contribution de l'employeur à 13 %, signifiant suivant le canton une diminution (VD) ou une augmentation (FR) de 2 % (environ 90 000 francs). La prestation de libre passage sera due par l'institution de prévoyance d'origine, comme lors de tout changement de caisse.

Au niveau des droits du personnel, il convient de relever notamment la formation continue (art. 51), l'information, la consultation et l'association (art. 62 et 63).

Dans les cas où des dispositions réglementaires feraient défaut, ce sont les dispositions et les réglementations de l'Etat de Vaud qui s'appliquent.

#### **4.8 Frais d'exploitation, comptes et contrôle (art. 64 à 73)**

Les frais d'exploitation comprennent les salaires et les charges sociales des collaborateurs de l'établissement ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'entretien et au fonctionnement de celui-ci (art. 64).

La solution adoptée pour la répartition de ces charges entre les deux cantons tient compte, d'une part, de l'avantage de site lié à l'implantation de l'établissement sur sol vaudois (4 % des charges nettes), et, d'autre part, de la proportion du nombre d'élèves issu de chaque canton (art. 67).

C'est à l'automne 1998 qu'a été mis en place le sous-groupe responsable des aspects financiers du Gymnase, avec la participation de personnes responsables des finances de chaque canton. Au départ, les discussions ont permis de définir, pour l'avantage de site, une fourchette allant de 2 à 5 %. Au printemps 1999, il a été retenu d'un commun accord de le fixer à 4 %, tel qu'annoncé par la suite dans le Message n° 216 du 14 mars 2000.

L'exploitation du budget se fera sous forme d'enveloppe et par groupe de comptes (art. 68).

L'excédent de recettes ou de charges sera affecté au bilan de l'établissement.

Un fond destiné à recueillir l'excédent de recettes jusqu'à un maximum de 5 % des charges d'exploitation annuelles nettes sera mis en place, le cas échéant. Les montants éventuels sont destinés à compenser les excédents de charges (art. 69).

Les contrôles financiers prévus par les législations des deux cantons sont maintenus (art. 71).

Au niveau de l'exécution de la CIGB, et conformément aux dispositions de la Convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger, le rôle de la Commission interparlementaire est clairement défini (art. 73).

#### **4.9 Dispositions particulières, transitoires et finales (art. 74 à 83)**

Une disposition particulière (art. 80) a été jugée nécessaire concernant les conditions d'engagement du futur corps enseignant. Il faudra en effet pouvoir s'assurer la collaboration d'un certain nombre de personnes expérimentées afin de garantir le lien avec les formations existantes ainsi que leur qualité. La clause permet d'octroyer, par une dérogation, la garantie de la situation salariale acquise à ces collaborateurs.

## 5. PROJET DE CONSTRUCTION

Le projet est basé sur le règlement-programme du concours de projet 2<sup>e</sup> degré de décembre 2000 préalablement approuvé par les Conseils d'Etat des deux cantons (documentation complémentaire annexée).

### 5.1 Programme des locaux

Les surfaces nettes de plancher du projet (y compris les coins détentes, les sanitaires et les locaux techniques) sont de 14 154 m<sup>2</sup>.

<b>Locaux d'enseignement</b>		<b>2 900 m<sup>2</sup></b>
40 Salles de classes	moyenne de 65 m <sup>2</sup>	2 600 m <sup>2</sup>
5 Locaux de travail de groupe	60 m <sup>2</sup>	300 m <sup>2</sup>
<b>Salles spéciales non bruyantes</b>		<b>990 m<sup>2</sup></b>
2 Ateliers de dessin	100 m <sup>2</sup>	200 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes		150 m <sup>2</sup>
3 Salles d'histoire et de géographie	80 m <sup>2</sup>	240 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes		50 m <sup>2</sup>
3 Salles informatiques et multimédia	65 m <sup>2</sup>	195 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes (excl. dégagements)		155 m <sup>2</sup>
<b>Sciences</b>		<b>1 200 m<sup>2</sup></b>
6 Auditorios de chimie, physique et biologie	75 m <sup>2</sup>	450 m <sup>2</sup>
6 Laboratoires de chimie, physique et biologie	75 m <sup>2</sup>	450 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes (excl. dégagements)		300 m <sup>2</sup>
<b>Salles spéciales bruyantes</b>		<b>240 m<sup>2</sup></b>
1 Salle de musique		90 m <sup>2</sup>
1 Salle de musique		70 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes (excl. dégagements)		80 m <sup>2</sup>
<b>Enseignants</b>		<b>375 m<sup>2</sup></b>
1 Salle des maîtres		130 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes (excl. dégagements)		245 m <sup>2</sup>
<b>Administration</b>		<b>275 m<sup>2</sup></b>
1 Secrétariat		75 m <sup>2</sup>
1 Bureau		30 m <sup>2</sup>
4 Bureaux	20 m <sup>2</sup>	80 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes (excl. dégagements)		90 m <sup>2</sup>
<b>Centre de documentation et d'information</b>		<b>945 m<sup>2</sup></b>
1 Média-centre		725 m <sup>2</sup>
1 Salle polyvalente		145 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes (excl. dégagements)		75 m <sup>2</sup>
<b>Restaurant, cafétéria</b>		<b>585 m<sup>2</sup></b>
1 Restaurant, cafétéria		290 m <sup>2</sup>
1 Buffet, distribution		110 m <sup>2</sup>
1 Cuisine		30 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes (excl. dégagements)		155 m <sup>2</sup>
<b>Aula</b>		<b>510 m<sup>2</sup></b>
1 Aula de 360 places		420 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes (excl. dégagements)		90 m <sup>2</sup>
<b>Sports</b>		<b>2 414 m<sup>2</sup></b>
1 Salle de sport triple	48 x 28 m	1 344 m <sup>2</sup>
Divers locaux annexes (excl. dégagements)		1 070 m <sup>2</sup>
<b>Divers</b>		<b>3 720 m<sup>2</sup></b>
Dégagements, foyers et sanitaires		1 550 m <sup>2</sup>
1 Espace culturel		235 m <sup>2</sup>
1 Conciergerie et appartement		275 m <sup>2</sup>
1 Protection civile		210 m <sup>2</sup>
Dépôts, nettoyage et installations techniques		1 450 m <sup>2</sup>

### Aménagements extérieurs et infrastructures sportives

## 5.2 Descriptif du projet de construction

### 5.2.1 Concours

Dès le choix du jury connu et la décision des Conseils d'Etat du 2 juillet 2001 prise en faveur du projet «barre-brise», des efforts importants ont été accomplis pour l'avancement des études. En marge du développement effectué en concertation avec la Commission d'études du maître de l'ouvrage, une équipe de planification a été

mise en place, complétée par des partenaires spécialisés dans la réalisation d'ouvrages de ce type. Le groupe de planification générale, BEGIB, (Bureau d'études pour la construction du Gymnase intercantonal de la Broye, Payerne) a permis de développer le projet sous ses aspects architecturaux et techniques ainsi que d'établir un devis général.

### 5.2.2 Concept global du projet

Chef-lieu de la Broye vaudoise, Payerne se situe également à proximité immédiate du territoire fribourgeois. L'endroit est idéal pour l'installation du nouveau Gymnase intercantonal de la Broye de par sa situation centrale dans les districts de la Broye fribourgeoise et vaudoise et grâce à la proximité des transports publics.

Le terrain proprement dit, utilisé jusqu'à cette année à des fins agricoles, se situe légèrement en dessus de la vallée de la Broye, à moins de 7 minutes à pied de la gare et de la vieille ville de Payerne. L'ancienne ferme fait partie des nombreuses qualités du site et sa réaffectation a été définie dans le programme du concours.

Le plan partiel d'affectation (PPA) élaboré et légalisé avant l'ouverture du concours, prévoit les éléments suivants:

- la partie réservée à l'école au cœur du futur quartier (16 100 m<sup>2</sup>)
- l'espace paysager central qui lie le quartier, le centre scolaire et l'ancienne ferme (25 070 m<sup>2</sup>)
- l'ancienne ferme avec un statut particulier (2300 m<sup>2</sup>)

Outre les limites de constructions, les hauteurs des bâtiments, les accès et circulations principales des voitures et des piétons, le PPA introduit aussi les notions de relations visuelles protégées.

Le projet proposé répond aux diverses contraintes du site, respecte les exigences du PPA et la taille du programme des locaux tout en renforçant les qualités et le caractère du lieu.

Le projet du Gymnase intercantonal de la Broye est composé des trois parties principales suivantes:

- Le bâtiment scolaire principal (**GYM**)
- L'ancienne ferme de La Blancherie (**FBL**)
- L'espace paysager central (**EPC**)

### 5.2.3 Bâtiment du gymnase GYM

Le concept du Gymnase se base sur divers thèmes: la topographie, les relations visuelles protégées, les limites du périmètre et le futur quartier. Le projet développe sa volumétrie de manière à créer une sorte d'avant-plan à la vieille ville, aux collines sises au bord au lac de Neuchâtel et au Jura.

Le bâtiment se présente comme un bloc erratique et s'articule autour d'un espace cour. Ses cassures et sa non orthogonalité donnent naissance à des espaces intérieurs et extérieurs variés et ne laissent pas percevoir sa taille réelle. Le bâtiment épouse la pente naturelle du côté de l'espace paysager central. Par contre, à proximité des places de sports et du parking, deux murs de soutènement soulignent la topographie. Les trois plateaux ainsi aménagés sont intimement liés aux accès et aux fonctions de l'école.

La typologie choisie pour ce bâtiment est celle d'une barre brisée (avec un couloir central) qui définit une cour au centre du complexe. Cette cour est en même temps l'entrée principale et le préau de l'école. Les passages piétonniers et les percements généreux de la volumétrie, permettent des relations visuelles avec le quartier, la



vieille ville et le paysage jurassien. La cour devient ainsi un lieu de rencontre où proximité et horizon se côtoient. A l'intérieur du bâtiment, les diverses fonctions sont chaque fois regroupées par unités spatiales. Leur géométrie simple et leur matérialisation cohérente les différencient clairement des espaces de circulation. Le couloir, épine dorsale du bâtiment, met en relation les diverses fonctions et devient un espace continu, offrant par le biais de dilatations de parcours, des séquences spatiales diversifiées et permettant d'accueillir de multiples fonctions (espaces de rencontre, casiers, etc.).

Depuis la cour centrale, l'accès se fait vers les foyers auxquels sont directement rattachées les parties publiques du complexe scolaire ainsi que les escaliers qui mènent aux salles de classes. Une fermeture au niveau du palier permet une utilisation optimale des locaux par des tiers en dehors des heures d'ouverture de l'école. Ces fonctions à caractère public se situent au niveau 0 et peuvent, par conséquent, être utilisées en dehors des heures scolaires:

- la bibliothèque/médiathèque avec une salle polyvalente de 140 places;
- la cafétéria pour environ 300 personnes;
- l'administration et la partie réservée aux enseignants;
- l'aula à 360 places;
- la salle de sport triple.

L'accessibilité aux handicapés est assurée dans tout le bâtiment.

#### **5.2.4 Ancienne ferme de La Blancherie FBL**

L'ancienne ferme de La Blancherie joue un rôle important pour le Gymnase et le futur quartier d'habitations. Elle est la mémoire du site et de son passé agricole et structure le nouvel espace paysager central.

Le caractère de la bâtisse fait que l'ancienne ferme de La Blancherie est affectée à des fonctions spécifiques du programme. Ainsi, on trouve au rez-de-chaussée les ateliers de dessin et des locaux annexes nécessaires tels que laboratoires photo, salle de groupe, etc. avec accès direct. Par souci de discrétion, les bureaux de l'aumônier et du médiateur, l'infirmerie et l'orientation professionnelle sont disposés au premier étage. Un espace culturel à disposition de l'école, du quartier et de la commune est aménagé dans l'ancienne grange. L'appartement du concierge est prévu dans le logement actuel.

#### **5.2.5 Espace paysager central EPC**

L'espace paysager central remplit diverses fonctions:

- l'accès piétonnier principal au Gymnase;
- la zone de transition entre l'école, l'ancienne ferme et les constructions avoisinantes;
- la prolongation de l'espace extérieur du Gymnase et des habitations avoisinantes.

L'espace paysager tente une approche des vergers à l'ancienne par le moyen d'un pré ponctué de groupes d'arbres de diverses essences.

La topographie naturelle du terrain est maintenue.

### **5.3 Concept technique et écologique du bâtiment**

#### **5.3.1 Construction générale**

Dans la conception du Gymnase, les choix constructifs, les matériaux et les standards techniques permettent de

répondre aux critères fondamentaux d'un bâtiment contemporain:

- la durabilité et la volonté de créer un bâtiment public destiné à durer dans le temps;
- la flexibilité d'utilisation relative aux choix typologiques et constructifs;
- a gestion respectueuse des ressources renouvelables et non-renouvelables et le développement durable.

La façade du bâtiment est conçue en béton teinté et travaillé. Elle exprime ainsi simplicité, durabilité et solidité. Les fenêtres sont en bois-métal. La toiture plate est végétalisée de manière extensive et fait office de volume de rétention des eaux pluviales. Pour la partie de la triple salle de sport, les porteurs sont prévus en bois lamellé-collé.

#### **5.3.2 Label Minergie et couplage chaleur-force**

Lors du concours, les auteurs ont proposé un concept énergétique sans ventilation contrôlée qui atteignait les valeurs cibles correspondantes au label Minergie. Les services de l'énergie fribourgeois et vaudois ont cependant insisté sur la nécessité de respecter les valeurs énergétiques et les solutions techniques imposées par le label Minergie, dont la ventilation contrôlée de tous les locaux habités. Le concept énergétique ainsi retenu pour l'étude du projet et pour l'élaboration du devis général est celui d'un bâtiment répondant aux critères du Label Minergie. Il est en conformité avec le règlement de l'énergie fribourgeois du 5 mars 2001, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2001. Du côté vaudois, une loi est en préparation.

L'installation prévoit la production de chaleur par une unité de couplage chaleur force et une ventilation contrôlée dans tous les locaux habités. L'avantage de cette installation est le confort obtenu par le renouvellement constant de l'air dans les salles de classes sans avoir besoin d'ouvrir les fenêtres. La mise en conformité du projet avec le label Minergie implique toutefois des besoins en locaux techniques complémentaires, un nombre important de gaines et leur intégration architecturale. Le nettoyage et l'entretien auront aussi une incidence sur les frais d'exploitation.

La mise en œuvre du Label Minergie occasionne un investissement supplémentaire déjà pris en compte dans le devis général. Il sera totalement couvert par les économies d'exploitation réalisées.

#### **5.3.3 Gestion de l'eau**

Dans le souci général de l'utilisation judicieuse des ressources naturelles, le concept sanitaire prévoit deux réseaux d'eau: l'un alimenté en eau potable et l'autre par l'eau de pluie collectée et filtrée. Ainsi l'eau de pluie est prévue pour le rinçage des toilettes, l'entretien et l'arrosage des aménagements extérieurs.

#### **5.3.4 Utilisation du bois**

Les concepteurs ont accordé une part importante au bois. Ainsi le système porteur de la salle de sport est conçu en poutres lamellés-collés. De plus, l'utilisation du bois est prévue pour les revêtements de parois et de plafonds de la salle de sport et de l'aula, les casiers, les portes intérieures et le parquet sur lambourdes dans les salles de classes.

La transformation de l'ancienne ferme de La Blancherie en bâtiment scolaire nécessitera aussi une utilisation conséquente du bois.

### 5.3.5 Concept d'enseignement informatique

Le concept retenu pour le projet est celui d'un enseignement soutenu par des moyens informatiques dans chaque salle de classe. Les éléments de base sont un ordinateur fixe, un projecteur numérique et un tableau blanc faisant office de surface de projection. En revanche, le lavabo, le tableau noir et le rétroprojecteur ne sont plus nécessaires. Pour cette raison, on prévoit un câblage de type universel, réunissant ainsi le système de câblage informatique et téléphonique par un même système dans l'ensemble de l'établissement. Le câblage universel permet une vitesse de transmission importante et une grande flexibilité tout en limitant les coûts.

### 5.4 Calendrier du projet de construction

Devis général	fin octobre 2002
Mise à l'enquête	automne 2002
Octroi du crédit par les Grands Conseils	février 2003
Référendum financier obligatoire	18 mai 2003
Début du chantier	été 2003
Mise en service	été 2005
Fin des aménagements extérieurs	automne 2005 / printemps 2006

## 6. ÉTAPES ET COÛTS

### 6.1 Etudes préalables

Les études ont porté sur l'ensemble de la parcelle de La Blancherie d'une surface de 83 400 m<sup>2</sup>. Celle-ci comprend non seulement la surface de terrain de 31 700 m<sup>2</sup> destinée à accueillir le Gymnase, mais également le reste du périmètre à affecter en zones à bâtir et en zones d'utilité publique. A cet effet, un crédit d'étude global de 400 000 francs a été utilisé, assumé à raison de moitié par la commune de Payerne, moitié par les deux cantons.

### 6.2 Achat du terrain

En mai 2000 les Grands Conseils vaudois et fribourgeois accordaient chacun un crédit de 1 550 000 francs pour l'achat, en copropriété entre les deux cantons, du terrain nécessaire pour la construction du Gymnase.

### 6.3 Concours d'architecture et études

En mai 2000, les Grands Conseils accordaient également chacun un crédit de 2 245 000 francs pour financer conjointement le concours d'architecture ainsi que les études de mise au point du projet, nécessaires en vue de la demande du crédit d'ouvrage.

### 6.4 Equipement, construction et aménagement

#### 6.4.1 Coûts résumés de l'ouvrage

Le devis détaillé est fondé sur des avant métrés et des demandes d'offres sans engagement à des entreprises. Les montants présentés permettent de réaliser le Gymnase tel que décrit dans le présent document dans la situation conjoncturelle d'aujourd'hui. La documentation complémentaire annexée en présente le détail.

CFE Code de frais par éléments	Fr.
A Terrain	6 870 000.–
B Travaux préparatoires	832 000.–

C Installations de chantier, échafaudages (bâtiment)	575 000.–
D Fondations (bâtiment)	3 558 763.–
E Gros œuvre (bâtiment)	18 670 095.–
I Installations	7 825 700.–
M Aménagements intérieurs	12 086 983.–
Q Equipements d'exploitation	2 875 000.–
R Ameublement, décoration	4 361 784.–
T Aménagements extérieurs	5 784 435.–
V Frais secondaires	2 195 697.–
W Honoraires	7 292 500.–
Z Taxe sur la valeur ajoutée	4 800 000.–
<b>Total TTC</b>	<b>77 727 957.–</b>

Le suivi du devis et le calcul du renchérissement se feront en référence à l'indice suisse des prix à la construction (ISPC), calculé par l'Office fédéral de la statistique, en particulier le dernier indice connu, d'avril 2002, établi à 112,9 points, de la catégorie «immeubles administratifs – espace Mittelland».

#### 6.4.2 Ratios du projet

*Surfaces (incl. FBL)*

SBP (surface brute de plancher)  
19 500 m<sup>2</sup> 2 661 francs/m<sup>2</sup> (CFC2) TTC

*Volume (incl. FBL)*

Volume selon SIA 116  
106 880 m<sup>3</sup> 486 francs/m<sup>3</sup> (CFC2) TTC

#### 6.4.3 Subvention OFFT

Une demande officielle de subventionnement a été introduite le 12 avril 2002 auprès de l'Office fédéral de la formation et de la technologie (OFFT). Toutefois, l'ampleur du dossier demandé comportant l'estimation très provisoire des investissements n'a pas permis d'obtenir une détermination ferme de la part de l'OFFT.

Ainsi, à ce stade, seules des hypothèses de subventionnement peuvent être faites. L'évaluation actuelle se situe aux alentours de 1 500 000 francs mais il serait imprudent, eu égard aux incertitudes liées au calcul et à la décision de l'OFFT, de porter cette somme en déduction du crédit demandé.

#### 6.4.4 Infrastructures et espace vert central

Lors des négociations en vue de l'achat du terrain, le prix au m<sup>2</sup> avait été fixé à 90 francs. Le transfert de propriété n'intervenant qu'après la procédure d'adoption du plan partiel d'affectation, le prix de 90 francs/m<sup>2</sup> correspond à une valeur de terrain constructible mais non équipé. En vue de l'ouverture du chantier, il importe de pouvoir procéder à la mise en place des infrastructures techniques et routières et, dans un deuxième temps, d'entreprendre les travaux d'aménagement de l'espace central vert, espace qui appartient en partie à la commune et en partie aux cantons.

L'étude des infrastructures a été prise en charge par la commune alors que l'espace vert est intégré aux études du Gymnase.

Les deux objets feront l'objet d'un financement partagé entre la commune et les deux cantons.

Les transactions en cours avec la commune ont permis d'aboutir à l'accord suivant:

- La commune de Payerne prend entièrement à sa charge le raccordement de ses parcelles, une part des frais des infrastructures et de la construction des routes



(selon proportionnalité des surfaces desservies), 50 % du coût du terrain des voiries et 50 % du coût de construction de l'espace paysager central EPC.

- Les deux cantons prennent en charge l'autre partie des frais des infrastructures et de la construction des routes (selon proportionnalité des surfaces desservies), 50 % du coût du terrain des voiries, 50 % du coût de construction de l'espace paysager central EPC et les taxes de raccordements estimées à environ 250 000 francs.

Sur cette base, le calcul des coûts est le suivant: investissement total des infrastructures de 7 479 034 francs, dont 4 245 978 francs à charge de la commune et 3 233 056 francs à charge des deux cantons. Ces montants sont pris en compte dans le devis.

#### 6.4.5 Crédit d'ouvrage demandé

Compte tenu de ce qui précède, le crédit d'ouvrage demandé s'élève à:

	<b>Fr.</b>
Coût total TTC y compris terrain (dont 3 233 056 francs pour les infrastructures à charge des 2 cantons)	77 727 957.—
Crédits déjà accordés	7 590 000.—
Remboursement communal	704 780.—
<b>Crédit d'ouvrage total</b>	<b>69 433 177.—</b>
Part cantonale 50 %	34 716 588.50
<b>Crédit d'engagement demandé (arrondi)</b>	<b>34 720 000.—</b>

## 7. CALENDRIER ET PLANIFICATION FINANCIÈRE

### 7.1 Calendrier

L'octroi du crédit faisant l'objet de la présente demande permettrait le respect du calendrier suivant:

<b>Adoption du projet de convention CIGB par les Conseils d'Etat</b> et transmission aux Grands Conseils	<b>octobre 2002</b>
<b>Grands Conseils:</b>	<b>octobre–novembre 2002</b>
1. Constitution des commissions parlementaires cantonales qui constituent leur délégation à la Commission interparlementaire	
2. Réception du projet de convention et de l'EMPD/message y relatif (indication de la 2 <sup>e</sup> étape subséquente avec projet de décret d'engagement et EMPD/message y relatif.	
Travaux des commissions cantonales et de la Commission interparlementaire: transmission des observations et propositions aux Conseils d'Etat	
<b>Conseils d'Etat:</b>	<b>décembre 2002</b>
1. Adoption définitive de l'EMPD/message et de la Convention et signature	
2. Adoption de l'EMPD/message et du projet de décret relatif au crédit de construction pour transmission aux commissions des Grands Conseils	
<b>Travaux des commissions cantonales et de la Commission interparlementaire:</b>	<b>décembre 2002–janvier 2003</b>
1. Crédit de construction (transmission d'éventuelles observations aux Conseils d'Etat)	
2. Convention (autorisation d'adhésion ou refus)	

**Grands Conseils:** février 2003

1. Autorisation d'adhésion à la convention des Conseils d'Etat
2. Adoption du décret de crédit de construction

**Votation populaire** (référéendum financier obligatoire FR et VD) **18 mai 2003**

**Ouverture du chantier** été 2003

**Ouverture du Gymnase intercantonal de la Broye** rentrée 2005

### 7.2 Investissements et exploitation

L'article 9 de la CIGB précise que le Canton de Vaud tient la comptabilité relative au financement de la construction et des frais qui y sont liés. Le Canton de Fribourg s'acquitte de sa part sur la base d'un décompte trimestriel. A la fin des travaux, un décompte final est établi et soumis à l'approbation des deux cantons.

Les montants suivants sont prévus:

	2002	2003	2004	2005	2006	Total
<b>Investissements</b>						
FR	1 195 000	4 000 000	15 000 000	10 000 000	3 200 000	33 395 000
VD	1 000 000	3 500 000	15 000 000	12 500 000	1 762 000	33 762 000
Les montants seront amortis selon les règles cantonales usuelles.						
<b>Exploitation</b>						
FR	-	-	250 000	1 000 000	4 000 000	5 250 000
VD	-	-	250 000	1 000 000	4 000 000	5 250 000

## 8. MISE EN PLACE DES STRUCTURES DE FONCTIONNEMENT

### 8.1 Mise au point de la réglementation

Dès l'adoption du décret relatif au crédit de construction (mai 2003), les Conseils d'Etat auront à désigner une commission de construction et à adopter un règlement commun concernant ses compétences.

Afin de garantir la plus grande cohérence possible avec la CIGB, un premier projet de réglementation a été élaboré. Celui-ci est composé des éléments suivants:

- règlement des études et des examens
- règlement du personnel et de la prévoyance professionnelle
- règlement de gestion et d'exploitation financière

### 8.2 Conseil du Gymnase

Le Bureau entrera en fonction dès l'adoption du crédit de construction, c'est-à-dire au printemps 2003. Il travaillera sans le directeur jusqu'à son engagement par le Conseil du Gymnase.

Afin de permettre une mise en vigueur de la réglementation et l'engagement du personnel de mise en place, les membres du Conseil du Gymnase doivent pouvoir être désignés à l'automne 2003.

### 8.3 Personnel de mise en place

La mise en place de la réglementation, des structures, des cahiers des charges, des plans d'études et des grilles horaires ainsi que le processus de recrutement du corps enseignant du nouvel établissement nécessiteront l'engagement de personnel bien avant l'ouverture du Gymnase à la première volée d'élèves.

Il est prévu d'engager le directeur à temps partiel du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 août 2004. Durant cette période, il

bénéficiera de l'appui logistique des services de l'enseignement secondaire supérieur des deux cantons. Dès le 1<sup>er</sup> septembre 2004, il sera engagé à plein temps.

Deux collaborateurs à plein temps, responsables du secrétariat et de la comptabilité, seront engagés dès le 1<sup>er</sup> septembre 2004.

Un collaborateur supplémentaire sera engagé à plein temps dès le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Deux adjoints du directeur seront engagés partiellement dès le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et sur la base d'une décharge complète d'adjoint dès le 1<sup>er</sup> septembre 2005.

Cette planification se base sur l'expérience faite au niveau de la mise en place de la Haute Ecole pédagogique du canton de Fribourg. Elle sera adaptée selon les besoins.

Les équivalents plein temps, de la totalité du personnel engagé par le Gymnase, n'apparaîtront pas aux comptes des deux cantons.

#### **8.4 Engagement du corps enseignant**

Dès la rentrée 2004, le directeur s'assure, à charge du Gymnase, la collaboration partielle de maîtres, restant engagés dans des établissements des deux cantons, pour préparer les programmes d'études.

Les maîtres chargés de l'enseignement dès la rentrée 2005 sont engagés durant l'année scolaire qui précède.

### **9. CONSÉQUENCES DES DÉCRETS**

#### **9.1 Conséquences pour les communes**

Le présent crédit n'entraîne pas de conséquences financières directes pour les communes, Payerne mis à part en ce qui concerne l'espace paysager central.

Cependant, le site constitue un avantage par la présence des occupants de l'établissement et par la mise à disposition de la population des infrastructures.

#### **9.2 Conséquences pour l'environnement et la consommation d'énergie**

Les aspects relatifs à l'environnement ont été pris en compte dans le cadre du plan directeur localisé et du plan partiel d'affectation. Une diminution de l'importance des transports des élèves est à relever. Malgré l'application du programme Minergie, une augmentation de la consommation d'énergie et d'eau seront les conséquences de l'implantation de l'établissement.

#### **9.3 Compatibilité avec le droit européen**

Les décrets présentés sont eurocompatibles.

#### **9.4 Référendum financier obligatoire**

##### ***Canton de Fribourg***

Le coût de la construction, des aménagements et des équipements s'élèvera à 34 720 000 francs par canton. Ce coût dépasse la limite prévue à l'article 28 bis al.2, de la Constitution du Canton de Fribourg du 7 mai 1857 qui est de 1 % du total des dépenses du compte administratif de l'année 2001, soit 23 110 000 francs.

La dépense est dès lors soumise au référendum financier obligatoire.

##### ***Canton de Vaud***

Eu égard au montant demandé, la décision du Grand Conseil est soumise au référendum obligatoire en vertu de la Constitution actuelle. Le Conseil d'Etat vaudois

considère que l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution ne soustraira pas cette dépense à la sanction populaire. En effet, l'article 180 de la nouvelle Constitution prescrit que «l'ancien droit demeure en vigueur pour les initiatives et référendums annoncés avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution». De plus, le seul élément de la date choisie pour le vote populaire ne saurait dicter la soumission ou non de cet important objet à caractère intercantonal à la sanction du peuple. La dépense est dès lors soumise au référendum financier obligatoire.

### **10. CONCLUSION**

La construction du Gymnase intercantonal de la Broye à Payerne, en collaboration avec le Canton de Vaud, répond à une nécessité. La ratification de la convention et l'octroi du crédit d'engagement permettront d'ouvrir cet établissement aux élèves pour la rentrée 2005.

Nous vous invitons par conséquent à adopter les projets de décrets annexés.

#### **Annexe**

#### **COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE VD-FR**

**CIGB**

#### **PROJET DE CONVENTION INTERCANTONALE du 14 octobre 2002 sur la création et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la Broye (CIGB)**

La Commission interparlementaire des Commissions des affaires extérieures des Parlements vaudois et fribourgeois, composée des Député-e-s Philippe Cornamusaz, Anne-Marie Depoisier, Micheline Félix, Charles-Pascal Ghiringhelli, Félix Glutz, Catherine Labouchère et Jean-Claude Piguet (Délégation vaudoise) ainsi que des Député-e-s Markus Bapst, Solange Berset, Denis Grandjean, Dominique Virdis Yerly, François Weissbaum et Michel Zadory (Délégation fribourgeoise), présidée par le Député Benoît Rey (FR),

a examiné le projet de Convention cité en titre le 21 novembre 2002, à Payerne, et fait les propositions de modifications suivantes aux Gouvernements des Cantons de Vaud et Fribourg par l'intermédiaire de leur Direction DFJ et IPC:

##### *Entrée en matière*

C'est sans opposition que la Commission interparlementaire (14 membres présents) propose d'entrer en matière sur ce projet de Convention.

##### *Examen de détail*

La Commission interparlementaire propose au Gouvernements vaudois et fribourgeois de tenir compte des amendements suivants:

#### **Projet de Convention bis**

Art. 13. Organes

Les organes du Gymnase sont:

...

d) la conférence des maîtres

e) l'assemblée des élèves

f) le jury des examens

...

Art. 18. Conférence des maîtres

...

d) préavis à l'intention du directeur en matière de *promotion exceptionnelle des élèves* et d'exclusion définitive;

...

Art. 18<sup>bis</sup> (nouveau). Assemblée des élèves

*L'assemblée des élèves se réunit au moins une fois par année pour traiter des questions propres aux élèves ainsi qu'à la vie du Gymnase. Elle propose au Conseil ses représentants au sein de la Commission consultative. Elle se dote d'un règlement interne.*

Art. 20. Commission consultative

<sup>1</sup> La Commission consultative se compose d'un président et de dix à vingt membres choisis par le Conseil parmi les parents d'élèves, les élèves, *choisis sur proposition de leur assemblée*, les maîtres...

<sup>2</sup> ...

Art. 45. b) Refus total ou partiel

<sup>1</sup> Lorsque le collaborateur ne répond *pas ou* que partiellement aux exigences de la fonction sous l'angle des aptitudes ou du comportement, l'augmentation annuelle n'est *pas* octroyée *ou* que partiellement.

<sup>2</sup> ...

*Vote final*

Au vote récapitulatif final, la Commission propose d'adopter ces 5 amendements à l'unanimité de ses membres présents (13).

*Remarque*

Ce document correspond à une synthèse des propositions de la Commission interparlementaire. Il figure ainsi en annexe du P.-V. de la séance du 21 novembre 2002.

*Ainsi décidé à Payerne le 21 novembre 2002.*

---

**BOTSCHAFT Nr. 48** 9. Dezember 2002  
**des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung vom 9. Dezember 2002 über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye und den Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Bau des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye**

Hiermit legen wir Ihnen die Botschaft<sup>1</sup> zum Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung vom 9. Dezember 2002 über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (die Vereinbarung/CIGB) und den Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Bau des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (das Gymnasium) vor.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

---

<sup>1</sup> Der Staatsrat des Kantons Waadt legt dem Grossen Rat seines Kantons das gleiche Dokument vor, vorbehaltlich die ihm eigenen formellen Bedingungen.

1. Einführung
2. Etappen des Projektes
3. Bedürfnisklausel und voraussichtliche Bestände
4. Vereinbarung
5. Bauprojekt
6. Etappen und Kosten
7. Terminplan und Finanzplanung
8. Einrichtung der Betriebsstrukturen
9. Auswirkungen der Dekrete
10. Schlussbemerkung

Anhänge

## 1. EINFÜHRUNG

Mit der Genehmigung des Dekrets über den Beitritt des Kantons Freiburg zum Konkordat I vom 7. März 2000 über den Kauf des Grundstücks und die Studien für den Bau des Gymnasiums im Mai 2000 war eine entscheidende Etappe zur Konkretisierung des gemeinsamen Projekts mit dem Kanton Waadt erreicht.

Das Projekt der Realisierung des Gymnasiums tritt nun mit dem Dekretsentwurf über den Beitritt der Kantone Freiburg und Waadt zur Vereinbarung über die Schaffung und den Betrieb des Gymnasiums in seine Endphase.

Dieser Beitritt eröffnet die Möglichkeit, die für den Betrieb der Schule nötigen Strukturen und reglementarischen Bestimmungen einzurichten. Mit dieser Etappe geht das Verpflichtungskreditgesuch einher, um die Bau- und Umgebungsarbeiten für die Neubauten realisieren zu können.

Das gemeinsame Schulprojekt der beiden Kantone tritt durch seinen ganz einmaligen, eindeutig interkantonalen Charakter hervor, was für alle Ebenen des Vorhabens gilt. Soweit der Terminplan eingehalten werden kann, ist die Eröffnung auf Schulbeginn 2005 geplant.

## 2. ETAPPEN DES PROJEKTES

### 2.1 Zusammenfassung der bisherigen Etappen

Die Initiative, diese Idee einer interkantonalen Mittelschule der freiburgischen und waadtländischen Region Broye zu verwirklichen, geht auf den Mai 1991 zurück. In eigenständiger Erarbeitung erstellt, reichte im Januar 1994 die «Communauté régionale de développement fribourgeoise et vaudoise» einen Bericht ein. Auf dessen Grundlage institutionalisierten die Staatsräte der beiden Kantone eine interkantonale Kommission.

Die Arbeiten dieser Kommission bestätigten die Notwendigkeit der Schaffung einer solchen Schule und schlugen im Januar 1997 den beiden Staatsräten vor, sich zum Standort La Blancherie in Payerne für das Gymnasium zu äussern sowie zu einem Konventionentwurf, der die Verpflichtung, das Grundstückkaufversprechen zu unterzeichnen, enthielt.

Mit der Genehmigung des Einverständnisprotokolls vom 4. Juli 1997 sowie der Unterzeichnung einer interkantonalen Vereinbarungsübereinkunft und des Kaufversprechens vom 29. Oktober 1997 mit der Gemeinde Payerne und dem Eigentümer des Grundstücks La Blancherie konkretisierten die Staatsräte ihre Absicht, das Gymnasium zu errichten.



Nach einem Verfahren, das zur Erstellung eines örtlichen Richtplans und eines Teilnutzungsplans führte, der die Möglichkeit der Grundstücklegalisierung sowie die Machbarkeit des Projekts bestätigte, legten die beiden Staatsräte ihren Grossen Räten im Oktober 1998 einen Bericht über das Gymnasiumsprojekt vor. Eine interparlamentarische Kommission der Grossen Räte der Kantone Freiburg und Waadt prüfte es und nahm Stellung zu den wichtigen Punkten. In ihrer November-Dezember-Session 1998 haben die beiden Grossen Räte einstimmig Kenntnis vom Absichtsbericht und von den Bemerkungen der interparlamentarischen Kommission genommen. Im Frühjahr 2000 wurde den Grossen Räten der Antrag auf Beitritt zum Konkordat I vom 7. März 2000 über den Kauf des Grundstücks und die Studien für den Bau des Gymnasiums vorgelegt.

Mit der Genehmigung im Mai 2000 des diesbezüglichen Dekrets wurde der Grundstückkaufvertrag über einen Betrag von rund 2 900 000 Franken am 6. Oktober 2000 unterzeichnet. Am gleichen Tag wurde zudem eine interkantonale Studienkommission für den Bau des Gymnasiums gebildet.

Der zweistufige Architekturwettbewerb wurde im August 2000 lanciert. Die Ergebnisse wurden am 2. Juli 2001 veröffentlicht.

Die beiden Regierungsdelegationen beschlossen im Auftrag der Staatsräte der Kantone Freiburg und Waadt, das Hauptstudienmandat dem Architekturbüro Boegli und Kramp (Freiburg) mit ihrem Projekt «barre-brise», dem Gewinner des Wettbewerbs, und den anderen technischen Büros zu übertragen, die ihrem Projekt angeschlossen waren.

## **2.2 Interparlamentarische Arbeiten und Entscheidungen der Staatsräte**

Die Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten der beiden Kantone haben das CIGB-Projekt intern geprüft. Aus dieser Prüfung sind Änderungsanträge und Bemerkungen hervorgegangen.

Wie es in der Vereinbarung vom 9. März 2001 über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge vorgesehen ist, haben die Delegationen der Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten der beiden Kantonsparlamente am 21. November 2002 als interparlamentarische Kommission Sitzung gehalten.

Sie haben den CIGB-Entwurf geprüft und ein Inventar der Bemerkungen sowie eine Übersicht der Änderungsanträge, die aus den Diskussionen hervorgegangen waren, zur Übermittlung an die 2 Staatsräte erstellt (Beilage).

Im Wesentlichen geht es um eine Erweiterung der Kompetenzen der Lehrerkonferenz und die Institutionalisierung einer Schülerversammlung.

Die beiden Staatsräte haben allen Änderungsanträgen stattgegeben. Sie haben sie in die CIGB aufgenommen, welche am 9. Dezember 2002 definitiv verabschiedet wurde.

## **3. BEDÜRFNISKLAUSEL UND VORAUSSICHTLICHE BESTÄNDE**

### **3.1 Die Situation in Freiburg**

Zum Schulbeginn 2002 zählt die Mittelschulstufe 195 Klassen, die sich auf fünf Schulen verteilen. Ihre Aufnahmekapazitäten sind derzeit bereits sehr begrenzt.

Die folgenden Faktoren gehen mit der Bestandeszunahme einher:

- die demografische Zunahme, die von den Jahren 2000 – 2002 an vorausgesehen wurde;
- die zunehmende Mobilität der Bevölkerungen;
- der steigende Prozentsatz an Schülerinnen und Schülern, die ihre schulische Ausbildung nach der Volksschule fortsetzen;
- ein besserer Zugang zu diesen Bildungsgängen mit dem künftigen Gymnasium der Region Broye.

Für Mitte des nächsten Jahrzehnts sehen die Prognosen im ganzen Kanton etwa 205 Klassen und gegen das Jahr 2010 ein Maximum von 215 Klassen voraus, davon etwa 17 bis 20 Klassen mit 22 Schülerinnen und Schülern im freiburgischen Einzugsgebiet des Gymnasiums.

### **3.2 Die Situation in der Waadt**

Die neueren Prognosen des «Service de recherche et d'information statistiques (SCRIS)», untersucht vom Groupe de planification des établissements secondaires supérieurs, zeigen, dass die Anzahl Gymnasiumsklassen (Maturitätsschule und Diplommittelschule, ohne die Zusatzausbildungen, die jedes Jahr 8 bis 10 Klassen ausmachen) von 339 im Jahr 2002 auf 400–420 im Jahr 2008 ansteigen wird, während gleichzeitig 340 Räumlichkeiten verfügbar sein werden (einschliesslich der künftigen Räumlichkeiten des Gymnasiums von Morges). Man erwartete für die späteren Jahre einen Rückgang, aber die Prognosen des SCRIS zeigen, dass dieser Rückgang klar schwächer als prognostiziert sein wird, weil die Wanderungsbewegungen unter dem Strich zugenommen haben und den internen demografischen Effekt ausgleichen. Zudem zeigt sich dieser leichte Rückgang weder im Norden des Kantons noch in der Region Broye.

Die Bedürfnisse werden im Norden des Kantons besonders gross sein; das Gymnasium von Yverdon mit 40 Schulzimmern (inkl. denjenigen, die sich aus der Schliessung des Lehrerseminars ergeben) kann die Schülerinnen und Schüler seines derzeitigen Einzugsgebiets, ab 2004 werden es über 50 Klassen sein, nicht aufnehmen. Mit der Schaffung des Gymnasiums der Region Broye kann eine Erweiterung des Gymnasiums von Yverdon umgangen werden. Allerdings müssen bei diesem Gymnasium so oder so grössere Unterhalts- und Umbauarbeiten vorgenommen werden.

Die Prognosen zeigen, dass die waadtländischen Gymnasiastinnen und Gymnasiasten im Einzugsgebiet des Gymnasiums der Region Broye etwa 15 Klassen mit 22 Schülerinnen und Schülern ausmachen werden, falls der aktuelle schwache Übergangsprozentsatz sich nicht erhöht. Es ist jedoch sehr wahrscheinlich, wie dies bereits in andern Regionen festgestellt wurde, dass die Schaffung des neuen Gymnasiums und damit die Verbesserung der geografischen Zugänglichkeit zur Gymnasialausbildung eine Erhöhung des Übergangsprozentsatzes hervorgerufen wird, und zwar mindestens in der Höhe desjenigen, der im Norden der Waadt festgestellt wird. Somit sind zusätzliche 4 bis 5 Klassen vorzusehen, umso mehr als das erste Gymnasialmaturjahr die Rolle einer «Classe de rattachement de type 2» im Sinne des Schulgesetzes übernehmen wird.

So wie es aussieht sollten die waadtländischen Gymnasiastinnen und Gymnasiasten deshalb für das Gymnasium der Region Broye einen Bestand von etwa zwanzig Klassen ausmachen.

### 3.3 Die Situation in der Region Broye

Neben den schulischen Prognosen sollte das Entwicklungspotential der Region Broye berücksichtigt werden. Die Verbesserung der Transporte auf der Strasse (N 1), bei der Eisenbahn (S-Bahn) und der Luftfahrt und die regionalen Richtpläne sowie andere in der Region geplante Infrastrukturen sind die wichtigsten Elemente, von denen auch das Gymnasium ein Teil ist.

### 3.4 Die Notwendigkeit des Gymnasiums

Die berechneten Bedürfnisse an Unterrichtsräumlichkeiten für die Schülerinnen und Schüler des von beiden Kantonen vorgesehenen Einzugsgebiets machen die Schaffung einer Schule möglich und notwendig. Ohne die Realisierung des Gymnasiumsprojekts müsste jeder Kanton darauf verzichten, in der Region Broye eine Gymnasialausbildung anzubieten. Einzeln gesehen macht die Schülerzahl eines jeden Kantons tatsächlich nicht einen genügenden Bestand aus um eine eigene Schule zu verwirklichen.

Zudem können mit der Schaffung des Gymnasiums die Investitionen in anderen Teilen der Kantone eingeschränkt werden.

## 4. VEREINBARUNG

### 4.1 Einführung

Das Konkordat I vom 7. März 2000 über den Kauf des Grundstücks und die Studien für den Bau des Gymnasiums hat Wirkung bis zum Inkrafttreten der interkantonalen Vereinbarung über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye, mit der das Konkordat I aufgehoben wird.

Die Vereinbarung ist im formellen Sinn gesetzlich und entspricht einem Text suprakantonalen Ordnung.

Die interkantonale Vereinbarung muss verschiedene Elemente festlegen: den Standort des Gymnasiums, die Eigentumsverhältnisse, die Schulorganisation, das Dienstverhältnis des Lehrpersonals sowie des administrativen und technischen Personals und die finanziellen Gesichtspunkte.

An dieser Stelle soll darauf hingewiesen werden, dass es in unserem Land noch keine vergleichbare Institution gibt und die Vereinbarung somit im Bereich der interkantonalen Zusammenarbeit ein Pionierwerk ist.

### 4.2 Allgemeine Grundlagen

Die Vereinbarung bildet eine gymnasiumseigene Gesetzgebung. Sie zeichnet sich durch ihren interkantonalen Charakter sowie durch die Autonomie der Schule aus, die allerdings durch verschiedene Instrumente begrenzt wird. Der verabschiedete und vorgeschlagene Text resultiert allgemein aus einer Zwischenlösung aus den beiden Gesetzgebungen Freiburgs und der Waadt, die in bestimmten Punkten voneinander abweichen. Aus Kohärenzgründen war es nicht wünschenswert, lediglich Elemente der beiden Gesetzgebungen nebeneinander zu stellen.

Das Gymnasium wird Rechtspersönlichkeit haben. Es ist durch ständige interkantonale Strukturen und ein für den optimalen Schulbetrieb unabdingbares administratives Kompetenzdelegationssystem gekennzeichnet.

Die Kapitel der Vereinbarung behandeln die folgenden Fragen oder Bereiche:

1. Allgemeines (Art. 1 bis 6)
2. Grundstück und Gebäude (Art. 7 bis 12)
3. Organisation der Schule (Art. 13 bis 22)
4. Ausbildungsorganisation (Art. 23 bis 34)
5. Dienstverhältnis des Personals (Art. 35 bis 63)
6. Betriebskosten, Budget, Rechnung und Kontrolle (Art. 64 bis 73)
7. Besondere sowie Übergangs- und Schlussbestimmungen (Art. 74 bis 83).

### 4.3 Allgemeines (Art. 1 bis 6)

Von Anfang an waren die beiden Regierungen bei diesem Projekt vom Zusammenarbeitswillen für ein gemeinsames innovatives Werk beseelt, woran in der Präambel der Vereinbarung erinnert wird.

Daher wird ausdrücklich der Wille erklärt, das Gymnasium auf interkantonaler Basis zu schaffen (Art. 1). Dieser Wille wird konkretisiert durch die Wahl des vorgesehenen Standorts in Payerne (Art. 4) und die Begrenzung des Einzugsgebiets der zugelassenen Schülerinnen und Schüler (Art. 5), die im Einvernehmen mit den betroffenen Gemeinden und durch die Rechtsform des Gymnasiums festgelegt wurde (Art. 2): eine öffentlich-rechtliche Schule mit Rechtspersönlichkeit.

### 4.4 Grundstück und Gebäude (Art. 7 bis 12)

Grundstückerschliessung, Neubau und Renovierung werden mit den beiden Kantonen als Bauherr (Art. 8 Abs. 1) und unter der Leitung einer Baukommission (Art. 8 Abs. 2) realisiert, was der Lösung entspricht, die im Konkordat I vom 8. März 2000 für die Studien des Bauprojekts gewählt wurde und die sehr zufrieden stellend war.

Die ausgeglichene Verteilung der Baukosten zu Lasten der beiden Kantone kennzeichnet den interkantonalen Charakter dieser Schulgründung (Art. 10). Der Standortvorteil aufgrund der Situierung des Gymnasiums auf waadtländischem Boden wird bei der Verteilung der Betriebskosten berücksichtigt (Art. 67).

Das zweite wichtige Element liegt darin, dass die beiden Kantone dem Gymnasium für alle Gebäude ein Baurecht erteilen (Art. 12).

In diesem Stadium erscheint der Hinweis auf die konstruktive Rolle der Gemeinde Payerne wichtig.

Der Zwischenbericht Nr. 1 vom 28. Dezember 1994 an die beiden Grossen Räte hielt fest: «Les sites d'Estavayer-le-Lac, notamment celui du Sacré-Cœur pour son installation et celui de la Prillaz pour son terrain (gratuit) remarquablement situé, présentent un grand intérêt. Toutefois le groupe de travail les a écartés dans la mesure où ils ne permettent pas d'atteindre l'objectif fixé ... à cause d'une situation excentrée.»

Der Zwischenbericht Nr. 2 vom 9. Januar 1997 an die beiden Grossen Räte hielt fest: «Analyse comparative des trois sites retenus. Un tableau de comparaisons chiffrées a été établi sur la base de critères pondérés relatifs à l'accessibilité, la capacité, la disponibilité et le prix ainsi que le caractère intercantonal. On constate à l'examen du tableau, que les résultats obtenus par les 3 terrains sont assez proches, avec une légère différence en faveur de celui de La Blancherie. Cette constatation est due au fait que les trois terrains (sis à Payerne) sont déjà le fruit d'une sélection opérée par le groupe institutionnel intercantonal du Gymnase (sur 9 sites) et approuvée par les Conseils d'Etat.»

Die «Convention relative à l'achat et au partage de La Blancherie» zwischen der Gemeinde Payerne und den beiden Kantonen vom 29. Oktober 1997 hielt fest: «La convention ... déploie ses effets jusqu'à la signature d'une nouvelle convention de partage des frais d'achat et d'éventuels frais d'équipement et d'infrastructures communs.»

Dank der Beteiligung der Gemeinde Payerne am Kauf von La Blancherie (von 83 392 m<sup>2</sup>, 62 % erworben durch die Stadt), konnte der Quadratmeterpreis für die beiden Kantone bei 90 Franken beibehalten werden. Die Legalisierungskosten für das gesamte Grundstück wurden zu 50 % von der Gemeinde getragen.

Die Vereinbarung sieht eine Befreiung von den Gemeindesteuern vor.

Wie unter Punkt 6.4.4 dieser Botschaft erwähnt, haben die Verhandlungen der Studienkommission bezüglich Betriebs- und Infrastrukturkosten zu einer gerechten Aufteilung zwischen den beiden Kantonen und der Gemeinde geführt.

#### 4.5 Organisation der Schule (Art. 13 bis 22)

In der relativ grossen Zahl, der Zusammensetzung, der Konstitution und der Arbeitsweise der Organe des Gymnasiums spiegelt sich die Rechtspersönlichkeit wider, die das Gymnasium erhält, sowie das Anliegen, die Erfahrung beider Kantone einfließen zu lassen, deren Mittelschulen unterschiedlich organisiert sind.

Das Interkantonale Gymnasium verfügt im Unterschied zu einer kantonalen Schule über die folgenden Organe:

- den Aufsichtsrat, der sich insbesondere aus den Staatsrätinnen oder Staatsräten zusammensetzt, denen die Mittelschulbildung zugeteilt ist, übt die allgemein dem Staatsrat zugeteilten Kompetenzen aus (Art. 15);
- das Büro übernimmt die Rolle, die dem Departement oder der Direktion zugeteilt ist (Art. 16);
- der Direktor (Art. 17) verfügt nach dem Büro über die Kompetenzen vergleichbar denjenigen der Direktoren oder Rektoren der Schulen der beiden Kantone;
- die Beschwerdekommision entspricht der Stufe, die in jedem Kanton entweder vom Verwaltungsgericht oder den anderen gerichtlichen Instanzen eingenommen wird (Art. 22);
- die Rolle der Lehrerkonferenz liegt von den Kompetenzen her in der Mitte, zwischen der waadtländischen und der freiburgischen Situation (Art. 18);
- die Einrichtung einer Schülerversammlung sichert ihre aktive Beteiligung an das Schulleben (Art. 19);
- die Prüfungskommission, die es in den waadtländischen Gymnasien nicht gibt, rechtfertigt sich durch die Autonomie des Gymnasiums (Art. 20);
- die beratende Kommission, welche Vertreter der Eltern und der Gesellschaft umfasst, wie es sie in den freiburgischen Kollegien gibt, spielt eine begleitende und beratende Rolle (Art. 21).

#### 4.6 Ausbildungsorganisation (Art. 23 bis 34)

Die Ausbildungen des Gymnasiums (Art. 23) stimmen mit denjenigen der freiburgischen und waadtländischen kantonalen Schulen überein. Es gibt die Möglichkeit

(Art. 23 Abs. 2), neue Ausbildungen einführen, zum Beispiel diejenige, die den Zugang zu den Fachhochschulen ermöglicht.

Es ist Sache des Aufsichtsrats, die Reglementierung über die Ausbildungsorganisation und die Prüfungen zu erlassen (Art. 24).

Ins Gymnasium können aufgenommen werden (Art. 25) Schülerinnen und Schüler, die in ihrem Wohnsitzkanton im entsprechenden Ausbildungsgang zugelassen sind. Der Unterschied in der Dauer (ein Jahr) bis zur Erlangung des Gymnasialmaturitätsausweises zwischen den beiden Kantonen wird mit einer vierjährigen Ausbildung berücksichtigt (Art. 26). Allgemein beginnen die freiburgischen Schülerinnen und Schüler im ersten Jahr der Ausbildung und die waadtländischen Schülerinnen und Schüler im zweiten Jahr. Die Aufnahme von freiburgischen Schülerinnen und Schülern direkt ins zweite Jahr und der waadtländischen Schülerinnen und Schüler ins erste Jahr soll nicht zur Regel werden. Dadurch kann sich das Gymnasium jedoch an die besondere Situation bestimmter Schülerinnen und Schüler anpassen und gleichzeitig die Ausbildungsdauer des einzelnen Kantons einhalten.

Die Dauer der Ausbildung bis zu den Abschlussprüfungen für das Handels- und das Mittelschuldiplom beträgt drei Jahre (Art. 27). Die Handelsausbildung besteht als Option. Die Verlegung der kaufmännischen Berufsmaturität auf die Zeit nach dem Diplom entspricht den künftigen Beständen des Gymnasiums und den bei den Betrieben verfügbaren Praktikumsplätzen besser.

Die Dauer des Schuljahrs ist typisch für eine interkantonale Lösung, die für den Ausgleich der Unterschiede der kantonalen Gesetzgebungen in diesem Bereich gefunden werden musste. Im Kanton Freiburg beträgt sie 37 Wochen und mindestens 180 Tage und im Kanton Waadt 38 Wochen und mindestens 186 Tage. Die Vereinbarung legt eine Dauer des Schuljahrs von 38 Wochen und mindestens 183 Tagen fest. Damit ist die Gleichbehandlung der Schülerinnen und Schüler des Gymnasiums eingehalten.

#### 4.7 Dienstverhältnis des Personals (Art. 35 bis 63)

Wegen der Autonomie des Gymnasiums und weil für das gesamte Personal ein einheitliches Dienstverhältnis geschaffen werden soll, das einerseits zur Errichtung einer gemeinsamen, schuleigenen Kultur beiträgt und andererseits die interne Gleichbehandlung gewährleistet, ist es vorgesehen, ein für das Personal des Gymnasiums eigenes Dienstverhältnis zu schaffen. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Gymnasiums sind somit nicht mehr von den beiden Kantonen angestellt, sondern von der öffentlich-rechtlichen Schule.

Eine alternative Lösung hätte im Grundsatz bestanden, dass jede Mitarbeiterin und jeder Mitarbeiter ihr und sein Dienstverhältnis vor der Anstellung am Gymnasium beibehält. Abgesehen davon aber, dass diese Regelung nicht anwendbar gewesen wäre auf Diplomierte, die noch nicht im Dienste eines der beiden Kantone gestanden haben oder eine andere Tätigkeit im Dienst der betroffenen Kantone ausgeübt haben, oder aber in einem anderen Kanton als Freiburg oder Waadt tätig waren, erschien es wesentlich, dass die Lehrpersonen des Gymnasiums einen richtigen eigentlichen Lehrkörper bilden, was ein für alle einheitliches oder ähnliches Dienstverhältnis voraussetzt. Vorbehalten bleibt die Übergangsbestimmung unter Artikel 80.

Die Personalgesetzgebungen, welche die beiden Kantone im Jahr 2001 verabschiedet haben, sind auf ähnlichen



Grundsätzen aufgebaut. Das System, das für das Gymnasium vorgesehen ist, richtet sich stark danach, wobei eine Anzahl Bestimmungen der freiburgischen Gesetzgebung aufgenommen werden.

Es sieht vor, dass die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter mit einem öffentlich-rechtlichen Vertrag angestellt wird, der abgesehen von Ausnahmen, für eine unbefristete Zeit abgeschlossen wird (Art. 36). Die Probezeit (Art. 37) dauert ein Jahr. Während der Probezeit, auf die die Anstellungsbehörde auch verzichten kann (Art. 37 Abs. 4), kann das Arbeitsverhältnis vorbehaltlich Artikel 336 OR beiderseits frei gekündigt werden (Art. 37 Abs. 3). Nach Abschluss der Probezeit erfolgt eine offizielle Anerkennung um den besonderen Charakter der Anstellung zu unterstreichen (Art. 38).

Für alle Funktionen des Gymnasiums wird eine Gehaltsskala geschaffen und vom Aufsichtsrat genehmigt (Art. 42). Sie basiert auf dem Durchschnitt der entsprechenden Gehaltsskalen der beiden Kantone. Die Gehälter werden jedes Jahr anhand des Durchschnitts allfälliger Anpassungen der beiden Kantone angeglichen (Art. 43).

Die Personaldienste der beiden Kantone werden zu einer Stellungnahme zu den geplanten Massnahmen gebeten werden.

Zur Erinnerung: bereits im Bericht Nr. 114 wurde der Grundsatz der internen Gleichberechtigung zwischen den Lehrpersonen aus den beiden Kantonen vorgeschlagen, insbesondere derjenige des Durchschnitts von Minimum und Maximum der kantonalen Einreihungen.

Der Bericht der interparlamentarischen Kommission vom Dezember 1998 hielt zudem fest: «Une procédure de réévaluation des fonctions va démarrer dans les Cantons de Vaud et Fribourg. Actuellement, un maître débutant gagne plus dans le Canton de Fribourg, mais la différence s'estompe rapidement puis s'inverse et c'est le contraire qui est constaté après environ 15 ans d'activité. Au terme de l'activité professionnelle, la différence est de 20 %». Voraussagen zur finanziellen Auswirkung der künftigen Gehaltsskala erscheinen schwierig. Diese Skala ist mit der Struktur des künftigen Lehrkörpers einer komplett neuen Schule verbunden. Mit einer groben Schätzung kann bei vollem Betrieb der Schule jedoch von insgesamt rund 60 Vollzeitstellen ausgegangen werden. Der Besoldungsanteil des Budgets wird mindestens 80 % der Betriebskosten ausmachen. Der Standortvorteil, der vom Kanton Waadt bezahlt wird, reduziert die Gesamtbetriebskosten um 4 %, weil der Anteil des Kantons Freiburg auf dieser neuen Basis, die mit dem Verhältnis zur Anzahl Schülerinnen und Schüler berechnet wird (Art. 67), zusammen hängt. Jeder Kanton muss für die Hälfte der Besoldungsmasse aufkommen. Der Kostenunterschied der Lehrerbesoldung gegenüber einer kantonalen Schule liegt schätzungsweise bei 450 000 Franken weniger für die Waadt und mehr für den Kanton Freiburg.

Die Mitarbeiterin und der Mitarbeiter erhalten eine jährliche Gehaltserhöhung, insbesondere unter der Bedingung, dass die beiden Kantone ihrem Personal eine jährliche Gehaltserhöhung gewähren (Art. 45). Diese Erhöhung kann unter gewissen Umständen gestrichen oder herabgesetzt werden (Art. 46).

Die Anstellungsbedingungen (Art. 44) werden in den Ausführungsreglementen zur Vereinbarung im Detail festgelegt werden.

Zulagen und Gratifikationen (Art. 47) gibt es im Kanton Freiburg (Kinderzulagen des Arbeitgebers, Dienstaltersgeschenk nach 25 und 35 Dienstjahren). Das Ausführungsreglement zum waadtländischen Gesetz wird derzeit überarbeitet.

Der Entlassung der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters muss eine schriftliche begründete Verwarnung vorausgehen, die genug früh erfolgen muss, um der Mitarbeiterin oder dem Mitarbeiter eine Korrektur bezüglich Fähigkeiten, Leistungen oder Verhalten zu ermöglichen (Art. 52 und 53). Diese Bestimmung kommt dem Grundsatz eines erhöhten Kündigungsschutzes nach; eine Kündigung kann nur in Verbindung mit den Leistungen, den Fähigkeiten oder dem Verhalten erfolgen. Die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter ist somit gegen eine willkürliche Kündigung geschützt. Zudem gibt es Verfahrensgarantien (Art. 54).

Weiter ist eine Entlassung aus wichtigen Gründen im Sinne des Obligationenrechts und der einschlägigen Rechtsprechung vorgesehen; sie kann mit sofortiger Wirkung erfolgen (Art. 57). Der Entwurf sieht zudem Bestimmungen über den Rücktritt (Art. 55), die Kündigung im gegenseitigen Einvernehmen (Art. 56), die Stelenaufhebung (Art. 58), die Pensionierung und die Frühpensionierung vor (Art. 59 bis 61), die mit den Bestimmungen der beiden betroffenen Kantone vergleichbar sind.

Schliesslich wird die Schule betreffend beruflicher Vorsorge Regeln festlegen müssen, wobei der Grundsatz eingehalten werden muss, nach dem der Prozentsatz der sozialen Lasten des Arbeitgebers insgesamt nicht über dem durchschnittlichen Satz der beiden Kantone liegen darf (Art. 48).

Überprüfungen haben Schwierigkeiten aufgeworfen, die sich insbesondere aus der Wahl einer Pensionskasse ergeben können, weil die Wahl zwischen drei Vorsorgeeinrichtungen besteht:

- die «Caisse de pensions de l'Etat de Vaud» (CPEV);
- die Pensionskasse für das Staatspersonal des Kantons Freiburg (PKF);
- eine Vorsorgeeinrichtung, welche die Bedingungen eines gymnasiumseigenen Pflichtenhefts unter Einhaltung des Interkantonalitätsgrundsatzes erfüllt.

Die künftigen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter aus einem der beiden Kantone hätten die Möglichkeit, bei der früheren Pensionskasse zu bleiben, ob sie nun nur beim Gymnasium angestellt sind oder zusätzlich an einer anderen Schule ihres Wohnsitzkantons unterrichten. Diese Möglichkeit stünde zwar nicht im Einklang mit dem Interkantonalitätsgrundsatz, hätte jedoch den Vorteil der Einfachheit. Sie könnte aber nicht von Amtes wegen auf die neuen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter angewendet werden, die noch nicht von einem der beiden Kantone angestellt worden sind.

Die Wahl der einen oder anderen kantonalen Kasse zu den aktuellen Bedingungen für das gesamte Personal des Gymnasiums würde zu Folgeproblemen führen. So wendet die CPEV ab dem 1. Januar 2003 bis zu einem versicherten Gehalt von 100 000 Franken ein gemischtes Leistungsprimatsystem und für den Teil des Gehalts, das diesen Betrag übersteigt, ein Beitragsprimatsystem an, während die PKF den Grundsatz der aufgewerteten Summe der Gehälter anwendet. Auch wenn die Beitragsätze zulasten der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter bei beiden Kassen nicht viel voneinander abweichen (9 % ab 1.1.2003 beim Kanton Waadt, 8 % beim Kanton Freiburg), beträgt der Beitragssatz des Staats als Arbeitgeber im Kanton Freiburg 11 % gegen 15 % (ab 1.1.2003) im Kanton Waadt. Wird der Entscheid eines Anschlusses an eine andere Vorsorgeeinrichtung getroffen, würde die Anwendung von Absatz 1 den Beitrag des Arbeitgebers

mit 13 % festlegen, was für den Kanton (VD) eine Reduktion oder (FR) eine Erhöhung um 2 % (etwa Fr. 90 000) bedeuten würde. Die Freizügigkeit müsste durch die frühere Vorsorgeeinrichtung geleistet werden, wie bei jedem Kassenwechsel.

Bezüglich der Rechte des Personals sind insbesondere Weiterbildung (Art. 51), Konsultation und Information, Berufsverbände und Gewerkschaften (Art. 62 und 63) zu erwähnen.

In den Fällen, in denen reglementarische Bestimmungen fehlen, sind die Bestimmungen und Reglementierungen des Kantons Waadt anwendbar.

#### 4.8 Betriebskosten, Rechnung und Aufsicht (Art. 64 bis 73)

Die Betriebskosten umfassen die Gehälter und die sozialen Zulagen der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Schule sowie alle für Unterhalt und Betrieb der Schule erforderlichen Ausgaben (Art. 64).

Die für die Aufteilung dieser Kosten auf die beiden Kantone gewählte Lösung berücksichtigt einerseits den Standortvorteil, der mit dem Bau der Schule auf waadtländischem Boden verbunden ist (4 % der Nettolast), und andererseits das Verhältnis der Anzahl Schülerinnen und Schüler aus jedem Kanton (Art. 67).

Im Herbst 1998 wurde eine Untergruppe für die finanziellen Aspekte des Gymnasiums gebildet, an der die Finanzverantwortlichen eines jeden Kantons teilnahmen. Am Anfang ging aus den Gesprächen die Festlegung für den Standortvorteil von einer Bandbreite von 2 bis 5 % hervor. Im Frühling 1999 wurde mit beidseitigem Einverständnis beschlossen, ihn auf 4 % festzulegen, was dann in der Botschaft Nr. 216 vom 14. März 2000 angeführt wurde.

Die Bewirtschaftung des Budgets wird in Form eines Rahmenbetrags und nach Kontengruppen erfolgen (Art. 68). Der Einnahmen- oder Lastenüberschuss wird in der Schulbilanz eingesetzt.

Gegebenenfalls wird ein Fonds zur Aufnahme des Einnahmenüberschusses bis zu einem Maximum von 5 % der jährlichen Nettobetriebskosten eingerichtet. Die allfälligen Beträge werden zum Ausgleich der Kostenüberschüsse verwendet (Art. 69).

Die von den Gesetzgebungen der beiden Kantone vorgesehenen Finanzkontrollen werden beibehalten (Art. 71). Bezüglich Vollzug der Vereinbarung und Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Vereinbarung vom 9. März 2001 über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und die Änderung der interkantonalen Verträge und Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland ist die Rolle der interparlamentarischen Kommission klar festgelegt (Art. 73).

#### 4.9 Besonderes sowie Übergangs- und Schlussbestimmungen (Art. 74 bis 83)

Betreffend die Anstellung des künftigen Lehrkörpers wurde eine Sonderbestimmung (Art. 80) als nötig erachtet. So sollte die Mitarbeit einer bestimmten Anzahl erfahrener Lehrpersonen sichergestellt werden, um die Verbindung zu den bestehenden Ausbildungen und ihrer Qualität zu gewährleisten. Diese Ausnahmeklausel räumt diesen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern eine Gewährleistung ihrer erworbenen Besoldungssituation ein.

### 5. PROJEKT

Das Projekt basiert auf dem Reglement-Programm des Projektwettbewerbs 2. Stufe von Dezember 2000, das

vorgängig von den Staatsräten der beiden Kantone genehmigt wurde.

#### 5.1 Raumprogramm

Die Nettogeschossfläche des Projekts (einschliesslich Pausenecken, sanitäre Anlagen und technische Räume) beträgt 14 154 m<sup>2</sup>.

<b>Schulräumlichkeiten</b>		<b>2 900 m<sup>2</sup></b>
40 Schulzimmer	durchschnittlich 65 m <sup>2</sup>	2 600 m <sup>2</sup>
5 Gruppenarbeitsräume	60 m <sup>2</sup>	300 m <sup>2</sup>
<b>Lärmarme Spezialräume</b>		<b>990 m<sup>2</sup></b>
2 Zeichenateliers	100 m <sup>2</sup>	200 m <sup>2</sup>
und verschiedene Nebenräume		150 m <sup>2</sup>
3 Geschichts- und Geografiezimmer	80 m <sup>2</sup>	240 m <sup>2</sup>
und verschiedene Nebenräume		50 m <sup>2</sup>
3 Informatik- und Multimediazimmer	65 m <sup>2</sup>	195 m <sup>2</sup>
Verschiedene Nebenräume (ohne Erschliessung)		155 m <sup>2</sup>
<b>Naturwissenschaft</b>		<b>1 200 m<sup>2</sup></b>
6 Chemie-, Physik- und Biologie-		
Vorlesungsräume	75 m <sup>2</sup>	450 m <sup>2</sup>
6 Chemie-, Physik- und		
Biologielaboratorien	75 m <sup>2</sup>	450 m <sup>2</sup>
Verschiedene Nebenräume (ohne Erschliessung)		300 m <sup>2</sup>
<b>Lärmintensive Spezialräume</b>		<b>240 m<sup>2</sup></b>
1 Musikzimmer		90 m <sup>2</sup>
1 Musikzimmer		70 m <sup>2</sup>
Verschiedene Nebenräume (ohne Erschliessung)		80 m <sup>2</sup>
<b>Lehrpersonen</b>		<b>375 m<sup>2</sup></b>
1 Zimmer für die Lehrpersonen		130 m <sup>2</sup>
Verschiedene Nebenräume (ohne Erschliessung)		245 m <sup>2</sup>
<b>Verwaltung</b>		<b>275 m<sup>2</sup></b>
1 Sekretariat		75 m <sup>2</sup>
1 Büro		30 m <sup>2</sup>
4 Büros	20 m <sup>2</sup>	80 m <sup>2</sup>
Verschiedene Nebenräume (ohne Erschliessung)		90 m <sup>2</sup>
<b>Dokumentationszentrum</b>		<b>945 m<sup>2</sup></b>
1 Medienzentrum		725 m <sup>2</sup>
1 Mehrzweckraum		145 m <sup>2</sup>
Verschiedene Nebenräume (ohne Erschliessung)		75 m <sup>2</sup>
<b>Restaurant, Cafeteria</b>		<b>585 m<sup>2</sup></b>
1 Restaurant, Cafeteria		290 m <sup>2</sup>
1 Buffet, Ausgabe		110 m <sup>2</sup>
1 Küche		30 m <sup>2</sup>
Verschiedene Nebenräume (ohne Erschliessung)		155 m <sup>2</sup>
<b>Aula</b>		<b>510 m<sup>2</sup></b>
1 Aula mit 360 Plätzen		420 m <sup>2</sup>
Verschiedene Nebenräume (ohne Erschliessung)		90 m <sup>2</sup>
<b>Sport</b>		<b>2 414 m<sup>2</sup></b>
1 Dreifachsporthalle	48 x 28 m	1 344 m <sup>2</sup>
Verschiedene Nebenräume (ohne Erschliessung)		1 070 m <sup>2</sup>
<b>Verschiedenes</b>		<b>3 720 m<sup>2</sup></b>
Erschliessungen, Foyers und Sanitäräume		1 550 m <sup>2</sup>
1 Kulturraum		235 m <sup>2</sup>
1 Abwärtsloge und -wohnung		275 m <sup>2</sup>
1 Zivilschutzraum		210 m <sup>2</sup>
Lager, Reinigung und technische Anlagen		1 450 m <sup>2</sup>

#### Aussenanlagen und Infrastruktur

#### 5.2 Projektbeschreibung

##### 5.2.1 Wettbewerb

Nachdem die Wahl der Jury bekannt war und die Staatsräte sich am 2. Juli 2001 für das Projekt «barre-brise» entschieden hatten, wurden die Studien zum Projekt vorangetrieben. Zusätzlich zu dessen Weiterentwicklung in Absprache mit der Studienkommission des Bauherrn wurde ein mit erfahrenen Fachleuten ergänztes Planungsteam gebildet. Innerhalb dieses Generalplaners BEGIB (Bureau d'études pour la construction du Gymnase intercantonal de la Broye, Payerne) konnten die

architektonischen und technischen Aspekte des Projekts weiterbearbeitet und der vorliegende Kostenvoranschlag erstellt werden.

### 5.2.2 Gesamtkonzept

Payerne ist der Hauptort der waadtländischen Broye und liegt in unmittelbarer Nähe des freiburgischen Kantonsgebiets. Der Ort ist von seiner zentralen Lage in der freiburgischen und waadtländischen Broye her und wegen seiner Nähe zu den öffentlichen Verkehrsmitteln ein idealer Standort für das neue interkantonale Gymnasium der Region Broye.

Das Grundstück, das bis jetzt für landwirtschaftliche Zwecke genutzt wurde, liegt am Nordwest-Hang der Stadt, etwa 7 Fussminuten vom Bahnhof und von der Payerner Altstadt entfernt. Eine weitere Qualität des Standorts ist zudem der ehemalige Bauernhof, dessen Umnutzung im Wettbewerbsprogramm festgelegt wurde. Der Teilnutzungsplan wurde vor Beginn des Wettbewerbs erarbeitet und legalisiert. Er sieht die folgenden Elemente vor:

- die Zone für die Schule als Herzstück des künftigen Quartiers (16 100 m<sup>2</sup>)
- den Landschaftsraum «Espace paysager central», der Quartier, Schulzentrum und ehemaligen Bauernhof miteinander verbindet (25 070 m<sup>2</sup>)
- den ehemaligen Bauernhof mit Sonderstatus (2 300 m<sup>2</sup>)

Ausser den Gebäudebegrenzungen und -höhen, den Zufahrten und Hauptverkehrswegen für Autos und Fussgänger führt der Teilnutzungsplan auch den Begriff «geschützte visuelle Bezüge» ein.

Das Projekt entspricht den verschiedenen Vorgaben des Standorts und erfüllt nicht nur die Anforderungen des Teilnutzungsplan und des Raumprogramms, sondern bekräftigt auch die Qualitäten und den Charakter des Ortes.

Das Interkantonale Gymnasium der Region Broye ist in drei Hauptteile gegliedert:

Gymnasiumsgebäude (GYM)

ehemaliger Bauernhof «Ferme de La Blancherie» (FBL)

Landschaftsraum «Espace paysager central» (EPC)

### 5.2.3 Gymnasiumsgebäude GYM

Das Gymnasiums-konzept hat verschiedene Themen zur Grundlage: die Topographie, die Einbindung in die «geschützten visuellen Bezüge», die Begrenzungen des Perimeters und das künftige Quartier. Das Projekt bildet einen Vordergrund zur Altstadt, zur Hügelkette des Neuenburgerseeufers und zum Jura.

Das Gebäude erscheint als ein Findling und ist um einen Innenhof gegliedert. Durch seine Nichtorthogonalität und seine Einschnitte können vielfältige Innen- und Aussenräume und seine tatsächliche Grösse nicht auf Anhieb erfasst werden. Das Gebäude fügt sich zum Landschaftsraum hin in die natürliche Geländeneigung ein. Bei den Sport- und Parkplätzen wird die Topographie durch zwei Stützmauern unterstrichen. Die drei Ebenen sind eng mit den Zugängen und den anderen Nutzungen der Schule verbunden.

Für das Gebäude wurde die Typologie eines geknickten Riegels mit Mittelgang gewählt, der um einen Hof im Zentrum gelegt wird. Der Hof ist zugleich Haupteingang und Schulhof. Durchgänge und grosszügige Öffnungen schaffen visuelle Bezüge zum Quartier, zur Altstadt und zur Juralandschaft. Der Hof wird zu einem Ort der Begegnung, wo sich Dichte und Weite vereinen.

Im Gebäudeinneren sind die verschiedenen Nutzungen in Raumeinheiten gegliedert. Durch die einfache Geometrie und die in sich schlüssige Materialisierung heben sie sich deutlich von der Erschliessung ab. Der Korridor, Rückgrat des Gebäudes, stellt den Zusammenhang zwischen den verschiedenen Funktionen her. Erweiterungen in seinem Verlauf ermöglichen eine Vielfalt räumlicher Sequenzen und bieten gleichzeitig Platz für diverse Nutzungen (Pausenecken, Schliessfächer usw.).

Vom Innenhof aus erreicht man die verschiedenen Foyers, an die sich sowohl die öffentlichen Teile des Schulkomplexes wie auch die Treppen in die Obergeschosse mit den Schulzimmern direkt anschliessen. Ein Abschluss auf der Ebene des Treppenabsatzes erlaubt eine optimale Nutzung der Räume durch Dritte ausserhalb der Öffnungszeiten der Schule. Diese öffentlichen Nutzungen befinden sich im Erdgeschoss:

- Bibliothek/Mediathek und ein Mehrzwecksaal mit 140 Sitzplätzen;
- Cafeteria für rund 300 Personen;
- Verwaltung und Bereich für die Lehrpersonen;
- Aula mit 360 Sitzplätzen;
- Dreifachsporthalle.

Das ganze Gebäude ist behindertengerecht.

### 5.2.4 Ehemaliger Bauernhof FBL

Der ehemalige Bauernhof spielt für das Gymnasium und das künftige Wohnquartier eine wichtige Rolle. Als Zeitzeuge des Ortes erinnert es an dessen landwirtschaftliche Vergangenheit und strukturiert den neuen Landschaftsraum.

Dem Charakter des ehemaligen Bauernhauses entsprechend sind hier spezielle Nutzungen vorgesehen. Im Erdgeschoss sind die Zeichenateliers und erforderliche Nebenräume wie Fotolabors, Gruppenraum usw. mit direktem Zugang.

Die Räume und Büros für Seelsorge, Mediation, Sanität und Berufsberatung sind aus Diskretionsgründen im Obergeschoss vorgesehen. Die ehemalige Scheune dient als Kulturraum und steht der Schule, dem Quartier und der Gemeinde zur Verfügung. Die Abwärtswohnung ist im heutigen Wohnteil vorgesehen.

### 5.2.5 Landschaftsraum EPC

Der Landschaftsraum erfüllt verschiedene Funktionen:

- Hauptzugang für Fussgänger zum Gymnasium;
- Übergangszone zwischen Schule, ehemaligem Bauernhof und umliegenden Bauten;
- Fortsetzung der Aussenfläche des Gymnasiums und der Nachbarbauten.

Aus dem Landschaftsraum soll in Anlehnung an traditionelle Hofstätten eine Wiese mit einzelnen Baumgruppen verschiedener Baumarten entstehen.

Die natürliche Topographie wird beibehalten.

## 5.3 Technisches und ökologisches Konzept des Gebäudes

### 5.3.1 Allgemein

Bei der Planung des Gymnasiums wird bei der Materialwahl und der Entscheidung für die technischen Standards



darauf geachtet, dass es sich um ein öffentliches zeitgemässes Gebäude handelt:

- Dauerhaftigkeit, es soll ein öffentliches Gebäude geschaffen werden, welches in der Zeit besteht;
- Nutzungsvielfalt, die mit der Typologie und den Bauelementen erreicht wird;
- der schonende Umgang mit erneuerbaren und nicht erneuerbaren Ressourcen und die nachhaltige Entwicklung.

Die Fassade des Gebäudes wird in eingefärbtem und gestocktem Beton erstellt und drückt Einfachheit, Dauerhaftigkeit und Solidität aus. Die Fenster sind aus Holz/Metall. Das Flachdach wird extensiv begrünt und dient der Regenwasserretention. Bei der Dreifachsporthalle sind für die Tragstruktur Brettschichtträger vorgesehen.

### 5.3.2 Minergie-Label und Blockheizkraftwerk

Im Rahmen des Wettbewerbes haben die Urheber ein energetisches Konzept ohne kontrollierte Lüftung vorgeschlagen, das nichtdestotrotz die Zielwerte entsprechend dem Minergie-Label erreicht hätte. Die freiburgischen und waadtländischen Energiefachstellen haben jedoch darauf bestanden, dass die vom Minergie-Label auferlegten Energiewerte und technischen Lösungen berücksichtigt werden, wozu auch die kontrollierte Lüftung in allen bewohnten Räumen gehört. Das für die Studie des Projekts und die Erarbeitung des Kostenvoranschlags gewählte Energiekonzept entspricht somit dem eines Gebäudes, das die Kriterien des Minergie-Labels erfüllt. Es stimmt mit dem freiburgischen Energiereglement vom 5. März 2001 überein, das am 1. März 2001 in Kraft getreten ist. Auf Waadtländer Seite ist ein analoges Gesetz in Vorbereitung.

Die Anlage sieht die Wärmeerzeugung mit einem Blockheizkraftwerk und eine kontrollierte Lüftung für die bewohnten Räume vor. Der Vorteil dieser Anlage liegt darin, dass in den Schulzimmern die Luft stetig erneuert wird, ohne dass die Fenster geöffnet werden müssen. Die Anpassung des Projekts an das Minergie-Label erfordert zusätzliche technische Räume, eine grössere Anzahl Leitungen und ihre architektonische Integration. Zudem haben die Reinigung und der Unterhalt Auswirkungen auf die Betriebskosten.

Die Umsetzung des Minergie-Labels bedeutet eine zusätzliche Investition, die im globalen Kostenvoranschlag bereits berücksichtigt wurde. Die dadurch realisierten Betriebseinsparungen werden diese Mehrkosten voll kompensieren.

### 5.3.3 Wassernutzung

Im allgemeinen Bestreben, die natürlichen Ressourcen vernünftig einzusetzen, sieht das Sanitärkonzept zwei separate Wasserkreisläufe vor: einen mit Trinkwasser und einen anderen mit gesammeltem, gefiltertem Regenwasser. Das Regenwasser wird für die Spülung der Toiletten, die Reinigung und die Bewässerung der Aussenanlagen eingesetzt.

### 5.3.4 Einsatz von Holz

Die Planer haben dem Holz einen wichtigen Platz eingeräumt. So haben sie für die Tragstruktur der Sporthalle Brettschichtträger vorgesehen. Ausserdem wird bei den Wand- und Deckenverkleidungen der Sporthalle und der Aula, den Schliessfächern, den Innentüren und dem Parkett in den Schulzimmern Holz verwendet.

Der Umbau des ehemaligen Bauernhofs zum Schulgebäude erfolgt zudem mit dem konsequenten Einsatz von Holz.

### 5.3.5 Konzept für den informatikgestützten Unterricht

Beim Projekt wurde ein Konzept gewählt, das in jedem Schulzimmer computergestützten Unterricht vorsieht. Grundelemente sind ein fester Computer-Arbeitsplatz, ein Digitalprojektor und eine weisse Tafel als Projektionsfläche. Lavabo, schwarze Wandtafel und Hellraumprojektor sind nicht mehr notwendig.

Aus diesem Grund ist eine universelle Gebäudeverkabelung vorgesehen, die das Informatik- und Telefonkabelsystem für die ganze Schule in einem einzigen System vereint. Die Universalverkabelung erlaubt eine hohe Übermittlungsgeschwindigkeit und grosse Flexibilität bei geringeren Kosten.

### 5.4 Terminplan

Kostenvoranschlag	Ende Oktober 2002
Öffentliche Auflage	Herbst 2002
Kreditbewilligung durch die Grossen Räte	Februar 2003
Obligatorisches Finanzreferendum	18. Mai 2003
Baubeginn	Sommer 2003
Inbetriebnahme	Sommer 2005
Abschluss der Umgebungsarbeiten	Herbst 2005/ Frühling 2006

## 6. ETAPPEN UND KOSTEN

### 6.1 Vorstudien

Die Studien betrafen das gesamte Grundstück La Blancherie mit einer Fläche von 83 400 m<sup>2</sup>. Sie umfasst nicht nur die Grundstückfläche von 31 700 m<sup>2</sup> für das Gymnasium, sondern auch den restlichen als Bauzone und Allmend zu nutzenden Teil des Perimeters. Dazu wurde eine Globalstudie zu 400 000 Franken verwendet, die je zur Hälfte von der Gemeinde Payerne und den beiden Kantonen übernommen wurde.

### 6.2 Grundstückerwerb

Im Mai 2000 bewilligten die Grossen Räte der Waadt und Freiburgs je einen Kredit über 1 550 000 Franken für den Kauf als gemeinsames Eigentum der beiden Kantone des erforderlichen Grundstücks für den Bau des Gymnasiums.

### 6.3 Architekturwettbewerb und Studien

Im Mai 2000 bewilligten die Grossen Räte je einen Kredit über 2 245 000 Franken für die gemeinsame Finanzierung des Architekturwettbewerbs sowie der Studien für die Ausarbeitung des Projekts, die für das Verpflichtungskreditgesuch erforderlich waren.

### 6.4 Ausrüstung, Bau und Gestaltung

#### 6.4.1 Baukostenübersicht

Der detaillierte Voranschlag gründet auf den Vorausmassen und den unverbindlichen Richtofferten, die bei den Unternehmern eingeholt wurden. Mit diesen Beträgen kann das Gymnasium bei der heutigen Konjunkturlage

gemäss der Beschreibung in dieser Botschaft gebaut werden. In den Anhängen zur Botschaft sind die Details angefügt.

<b>EKG Elementkostengliederung</b>	<b>Fr.</b>
A Grundstück	6 870 000.–
B Bauvorbereitung	832 000.–
C Baustelleneinrichtung, Fassadengerüste (Gebäude)	575 000.–
D Fundamente (Gebäude)	3 558 763.–
E Rohbau (Gebäude)	18 670 095.–
I Installationen	7 825 700.–
M Ausbau Gebäude	12 086 983.–
Q Betriebsausrüstung	2 875 000.–
R Ausstattung	4 361 784.–
T Umgebung	5 784 435.–
V Baunebenkosten	2 195 697.–
W Honorare	7 292 500.–
Z Mehrwertsteuer	4 800 000.–
<b>Total Kosten (inkl. MWSt.)</b>	<b>77 727 957.–</b>

Die Voranschlagsentwicklung und die Teuerungsberechnung werden dem vom Bundesamt für Statistik berechneten schweizerischen Baupreisindex zugrunde gelegt, insbesondere dem neuesten vom April 2002, der in der Kategorie «Neubau von Bürogebäuden – Espace Mittelland» bei einem Stand von 112,9 Punkten festgelegt wurde.

#### 6.4.2 Vergleich Einheitspreise

*Flächen (inkl. FBL)*

BGF (Bruttogeschossfläche)  
19 500 m<sup>2</sup>      2 661 Fr./m<sup>2</sup> (BKP2) (inkl. MWSt.)

*Volumen (inkl. FBL)*

SIA-Volumen 116  
106 880 m<sup>3</sup>      486 Fr./m<sup>3</sup> (BKP2) (inkl. MWSt.)

#### 6.4.3 BBT-Beiträge

Am 12. April 2002 wurde beim Bundesamt für Bildung und Technologie (BBT) ein offizielles Beitragsgesuch eingereicht. Angesichts des Umfangs des Gegenstands und sehr vagen Investitionsschätzungen konnte das BBT noch keinen bestimmten Betrag nennen.

Im gegenwärtigen Stadium kann der Beitrag erst geschätzt werden. Die Beurteilung liegt im Moment bei 1 500 000 Franken, aber es wäre angesichts der Unsicherheiten im Zusammenhang mit der Berechnung und dem ausstehenden BBT-Entscheid unvorsichtig, diesen Betrag beim beantragten Kredit bereits in Abzug zu bringen.

#### 6.4.4 Infrastrukturen und Landschaftsraum

Bei den Verhandlungen für den Grundstückskauf wurde der m<sup>2</sup>-Preis auf 90 Franken festgelegt. Weil die Grundstückübertragung erst nach dem Genehmigungsverfahren des Teilnutzungsplans erfolgt, entspricht der m<sup>2</sup>-Preis von 90 Franken dem Wert des nicht eingerichteten Baugrundstücks.

Im Hinblick auf den Baubeginn müssen zuerst die technischen Infrastrukturen und das Wegnetz errichtet und in einem zweiten Schritt der Landschaftsraum gestaltet werden, von dem ein Teil der Gemeinde und ein Teil den beiden Kantonen gehört.

Die Infrastrukturenstudie wurde von der Gemeinde übernommen, der Landschaftsraum in die Studien des Gymnasiums integriert.

Die Finanzierung der beiden Gegenstände wird zwischen der Gemeinden und den beiden Kantonen aufgeteilt.

Die Verhandlungen mit der Gemeinde haben zur folgenden Übereinkunft geführt:

- Die Gemeinde Payerne übernimmt alle Anschlusskosten ihrer Parzellen, einen Teil der Infrastruktur- und Strassenbaukosten (gemäss den bedienten Flächen), 50 % der Grundstückskosten für Wege und Strassen und 50 % der Baukosten des Landschaftsraums EPC.
- Die beiden Kantone übernehmen den andern Teil der Infrastruktur- und Strassenbaukosten (gemäss den bedienten Flächen), 50 % der Grundstückskosten für Wege und Strassen, 50 % der Baukosten des Landschaftsraums EPC und Anschlussgebühren, die auf ca. 250 000 Franken geschätzt werden.

Auf dieser Grundlage sieht die Baukostenberechnung wie folgt aus: Gesamtinvestition Erschliessung von 7 479 034 Franken, wovon 4 245 978 Franken zulasten der Gemeinde und 3 233 056 Franken zulasten der beiden Kantone entfallen. Diese Beträge werden im Voranschlag berücksichtigt.

#### 6.4.5 Beantragter Verpflichtungskredit

Im Sinne der obigen Ausführungen beträgt der Verpflichtungskredit:

	<b>Fr.</b>
Gesamtkosten (inkl. MWSt.)	77 727 957.–
inkl. Grundstück (davon 3 233 056 Franken für die Erschliessung zulasten der beiden Kantone)	
Bereits bewilligte Kredite	7 590 000.–
Rückzahlung Gemeinde	704 780.–
Verpflichtungskredit	69 433 177.–
Anteil Kanton 50%	34 716 588.50
<b>Beantragter Verpflichtungskredit, gerundet auf</b>	<b>34 720 000.–</b>

## 7. TERMINPLAN UND FINANZPLANUNG

### 7.1 Terminplan

Wird der Kredit, Gegenstand dieses Antrags, bewilligt, kann der nachfolgende Terminplan eingehalten werden:

<b>Genehmigung des Dekretsentwurfs CIGB durch die Staatsräte</b> und Übermittlung an die Grossen Räte	<b>Oktober 2002</b>
<b>Grosse Räte:</b>	<b>Oktober– November 2002</b>
1. Bildung der kantonalen parlamentarischen Kommissionen, die ihre Delegationen bei der interparlamentarischen Kommission konstituieren	
2. Aufnahme des Vereinbarungsentwurfs und der diesbezüglichen Botschaft (Angabe der 2. anschliessenden Etappe mit Dekretsentwurf eines Verpflichtungskredits und diesbezügliche Botschaft)	
Arbeiten der kantonalen Kommissionen und der interparlamentarischen Kommission: Übermittlung der Bemerkungen und Vorschläge an die Staatsräte	
<b>Staatsräte:</b>	<b>Dezember 2002</b>
1. Definitive Genehmigung der Botschaft und der Vereinbarung und Unterzeichnung	
2. Genehmigung der Botschaft und des Dekretsentwurfs eines Verpflichtungskredits und Übermittlung an die Kommission des Grossen Rates	

<b>Arbeit der kantonalen Kommissionen und der interparlamentarischen Kommission:</b>	<b>Dezember 2002– Januar 2003</b>
1. Verpflichtungskredit (Übermittlung allfälliger Bemerkungen an die Staatsräte)	
2. Vereinbarung (Beitrittsbewilligung oder Ablehnung)	
<b>Grosse Räte:</b>	<b>Februar 2003</b>
1. Bewilligung des Beitritts zur Vereinbarung der Staatsräte	
2. Genehmigung des Verpflichtungskredites	
<b>Volksabstimmung (obligatorisches Finanzreferendum FR et VD)</b>	<b>18. Mai 2003</b>
<b>Baubeginn</b>	<b>Sommer 2003</b>
<b>Eröffnung des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye</b>	<b>Schulbeginn 2005</b>

## 7.2 Finanzplanung

Artikel 9 der Vereinbarung hält fest, dass der Kanton Waadt für die Buchführung der Baufinanzierung und der damit verbundenen Kosten verantwortlich ist. Der Kanton Freiburg leistet seinen Teil anhand einer vierteljährlichen Abrechnung.

Nach Abschluss der Arbeiten wird eine Abschlussabrechnung erstellt und den beiden Kantonen zur Genehmigung vorgelegt.

Folgende Beträge sind vorgesehen:

	2002	2003	2004	2005	2006	Total
<b>Investitionen</b>						
FR	1 195 000	4 000 000	15 000 000	10 000 000	3 200 000	33 395 000
VD	1 000 000	3 500 000	15 000 000	12 500 000	1 762 000	33 762 000
Die Beträge werden entsprechend den üblichen kantonalen Regeln amortisiert.						
<b>Betrieb</b>						
FR	-	-	250 000	1 000 000	4 000 000	5 250 000
VD	-	-	250 000	1 000 000	4 000 000	5 250 000

## 8. ERRICHTUNG DER BETRIEBSSTRUKTUREN

### 8.1 Anpassung der Reglementierung

Sogleich nach Genehmigung des Dekretes eines Verpflichtungskredites (Mai 2003), müssen die Staatsräte eine Baukommission bezeichnen und ein gemeinsames Reglement über deren Befugnisse erlassen.

Für eine grösstmögliche Kohärenz mit der Vereinbarung wurde ein erster Reglementationsentwurf erarbeitet. Er setzt sich aus den folgenden Elementen zusammen:

- Studien- und Prüfungsreglement
- Personal- und Berufsvorsorgereglement
- Betriebs- und Finanzwirtschaftsreglement

### 8.2 Aufsichtsrat

Das Büro nimmt seine Arbeit nach Genehmigung des Verpflichtungskredits im Frühling 2003 auf. Es arbeitet bis zu dessen Anstellung durch den Aufsichtsrat ohne Direktor.

Damit die Reglementierung und die Anstellung des Einführungspersonals in Kraft treten kann, müssen die Mitglieder des Aufsichtsrats im Herbst 2003 bezeichnet werden.

### 8.3 Einführungspersonal

Für die Einrichtung der Strukturen der neuen Schule, insbesondere der Pflichtenhefte, der Studienpläne und der Stundentafeln sowie für den Anstellungsprozess der

Lehrpersonen, muss schon lange Zeit vor der Eröffnung des Gymnasiums für den ersten Schülerjahrgang Personal angestellt werden.

Es ist vorgesehen, den Direktor vom 1. Januar 2004 bis zum 31. August 2004 in Teilzeit anzustellen. Während dieser Zeit wird er von den Abteilungen für Mittelschulunterricht der beiden Kantone unterstützt. Auf den 1. September 2004 wird er in Vollzeit angestellt.

Zwei in Vollzeit angestellte Mitarbeiterinnen oder Mitarbeiter, die für das Sekretariat und die Buchhaltung zuständig sind, werden auf den 1. September 2004 angestellt. Ein zusätzlicher Mitarbeiter wird in Vollzeit auf den 1. Januar 2005 angestellt.

Zwei Adjunkte des Direktors werden zu 50 % auf den 1. September 2004 und in Vollzeit auf der Basis einer vollen Entlastung für die Funktion des Adjunkten auf den 1. September 2005 angestellt.

Diese Prognosen wurden anhand der Erfahrungen in Zusammenhang mit der Schaffung der Pädagogischen Hochschule des Kantons Freiburg erstellt. Sie wird den Bedürfnissen angepasst werden.

Die Vollzeitstellenentsprechungen des gesamten vom Gymnasium angestellten Personals sind in der Rechnung der beiden Kantone nicht aufgeführt.

### 8.4 Anstellung des Lehrpersonals

Auf Schulbeginn 2004 sorgt der Direktor zu Lasten des Gymnasiums dafür, dass Lehrpersonen der Schulen der beiden Kantone in Teilzeit angestellt werden, um die Ausbildungsprogramme vorzubereiten.

Die Lehrpersonen, die ab Schulbeginn 2005 mit dem Unterricht betraut werden, werden im vorangehenden Schuljahr angestellt.

## 9. AUSWIRKUNGEN DER DEKRETE

### 9.1 Auswirkungen für die Gemeinden

Der Kredit hat keine direkten finanziellen Konsequenzen für die Gemeinden, ausgenommen für Payerne in Bezug auf den Landschaftsraum.

Der Standort stellt wegen der Schulbenützer und mit der Zurverfügungstellung der Infrastrukturen für die Öffentlichkeit einen Vorteil dar.

### 9.2 Auswirkungen auf die Umwelt und den Energieverbrauch

Die Umweltaspekte wurden im Rahmen der Ortsplanung und des Teilnutzungsplans berücksichtigt. Hervorgehoben werden kann ein Rückgang bei den Schülertransporten. Trotz Anwendung des Minergie-Programms wird sich der Energie- und Wasserverbrauch mit der Realisierung dieser Schule erhöhen.

### 9.3 Vereinbarkeit mit dem Europarecht

Die vorgelegten Dekrete sind eurokompatibel.

### 9.4 Obligatorisches Finanzreferendum

#### *Kanton Freiburg*

Die Bau-, Ausbau- und Einrichtungskosten werden sich auf 34 720 000 Franken pro Kanton belaufen. Diese Kosten übersteigen die unter Artikel 28bis Abs. 2 der Staatsverfassung des Kantons Freiburg vom 7. Mai 1857



vorgesehene Grenze, nämlich 1 % des Totals der Staatsrechnung des Jahrs 2001 oder 23 110 000 Franken. Damit unterliegt diese Ausgabe dem obligatorischen Finanzreferendum.

#### **Kanton Waadt**

Angesichts der Höhe des beantragten Betrags unterliegt der Entscheid des Grossen Rates nach der aktuellen Verfassung dem obligatorischen Referendum.

Der Waadtländer Staatsrat meint, dass diese Ausgabe auch mit dem Inkrafttreten der neuen Verfassung vom Volk abgesegnet werden muss, denn unter Artikel 180 der neuen Verfassung wird festgelegt: «L'ancien droit demeure en vigueur pour les initiatives et référendums annoncés avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution». Zudem würde das Element des für die Volksabstimmung gewählten Datums allein nicht ausreichen, um festzulegen, ob dieser wichtige Gegenstand von interkantonalem Charakter der Absegnung durch das Volk unterliegen soll. Damit unterliegt diese Ausgabe dem obligatorischen Finanzreferendum.

### **10. SCHLUSSBEMERKUNG**

Der Bau in Zusammenarbeit mit dem Kanton Waadt des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye in Payerne entspricht einer Notwendigkeit. Werden die Konvention und der Verpflichtungskredit genehmigt, können die Schülerinnen und Schüler diese Schule ab Schuljahr 2005 besuchen.

Deshalb laden wir Sie ein, die Dekretsentwürfe im Anhang zu dieser Botschaft zu genehmigen.

---

#### **Anhang**

### **INTERPARLAMENTARISCHE KOMMISSION VD-FR CIGB**

#### **ENTWURF FÜR EINE INTERKANTONALE VEREINBARUNG vom 14. Oktober 2002 über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (CIGB)**

Die interparlamentarische Kommission der Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten der Parlamente der Kantone Waadt und Freiburg unter dem Präsidium von Benoît Rey (FR) und mit den Mitgliedern Philippe Cornamusaz, Anne-Marie Depoisier, Micheline Félix, Charles-Pascal Ghiringhelli, Félix Glutz, Catherine Labouchère und Jean-Claude Piguët (Waadtländer Delegation) sowie Markus Bapst, Solange Berset, Denis Grandjean, Dominique Virdis Yerly, François Weissbaum und Michel Zadory (Freiburger Delegation)

hat den im Titel angeführten Vereinbarungsentwurf am 21. November 2002 in Payerne geprüft und stellt den Regierungen der Kantone Waadt und Freiburg über deren Direktionen DFJ und IPC folgenden Änderungsantrag:

#### **Eintreten**

Die interparlamentarische Kommission beantragt ohne Gegenstimme (14 anwesende Mitglieder), auf diesen Vereinbarungsentwurf einzutreten.

#### **Detailprüfung**

Die interparlamentarische Kommission beantragt der Waadtländer und der Freiburger Regierung, folgende Änderungen zu berücksichtigen:

#### **Vereinbarungsentwurf bis**

#### **Art. 13. Organe**

Die Organe des Gymnasiums sind:

- ...
- d) die Lehrerkonferenz;
- e) die *Schülerversammlung*;
- f) die Prüfungskommission;
- ...

#### **Art. 18. Lehrerkonferenz**

...

d) Sie nimmt zuhanden des Direktors Stellung zu *ausserordentlichen Promotionen* sowie zum definitiven Abschluss.

...

#### **Art. 18<sup>bis</sup> (neu). Schülerversammlung**

*Die Schülerversammlung tagt mindestens einmal im Jahr und behandelt schülerbezogene Fragen sowie Anliegen des Schullebens. Sie beantragt dem Aufsichtsrat ihre Vertretung für die beratende Kommission. Sie gibt sich ein internes Reglement.*

#### **Art. 20. Beratende Kommission**

<sup>1</sup> Die beratende Kommission setzt sich aus einem Präsidenten und zehn bis zwanzig Mitgliedern zusammen, die der Aufsichtsrat aus den Eltern, *der von der Schülerversammlung vorgeschlagenen Vertretung*, den Lehrpersonen...

<sup>2</sup> ...

#### **Art. 45. b) Streichung oder Herabsetzung**

<sup>1</sup> Erfüllt der Mitarbeiter die Anforderungen der Funktion in Bezug auf die Fähigkeiten oder das Verhalten *nicht oder nur teilweise*, wird die jährliche Erhöhung *nicht oder nur teilweise* ausgerichtet.

<sup>2</sup> ...

#### **Schlussabstimmung**

Bei der Schlussabstimmung beantragt die Kommission mit den Stimmen aller anwesenden Mitglieder (13), diesen Änderungsantrag anzunehmen.

#### **Bemerkung**

Dieses Dokument stellt eine Zusammenfassung der Anträge der interparlamentarischen Kommission dar. Es steht so im Protokoll der Sitzung vom 21. November 2002.

*Beschlossen in Payerne am 21. November 2002.*

---

**Décret**

*du*

**portant adhésion du canton de Fribourg à la convention intercantonale sur la création et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la Broye (CIGB)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale;

Vu les articles 45 let. b et m et 52 al. 1 let. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857;

Vu le message du Conseil d'Etat du 9 décembre 2002;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**Art. 1** Adhésion

Le canton de Fribourg adhère à la convention intercantonale du 9 décembre 2002 sur la création et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la Broye, dont le texte suit le présent décret.

**Art. 2** Exécution du décret

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

<sup>2</sup> Ce décret est soumis au referendum législatif.

**Art. 3** Entrée en vigueur

Ce décret entre en vigueur à la date fixée par le Conseil d'Etat.

---

**Dekret**

*vom*

**über den Beitritt des Kantons Freiburgs zur interkantonalen Vereinbarung über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (CIGB)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf den Artikel 48 der Bundesverfassung;

gestützt auf die Artikel 45 Bst. b und m und 52 Abs. 1 Bst. 1 der Staatsverfassung des Kantons Freiburg vom 7. Mai 1857;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 9. Dezember 2002;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1** Beitritt

Der Kanton Freiburg tritt der interkantonalen Vereinbarung vom 9. Dezember 2002 über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye bei. Sein Wortlaut folgt diesem Dekret.

**Art. 2** Vollzug

<sup>1</sup> Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Dekrets beauftragt.

<sup>2</sup> Dieses Dekret untersteht dem Gesetzesreferendum.

**Art. 3** Inkrafttreten

Der Staatsrat setzt das Datum des Inkrafttretens fest.

---

## Convention intercantonale

du 9 décembre 2002

### sur la création et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la Broye (CIGB)

---

*Le canton de Fribourg et le canton de Vaud*

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale;

Vu les articles 45 let. b et m et 52 al. 1 let. l de la Constitution du canton de Fribourg;

Vu l'article 52 al. 2 de la Constitution du canton de Vaud;

Désireux d'offrir dans la région de la Broye une formation secondaire supérieure pour répondre à l'accroissement du nombre d'élèves, décident d'unir leurs efforts par une collaboration intercantonale rendue nécessaire par les spécificités géographiques et démographiques de la région et, à cet effet,

*Convient de ce qui suit:*

#### CHAPITRE PREMIER

##### Généralités

###### **Art. 1** Création du Gymnase

Les cantons de Fribourg et de Vaud (ci-après: les deux cantons) décident de créer et d'exploiter en commun un établissement d'enseignement secondaire supérieur dénommé «Gymnase intercantonal de la Broye» (ci-après: le Gymnase).

###### **Art. 2** Forme juridique

<sup>1</sup> Le Gymnase est constitué sous la forme d'un établissement de droit public; il est doté de la personnalité juridique.

<sup>2</sup> Le Gymnase est exempté de tout impôt cantonal et communal, y compris le droit de timbre.

## Interkantonale Vereinbarung

vom 9. Dezember 2002

### über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (CIGB)

---

*Der Kanton Freiburg und der Kanton Waadt*

gestützt auf den Artikel 48 der Bundesverfassung;

gestützt auf die Artikel 45 Bst. b und m und 52 Abs. 1 Bst. l der Staatsverfassung des Kantons Freiburg;

gestützt auf den Artikel 52 Abs. 2 der Staatsverfassung des Kantons Waadt;

vom Wunsche geleitet, in der Region Broye wegen der steigenden Schülerzahl eine Mittelschulbildung anbieten zu können, haben beschlossen, ihre Bemühungen zu vereinen und eine interkantonale Zusammenarbeit aufzubauen, die wegen geografischen und demografischen Besonderheiten der Region notwendig wurde,

*vereinbaren Folgendes:*

#### 1. KAPITEL

##### Allgemeines

###### **Art. 1** Schaffung des Gymnasiums

Die Kantone Freiburg und Waadt (die beiden Kantone) beschliessen, gemeinsam eine Mittelschule, das «Interkantonale Gymnasium der Region Broye» (das Gymnasium) zu schaffen und zu betreiben.

###### **Art. 2** Rechtsform

<sup>1</sup> Das Gymnasium ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit.

<sup>2</sup> Das Gymnasium ist von jeglichen Kantons- und Gemeindesteuern, inklusive Stempelgebühr, befreit.



### **Art. 3** Autonomie

Pour accomplir ses tâches, le Gymnase dispose de l'autonomie conférée par la présente convention, sous réserve de la surveillance des Conseils d'Etat et des Grands Conseils des deux cantons et du contrôle exercé par la Commission interparlementaire.

### **Art. 4** Site

Le Gymnase est situé à Payerne.

### **Art. 5** Aire de recrutement

<sup>1</sup> L'aire de recrutement s'étend:

- a) pour le canton de Fribourg: aux communes du district de la Broye, aux communes de Bas-Vully, Haut-Vully et Villarepos (district du Lac) ainsi qu'aux communes de Châtonnaye, Middel et Torny-le-Grand (district de la Glâne);
- b) pour le canton de Vaud: aux communes des districts d'Avenches et de Payerne ainsi qu'aux communes de Brenles, Bussy-sur-Moudon, Chavannes-sur-Moudon, Chesalles-sur-Moudon, Cremin, Curtilles, Denezy, Dompierre, Forel-sur-Lucens, Hermenches, Lovatens, Lucens, Martherenges, Moudon, Neyruz-sur-Moudon, Oulens-sur-Lucens, Prévonnay, Rossens, Sarzens et Villars-le-Comte (district de Moudon).

<sup>2</sup> L'aire de recrutement peut être modifiée par les Conseils d'Etat des deux cantons, sur la proposition du Conseil du Gymnase.

### **Art. 6** Désignation des personnes

Dans la présente convention, toute désignation de personne, de statut ou de fonction s'entend indifféremment au féminin et au masculin.

## **CHAPITRE 2**

### **Terrain et bâtiment**

#### **Art. 7** Propriété commune

Les cantons sont propriétaire commun du terrain.

### **Art. 3** Autonomie

Um seine Aufgaben zu erfüllen, ist das Gymnasium im Rahmen dieser Vereinbarung autonom. Vorbehalten bleibt die Aufsicht der Staatsräte und der Grossen Räte der beiden Kantone und die Kontrolle durch die interparlamentarische Kommission.

### **Art. 4** Standort

Das Gymnasium steht in Payerne.

### **Art. 5** Einzugsgebiet

<sup>1</sup> Das Einzugsgebiet erstreckt sich:

- a) für den Kanton Freiburg: auf die Gemeinden des Broyebezirks, auf die Gemeinden Bas-Vully, Haut-Vully und Villarepos (Seebezirk), Châtonnaye, Middel und Torny-le-Grand (Glânebezirk);
- b) für den Kanton Waadt: auf die Gemeinden der Bezirke Avenches und Payerne sowie die Gemeinden Brenles, Bussy-sur-Moudon, Chavannes-sur-Moudon, Chesalles-sur-Moudon, Cremin, Curtilles, Denezy, Dompierre, Forel-sur-Lucens, Hermenches, Lovatens, Lucens, Martherenges, Moudon, Neyruz-sur-Moudon, Oulens-sur-Lucens, Prévonnay, Rossens, Sarzens und Villars-le-Comte (Bezirk Moudon).

<sup>2</sup> Das Einzugsgebiet kann von den Staatsräten der beiden Kantone auf Antrag des Aufsichtsrates geändert werden.

### **Art. 6** Personenbezeichnung

In dieser Vereinbarung bezieht sich jede Personen-, Status- oder Funktionsbezeichnung gleichermaßen auf das weibliche und das männliche Geschlecht.

## **2. KAPITEL**

### **Grundstück und Gebäude**

#### **Art. 7** Gesamteigentum

Die Kantone sind Gesamteigentümer des Grundstücks.

**Art. 8** Commission de construction

<sup>1</sup> Les deux cantons sont maître de l'ouvrage de la construction et des aménagements et équipements initiaux nécessaires.

<sup>2</sup> Ils en confient la réalisation à une commission de construction composée de huit membres. Chaque canton en désigne quatre, selon sa propre procédure interne.

<sup>3</sup> Les Conseils d'Etat fixent, par un règlement commun, les compétences de la commission de construction, notamment en matière d'adjudication. Pour le surplus, elle s'organise elle-même.

**Art. 9** Comptabilité

<sup>1</sup> Le canton de Vaud tient la comptabilité relative au financement de la construction et des frais qui y sont liés. Le canton de Fribourg s'acquitte de sa part sur la base d'un décompte trimestriel.

<sup>2</sup> A la fin des travaux, un décompte final est établi et soumis à l'approbation des deux cantons.

**Art. 10** Frais d'investissement initial

Après déduction des subventions, chaque canton prend à sa charge la moitié des dépenses d'investissement initial, à savoir:

- a) études et construction des bâtiments;
- b) infrastructure et aménagements extérieurs;
- c) équipement initial.

**Art. 11** Frais d'investissements ultérieurs

Pour les éventuels investissements ultérieurs, à savoir les dépenses uniques d'un montant supérieur à 500 000 francs, les articles 8, 9 et 10 de la présente convention sont applicables.

**Art. 12** Droit de superficie

A l'achèvement de la construction, mais au plus tard une année après la réception définitive de l'ouvrage, les deux cantons constituent en faveur du Gymnase un droit de superficie, incessible, portant sur tous les bâtiments. Il n'est pas perçu de redevance.

**Art. 8** Baukommission

<sup>1</sup> Die beiden Kantone sind Bauherr für Gebäude, Ausbau und Einrichtung.

<sup>2</sup> Sie übertragen die Realisierung einer Baukommission, die sich aus acht Mitgliedern zusammensetzt. Jeder Kanton bezeichnet nach eigenem Verfahren vier Mitglieder.

<sup>3</sup> Die Staatsräte legen die Zuständigkeiten der Baukommission, insbesondere bei der Arbeitsvergabe, in einem gemeinsamen Reglement fest. Im Übrigen organisiert sich die Kommission selbst.

**Art. 9** Buchführung

<sup>1</sup> Der Kanton Waadt führt Buch über die Finanzierung des Baus und die damit verbundenen Kosten. Der Kanton Freiburg begleicht seinen Teil auf der Grundlage einer dreimonatlichen Abrechnung.

<sup>2</sup> Nach Abschluss der Arbeiten wird eine Schlussabrechnung erstellt und den beiden Kantonen zur Genehmigung vorgelegt.

**Art. 10** Erstinvestitionskosten

Nach Abzug der Subventionen übernimmt jeder Kanton die Hälfte der Erstinvestitionskosten, das sind die Kosten für:

- a) Studien und Bau der Gebäude;
- b) Infrastruktur und Umgebungsarbeiten;
- c) Erstausrüstung.

**Art. 11** Spätere Investitionskosten

Für allfällige spätere Investitionen, das sind einmalige Ausgaben von mehr als 500 000 Franken, gelten die Artikel 8, 9 und 10 dieser Vereinbarung.

**Art. 12** Baurecht

Nach Abschluss der Arbeiten, spätestens jedoch ein Jahr nach der definitiven Abnahme des Baus, begründen die Kantone für das Gymnasium ein unveräusserliches Baurecht, das alle Gebäude betrifft. Es wird keine Gebühr erhoben.

### CHAPITRE 3

#### Organisation de l'établissement

##### Art. 13 Organes

Les organes du Gymnase sont:

- a) le Conseil du Gymnase;
- b) le Bureau du Conseil du Gymnase (ci-après: le Bureau);
- c) le directeur;
- d) la conférence des maîtres;
- e) l'assemblée des élèves;
- f) le jury des examens;
- g) la Commission consultative;
- h) la Commission de recours.

##### Art. 14 Conseil du Gymnase

###### a) Composition, constitution, fonctionnement

<sup>1</sup> Le Conseil du Gymnase (ci-après: le Conseil) se compose de onze membres.

<sup>2</sup> Chaque Conseil d'Etat désigne cinq représentants, dont le conseiller d'Etat et le chef de service responsables de l'enseignement secondaire supérieur.

<sup>3</sup> Les dix membres désignent ensuite un onzième membre.

<sup>4</sup> La présidence est assurée, à tour de rôle pour deux ans, par un des deux conseillers d'Etat.

<sup>5</sup> Le directeur assiste aux réunions avec voix consultative.

<sup>6</sup> Exception faite des conseillers d'Etat et des chefs de service, les membres sont désignés pour un mandat de quatre ans, renouvelable deux fois.

<sup>7</sup> Les conseillers d'Etat assurent les relations avec les conférences suisse et régionale des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

##### Art. 15 b) Compétences

<sup>1</sup> Le Conseil a les compétences suivantes:

- a) exercer la haute surveillance sur l'établissement et assurer sa bonne marche;

### 3. KAPITEL

#### Organisation der Schule

##### Art. 13 Organe

Die Organe des Gymnasiums sind:

- a) der Aufsichtsrat;
- b) das Büro des Aufsichtsrats (das Büro);
- c) der Direktor;
- d) die Lehrerkonferenz;
- e) die Schülerversammlung;
- f) die Prüfungskommission;
- g) die beratende Kommission;
- h) die Beschwerdekommision.

##### Art. 14 Aufsichtsrat

###### a) Zusammensetzung, Konstitution, Arbeitsweise

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat setzt sich aus elf Mitgliedern zusammen.

<sup>2</sup> Jeder Staatsrat bezeichnet fünf Vertreter, unter ihnen den Vorsteher der Erziehungsdirektion und den Abteilungsleiter für Mittelschulunterricht.

<sup>3</sup> Die zehn Mitglieder bezeichnen anschliessend ein elftes Mitglied.

<sup>4</sup> Der Vorsitz wird in einem Turnus von zwei Jahren abwechselnd von einem der beiden Staatsräte geführt.

<sup>5</sup> Der Direktor nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

<sup>6</sup> Mit Ausnahme der Staatsräte und der Abteilungsleiter werden die Mitglieder für ein Mandat von vier Jahren bezeichnet, das zweimal erneuert werden kann.

<sup>7</sup> Die Staatsräte halten die Beziehungen mit der Schweizerischen und der regionalen Erziehungsdirektorenkonferenz aufrecht.

##### Art. 15 b) Befugnisse

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat hat folgende Befugnisse:

- a) Er führt die Oberaufsicht über die Schule aus und gewährleistet den guten Betrieb.



- b) édicter les règlements nécessaires au fonctionnement administratif et pédagogique de l'établissement ainsi qu'arrêter les dispositions relatives au statut du personnel (art. 35 al. 2);
- c) adopter le projet de budget et le plan financier, sur la proposition du directeur;
- d) arrêter l'échelle de traitement et l'adapter;
- e) arrêter les parts cantonales des charges d'exploitation;
- f) fixer les taxes, écolages et autres recettes;
- g) adopter les comptes;
- h) procéder à l'engagement du directeur;
- i) adopter la grille horaire et le plan d'études;
- j) fixer les règles en matière d'admission;
- k) décider du nombre de classes ouvertes chaque année;
- l) fixer le calendrier de l'année scolaire;
- m) établir la convention concernant l'aumônerie;
- n) veiller au maintien du patrimoine bâti;
- o) statuer sur les plaintes contre le directeur;
- p) exercer toutes les compétences qui ne sont pas expressément dévolues à un autre organe.

<sup>2</sup> Le Conseil peut déléguer certaines de ses compétences au Bureau.

#### **Art. 16** Bureau

<sup>1</sup> Le Bureau est composé du chef de service de chaque canton qui siège dans le Conseil. Le directeur assiste aux séances avec voix consultative.

<sup>2</sup> Le Bureau a les compétences suivantes:

- a) préparer les séances du Conseil;
- b) procéder à l'engagement des maîtres, sur le préavis du directeur;
- c) exécuter les décisions prises par le Conseil;
- d) régler les cas de dérogations aux conditions d'admission;
- e) statuer sur les recours contre les décisions du directeur;
- f) prendre des mesures justifiées en cas de nécessité ou d'urgence et en informer le Conseil.

- b) Er erlässt die nötigen Reglemente für den administrativen und pädagogischen Betrieb der Schule und legt die Bestimmungen über das Dienstverhältnis des Personals fest (Art. 35 Abs. 2).
- c) Er genehmigt den Budgetentwurf und den Finanzplan auf Antrag des Direktors.
- d) Er legt die Gehaltsskala fest und passt sie an.
- e) Er beschliesst die kantonalen Anteile der Betriebskosten.
- f) Er legt die Schulgelder, Gebühren und anderen Einnahmen fest.
- g) Er genehmigt die Jahresrechnung.
- h) Er stellt den Direktor an.
- i) Er erlässt die Studentafel und den Lehrplan.
- j) Er legt die Regeln für die Aufnahme fest.
- k) Er entscheidet jährlich über die Eröffnung von Klassen.
- l) Er legt den Kalender des Schuljahres fest.
- m) Er erstellt die Vereinbarung über die Seelsorge.
- n) Er sorgt für den Unterhalt der Bausubstanz.
- o) Er entscheidet bei Beschwerden gegen den Direktor.
- p) Er übt alle Befugnisse aus, die nicht ausdrücklich einem anderen Organ übertragen sind.

<sup>2</sup> Der Aufsichtsrat kann bestimmte Befugnisse dem Büro übertragen.

#### **Art. 16** Büro

<sup>1</sup> Das Büro setzt sich aus den Abteilungsleitern beider Kantone zusammen, die Mitglieder des Aufsichtsrats sind. Der Direktor nimmt an den Sitzungen mit beratender Stimme teil.

<sup>2</sup> Das Büro hat folgende Befugnisse:

- a) Es bereitet die Sitzungen des Aufsichtsrates vor.
- b) Es stellt das Lehrpersonal nach Stellungnahme des Direktors an.
- c) Es führt die Entscheide des Aufsichtsrats aus.
- d) Es regelt von den Aufnahmebedingungen abweichende Fälle.
- e) Es entscheidet über Beschwerden gegen die Entscheide des Direktors.
- f) Bei Bedarf und im Notfall trifft es die erforderlichen Massnahmen und informiert den Aufsichtsrat darüber.

<sup>3</sup> Avec l'accord du Conseil, il peut déléguer certaines de ses compétences au directeur.

#### **Art. 17** Directeur

<sup>1</sup> Le directeur exerce les responsabilités pédagogiques et administratives nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement et, à ce titre, il a notamment les compétences suivantes:

- a) assurer la conduite pédagogique du Gymnase;
- b) répartir les tâches pédagogiques et administratives entre les collaborateurs;
- c) veiller au bon fonctionnement de l'administration et des services du Gymnase;
- d) procéder à l'engagement et au licenciement du personnel administratif, auxiliaire et temporaire;
- e) assumer la gestion courante de l'établissement, notamment par l'exécution du budget et la tenue des comptes;
- f) informer régulièrement le Bureau et l'aviser immédiatement de toute difficulté de gestion;
- g) maintenir le contact avec les autorités politiques et scolaires locales;
- h) préavisier l'engagement des maîtres;
- i) décider des admissions des élèves;
- j) statuer sur les plaintes des élèves et des parents;
- k) présider la conférence des maîtres;
- l) décider des promotions et de l'attribution des titres, sur le préavis des instances désignées par le règlement.

<sup>2</sup> Le directeur peut être assisté d'un ou de plusieurs adjoints.

#### **Art. 18** Conférence des maîtres

<sup>1</sup> La conférence des maîtres groupe tous les maîtres appelés à enseigner plus de trois mois dans l'établissement.

<sup>2</sup> La conférence des maîtres a les compétences suivantes:

- a) collaborer à l'élaboration des grilles horaires et des plans d'études;
- b) traiter des questions pédagogiques qui ne ressortissent pas à la compétence d'une autre autorité;

<sup>3</sup> Mit der Zustimmung des Aufsichtsrates kann es bestimmte Befugnisse dem Direktor übertragen.

#### **Art. 17** Direktor

<sup>1</sup> Der Direktor übt die für den ordentlichen Schulbetrieb nötigen pädagogischen und administrativen Verantwortlichkeiten aus; dazu hat er insbesondere folgende Befugnisse:

- a) Er stellt die pädagogische Führung des Gymnasiums sicher.
- b) Er verteilt die pädagogischen und administrativen Aufgaben unter den Mitarbeitern.
- c) Er sorgt für den guten Betrieb der Verwaltung und der Dienste des Gymnasiums.
- d) Er nimmt Anstellung und Kündigung des Verwaltungs-, des Hilfs- und des vorübergehend angestellten Personals vor.
- e) Er besorgt die laufende Verwaltung der Schule, insbesondere durch die Ausführung des Budgets und die Rechnungsführung.
- f) Er informiert das Büro regelmässig und teilt ihm Schwierigkeiten in der Verwaltung unverzüglich mit.
- g) Er pflegt den Kontakt mit den politischen und örtlichen Schulbehörden.
- h) Er nimmt Stellung zur Anstellung der Lehrpersonen.
- i) Er entscheidet über die Schüleraufnahme.
- j) Er entscheidet über Beschwerden von Schülern und Eltern.
- k) Er sitzt der Lehrerkonferenz vor.
- l) Er entscheidet nach Stellungnahme der durch das Reglement bezeichneten Instanzen über Beförderungen und die Erteilung von Ausweisen.

<sup>2</sup> Der Direktor kann von einem oder mehreren Adjunkten unterstützt werden.

#### **Art. 18** Lehrerkonferenz

<sup>1</sup> Der Lehrerkonferenz gehören alle Lehrpersonen an, die länger als drei Monate an der Schule unterrichten.

<sup>2</sup> Die Lehrerkonferenz hat folgende Befugnisse:

- a) Sie arbeitet an der Erstellung der Stundentafeln und der Lehrpläne mit.
- b) Sie behandelt pädagogische Fragen, für die nicht eine andere Behörde zuständig ist.

- c) collaborer avec le directeur à régler les questions relatives à la vie de l'établissement, en particulier en ce qui concerne les orientations pédagogiques, l'utilisation de l'enveloppe pédagogique, les activités culturelles, les manifestations scolaires et parascolaires et la discipline;
- d) préaviser, à l'intention du directeur, en matière de promotion exceptionnelle des élèves et d'exclusion définitive;
- e) traiter de toutes les questions que lui soumet le Conseil, le Bureau ou le directeur.

**Art. 19** Assemblée des élèves

L'assemblée des élèves se réunit au moins une fois par année pour traiter des questions propres aux élèves ainsi qu'à la vie du Gymnase. Elle propose au Conseil ses représentants au sein de la Commission consultative. Elle se dote d'un règlement interne.

**Art. 20** Jury des examens

<sup>1</sup> Le jury des examens veille à l'organisation et au bon déroulement des examens.

<sup>2</sup> Le Conseil en fixe la composition et les compétences.

**Art. 21** Commission consultative

<sup>1</sup> La Commission consultative se compose d'un président et de dix à vingt membres choisis par le Conseil parmi les parents d'élèves, les élèves, choisis sur la proposition de leur assemblée, les maîtres et les autorités locales dans une proportion qui permette d'assurer la représentativité. En règle générale, le directeur participe aux séances.

<sup>2</sup> Organe consultatif, la Commission consultative examine, à la demande de son président, d'un cinquième de ses membres ou du Conseil, tout problème en relation avec la marche du Gymnase, notamment dans les domaines suivants:

- a) déroulement des études;
- b) droits et obligations des élèves;
- c) transports;
- d) réfectoire;
- e) activités culturelles et parascolaires.

- c) Sie arbeitet mit dem Direktor in Fragen des Schullebens zusammen, insbesondere in Bezug auf die pädagogische Ausrichtung, die Verwendung des pädagogischen Rahmenbetrags, die kulturellen Aktivitäten, die schulischen und nebenschulischen Veranstaltungen sowie die Disziplin.
- d) Sie nimmt zuhanden des Direktors Stellung zu ausserordentlichen Promotionen sowie zum definitiven Ausschluss.
- e) Sie behandelt alle Fragen, die ihr der Aufsichtsrat, das Büro oder der Direktor unterbreiten.

**Art. 19** Schülerversammlung

Die Schülerversammlung tagt mindestens einmal im Jahr und behandelt schülerbezogene Fragen sowie Anliegen des Schullebens. Sie beantragt dem Aufsichtsrat ihre Vertretung für die beratende Kommission. Sie gibt sich ein internes Reglement.

**Art. 20** Prüfungskommission

<sup>1</sup> Die Prüfungskommission sorgt für die Organisation und den guten Ablauf der Prüfungen.

<sup>2</sup> Der Aufsichtsrat legt ihre Zusammensetzung und ihre Befugnisse fest.

**Art. 21** Beratende Kommission

<sup>1</sup> Die beratende Kommission setzt sich aus einem Präsidenten und zehn bis zwanzig Mitgliedern zusammen, die der Aufsichtsrat aus den Eltern, der von der Schülerversammlung vorgeschlagenen Vertretung, den Lehrpersonen und den örtlichen Behörden in einem Verhältnis auswählt, das Repräsentativität gewährleistet. Grundsätzlich nimmt der Direktor an den Sitzungen teil.

<sup>2</sup> Als beratendes Organ prüft die Kommission auf Antrag des Präsidenten, eines Fünftels ihrer Mitglieder oder des Aufsichtsrates alle Fragen des Betriebs des Gymnasiums, insbesondere in den Bereichen:

- a) Ausbildungsverlauf;
- b) Rechte und Pflichten der Schüler;
- c) Transport;
- d) Essraum;
- e) kulturelle und nebenschulische Aktivitäten.



#### **Art. 22** Commission de recours

<sup>1</sup> La Commission de recours traite en dernière instance des recours contre toutes les décisions prises en application de la présente convention et de ses règlements d'application.

<sup>2</sup> Les recours sont traités conformément à la loi sur la juridiction et la procédure administratives du canton de Vaud.

<sup>3</sup> Seuls l'arbitraire et la violation de règles d'organisation ou de procédure peuvent être invoqués à l'encontre des décisions relatives à l'évaluation du travail, des aptitudes et du comportement d'une personne, notamment à l'appréciation d'un travail ou d'un examen scolaire.

<sup>4</sup> La Commission de recours est composée de quatre membres désignés au début de chaque législature à raison de deux par chacun des Tribunaux administratifs des deux cantons.

<sup>5</sup> Elle s'organise elle-même, notamment en ce qui concerne sa présidence. Elle siège à juge unique ou à trois juges.

<sup>6</sup> Un règlement du Conseil fixe le siège de la Commission de recours, la rétribution des juges et les moyens mis à sa disposition, notamment en matière de secrétariat.

### **CHAPITRE 4**

#### **Organisation des études**

#### **Art. 23** Formations et titres

<sup>1</sup> Le Gymnase assure les formations aux titres suivants:

- a) le certificat de maturité, selon le règlement de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après: CDIP) du 16 janvier 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale;
- b) le diplôme de culture générale, selon les directives de la CDIP du 11 juin 1987 pour la reconnaissance des diplômes d'écoles du degré diplôme;
- c) le diplôme d'études commerciales, selon les directives de l'Office fédéral de la formation et de la technologie (ci-après: OFFT) du 22 décembre 1983 fixant les conditions posées aux écoles de commerce pour la reconnaissance de leurs examens de diplôme;
- d) la maturité professionnelle commerciale, selon l'ordonnance de l'OFFT du 30 novembre 1998 sur la maturité professionnelle.

#### **Art. 22** Beschwerdekommision

<sup>1</sup> Die Beschwerdekommision behandelt letztinstanzlich die Beschwerden gegen alle Entscheide in Anwendung dieser Vereinbarung und ihrer Ausführungsreglemente.

<sup>2</sup> Die Beschwerden werden gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege des Kantons Waadt behandelt.

<sup>3</sup> Gegen Entscheide über die Beurteilung der Arbeit, der Fähigkeiten und des Verhaltens einer Person, insbesondere die Beurteilung einer Arbeit oder einer schulischen Prüfung können nur Willkür oder die Verletzung von Organisations- oder Verfahrensvorschriften geltend gemacht werden.

<sup>4</sup> Die Beschwerdekommision setzt sich aus vier Mitgliedern zusammen, d.h. aus je zwei Mitgliedern pro Kanton, die zu Beginn jeder Legislaturperiode von den entsprechenden Verwaltungsgerichten bezeichnet werden.

<sup>5</sup> Sie organisiert sich selbst, insbesondere ihren Vorsitz. Sie tagt mit einem oder drei Richtern.

<sup>6</sup> Ein Reglement des Aufsichtsrats legt den Sitz der Kommission, die Entschädigung der Richter und die ihr insbesondere für das Sekretariat zur Verfügung stehenden Mittel fest.

### **4. KAPITEL**

#### **Ausbildungsorganisation**

#### **Art. 23** Ausbildungen und Ausweise

<sup>1</sup> Das Gymnasium gewährleistet die Ausbildungen, die zu den folgenden Ausweisen führen:

- a) Maturitätsausweis gemäss Reglement der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) vom 16. Januar 1995 über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen;
- b) Mittelschuldiplom gemäss Richtlinien vom 11. Juni 1987 der EDK für die Anerkennung der Diplome von Diplommittelschulen;
- c) Handelsdiplom gemäss Richtlinien des Bundesamtes für Berufsbildung und Technologie (BBT) vom 22. Dezember 1983 für die Anerkennung der Abschlussprüfungen an schweizerischen Handelsschulen;
- d) Kaufmännische Berufsmaturität gemäss Verordnung des BBT vom 30. November 1998 über die Berufsmaturität.

<sup>2</sup> Le Conseil peut introduire de nouvelles formations connues dans les deux cantons.

#### **Art. 24** Règlement

<sup>1</sup> Se fondant sur les règlements des deux cantons, le Conseil adopte les dispositions réglementaires relatives à l'organisation des études et des examens.

<sup>2</sup> Les personnes qui y sont soumises ne peuvent se prévaloir en la matière d'autres dispositions en vigueur dans les cantons de Fribourg ou de Vaud.

#### **Art. 25** Admission

<sup>1</sup> Peuvent entrer au Gymnase les élèves admissibles dans la filière correspondante de leur canton de domicile.

<sup>2</sup> Les élèves vaudois admissibles au raccordement de type 2 sont admissibles en première année de maturité gymnasiale.

#### **Art. 26** Maturité

<sup>1</sup> La formation préparant à la maturité gymnasiale est organisée sur quatre ans.

<sup>2</sup> Aux conditions fixées par règlement du Conseil, les élèves peuvent entrer en première ou en deuxième année.

#### **Art. 27** Diplômes et maturité professionnelle commerciale

<sup>1</sup> La durée des études menant aux diplômes est de trois ans, avec un tronc commun en première année.

<sup>2</sup> La maturité professionnelle commerciale est obtenue après une année de pratique professionnelle consécutive à l'obtention du diplôme d'études commerciales.

#### **Art. 28** Plans d'études et grilles horaires

Le Conseil adopte les grilles horaires et les plans d'études.

#### **Art. 29** Domicile

<sup>1</sup> Les élèves domiciliés dans l'aire de recrutement fréquentent le Gymnase.

<sup>2</sup> Le Bureau examine les demandes de dérogation pour les élèves domiciliés dans l'aire de recrutement ou à l'extérieur de celle-ci.

<sup>2</sup> Der Aufsichtsrat kann neue, in beiden Kantonen bekannte Ausbildungen einführen.

#### **Art. 24** Reglement

<sup>1</sup> Gestützt auf die Reglemente der beiden Kantone erlässt der Aufsichtsrat die reglementarischen Bestimmungen über die Organisation der Ausbildungen und der Prüfungen.

<sup>2</sup> Wer ihnen untersteht, kann sich auf keine anderen, im Kanton Freiburg oder im Kanton Waadt geltenden Bestimmungen berufen.

#### **Art. 25** Aufnahme

<sup>1</sup> In das Gymnasium können Schüler aufgenommen werden, die in den entsprechenden Ausbildungsgängen ihres Wohnsitzkantons zugelassen sind.

<sup>2</sup> Zum «Raccordement de type 2» zugelassene waadtländische Schüler können ins 1. Jahr der Gymnasialmaturität aufgenommen werden.

#### **Art. 26** Maturität

<sup>1</sup> Die auf die Gymnasialmaturität vorbereitende Ausbildung dauert 4 Jahre.

<sup>2</sup> Die Schüler können zu den im Reglement des Aufsichtsrates festgelegten Bedingungen ins erste oder zweite Jahr eintreten.

#### **Art. 27** Diplome und kaufmännische Berufsmaturität

<sup>1</sup> Die Dauer der Ausbildung bis zum Diplom beträgt 3 Jahre mit einem gemeinsamen Stamm im ersten Jahr.

<sup>2</sup> Die kaufmännische Berufsmaturität wird nach dem Handelsdiplom und einem Jahr Berufspraxis erlangt.

#### **Art. 28** Studentafeln und Lehrpläne

Der Aufsichtsrat erlässt die Studentafeln und die Lehrpläne.

#### **Art. 29** Wohnsitz

<sup>1</sup> Die im Einzugsgebiet wohnhaften Schüler besuchen das Gymnasium.

<sup>2</sup> Das Büro prüft Ausnahmegesuche für Schüler, die im Einzugsgebiet oder ausserhalb des Einzugsgebiets wohnhaft sind.

**Art. 30** Année scolaire et horaire

<sup>1</sup> La durée de l'année scolaire est de 38 semaines et de 183 jours au moins. Le Conseil fixe les dates des vacances et des jours de congé des élèves.

<sup>2</sup> Le directeur fixe l'horaire hebdomadaire et journalier.

**Art. 31** Coordination pédagogique

<sup>1</sup> Le directeur est associé aux travaux des conférences des directeurs d'établissements du secondaire supérieur des deux cantons.

<sup>2</sup> Les maîtres sont associés aux travaux de leurs collègues des deux cantons et aux formations continues organisées dans chaque canton, selon décision du directeur.

**Art. 32** Aumônerie

Le Gymnase comprend une aumônerie exercée par les Eglises reconnues dans les deux cantons. Son organisation est fixée par convention.

**Art. 33** Ecolages et taxes

<sup>1</sup> Les élèves sont astreints au paiement d'un écolage et, le cas échéant, de taxes d'inscription et d'examen.

<sup>2</sup> Les montants sont fixés par le règlement.

**Art. 34** Bourses et subsides

Les élèves du Gymnase bénéficient des bourses et subsides cantonaux auxquels ils peuvent prétendre dans leur canton de domicile.

**CHAPITRE 5**

**Statut du personnel**

**Art. 35** Généralités

<sup>1</sup> Les principes relatifs au statut des collaborateurs du Gymnase sont fixés dans la présente convention.

**Art. 30** Schuljahr und Stundenplan

<sup>1</sup> Die Dauer des Schuljahres beträgt 38 Wochen und mindestens 183 Tage. Der Aufsichtsrat legt die Ferien und die schulfreien Tage der Schüler fest.

<sup>2</sup> Der Direktor legt den Wochen- und Tagesstundenplan fest.

**Art. 31** Pädagogische Koordination

<sup>1</sup> Der Direktor wird in die Arbeiten der Mittelschuldirektorenkonferenzen der beiden Kantone einbezogen.

<sup>2</sup> Die Lehrpersonen werden gemäss Entscheid des Direktors in die Arbeiten ihrer Kollegen der beiden Kantone und die Weiterbildung, die in jedem Kanton organisiert wird, einbezogen.

**Art. 32** Seelsorge

Zum Gymnasium gehört eine Seelsorge, die von den in beiden Kantonen anerkannten Kirchen ausgeübt wird. Ihre Organisation wird in einer Vereinbarung festgelegt.

**Art. 33** Schulgelder und Gebühren

<sup>1</sup> Die Schüler müssen ein Schulgeld und gegebenenfalls Einschreibe- und Prüfungsgebühren bezahlen.

<sup>2</sup> Die Beträge werden im Reglement festgelegt.

**Art. 34** Stipendien und Ausbildungsbeiträge

Die Schüler des Gymnasiums können in ihrem Wohnsitzkanton kantonale Stipendien und Ausbildungsbeiträge beantragen.

**5. KAPITEL**

**Dienstverhältnis des Personals**

**Art. 35** Allgemeines

<sup>1</sup> Die Grundsätze über das Dienstverhältnis der Mitarbeiter des Gymnasiums werden in dieser Vereinbarung festgelegt.

<sup>2</sup> Le Conseil arrête les dispositions lorsque la présente convention le lui impose. Dans les autres cas, le Conseil peut adopter des dispositions réglementaires en s'inspirant des normes existant dans les deux cantons; à défaut, les dispositions de la législation et de la réglementation de l'Etat de Vaud sont applicables par analogie.

#### **Art. 36** Contrat et engagement

<sup>1</sup> L'engagement du collaborateur a lieu sous la forme d'un contrat de droit public.

<sup>2</sup> Sauf exceptions, il est conclu pour une durée indéterminée.

#### **Art. 37** Période probatoire

<sup>1</sup> Le collaborateur est soumis à une période probatoire d'une année. Toutefois, le Conseil peut abaisser la durée jusqu'à trois mois pour le personnel non enseignant.

<sup>2</sup> Durant les trois premiers mois de la période probatoire, les rapports de travail peuvent être résiliés de part et d'autre sept jours d'avance pour la fin d'une semaine. Dès le quatrième mois, le délai de résiliation est d'un mois pour la fin d'un mois.

<sup>3</sup> Durant la période probatoire, les rapports de service peuvent être résiliés librement de part et d'autre, sous réserve des motifs de l'article 336 du code des obligations. La résiliation est communiquée par pli recommandé.

<sup>4</sup> L'autorité d'engagement peut renoncer à tout ou partie de la période probatoire pour les contrats de durée déterminée ou lorsque le collaborateur a déjà exercé antérieurement la fonction concernée.

#### **Art. 38** Reconnaissance officielle

Au terme de la période probatoire, le collaborateur fait l'objet d'une reconnaissance officielle.

#### **Art. 39** Procédure d'engagement

Le Conseil arrête les dispositions relatives à la procédure d'engagement telles que mise au concours, conditions d'engagement, certifications requises, équivalence des diplômes.

#### **Art. 40** Devoirs du personnel

<sup>1</sup> Le Conseil arrête, en s'inspirant des normes des deux cantons, les dispositions relatives aux devoirs du personnel, notamment dans les domaines suivants:

<sup>2</sup> Der Aufsichtsrat erlässt Bestimmungen, wenn diese Vereinbarung es ihm aufträgt. In den übrigen Fällen kann der Aufsichtsrat reglementarische Bestimmungen erlassen, bei denen er sich an den bestehenden Vorschriften der beiden Kantone orientiert. Liegen keine Bestimmungen vor, so sind die Gesetzgebung und die Reglementierung des Kantons Waadt sinngemäss anwendbar.

#### **Art. 36** Vertrag und Anstellung

<sup>1</sup> Die Mitarbeiter werden mit öffentlich-rechtlichem Vertrag angestellt.

<sup>2</sup> Abgesehen von Ausnahmen wird ein unbefristeter Vertrag abgeschlossen.

#### **Art. 37** Probezeit

<sup>1</sup> Der Probezeit der Mitarbeiter dauert ein Jahr. Der Aufsichtsrat kann die Probezeit beim nicht unterrichtenden Personal bis auf drei Monate verkürzen.

<sup>2</sup> In den ersten drei Monaten der Probezeit kann das Arbeitsverhältnis beiderseits sieben Tage im Voraus auf Ende einer Woche gekündigt werden. Ab dem vierten Monat beträgt die Kündigungsfrist einen Monat auf Ende eines Monats.

<sup>3</sup> Während der Probezeit kann das Arbeitsverhältnis beiderseits frei gekündigt werden; vorbehalten bleiben die Gründe von Artikel 336 OR. Die Kündigung muss mit eingeschriebener Post mitgeteilt werden.

<sup>4</sup> Die Anstellungsbehörde kann bei befristeten Verträgen oder wenn ein Mitarbeiter die betreffende Funktion schon früher ausgeübt hat, von der Probezeit ganz oder teilweise absehen.

#### **Art. 38** Offizielle Anerkennung

Nach der Probezeit erhält der Mitarbeiter eine offizielle Anerkennung.

#### **Art. 39** Anstellungsverfahren

Der Aufsichtsrat erlässt die Bestimmungen über das Anstellungsverfahren, namentlich über die Ausschreibung, die Anstellungsbedingungen, die erforderlichen Diplome und die Gleichwertigkeit der Diplome.

#### **Art. 40** Pflichten des Personals

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat erlässt in Anlehnung an die Vorschriften der beiden Kantone die Bestimmungen über die Pflichten des Personals, insbesondere in den folgenden Bereichen:



- a) devoirs généraux et spéciaux;
- b) durée du travail et horaire;
- c) heures supplémentaires;
- d) secret de fonction;
- e) activités accessoires;
- f) formation professionnelle.

<sup>2</sup> Le Conseil arrête les dispositions relatives à la violation des devoirs du personnel.

**Art. 41** Rémunération  
a) Eléments

La rémunération du personnel comprend:

- a) le traitement;
- b) les allocations et gratifications;
- c) les indemnités spéciales.

**Art. 42** b) Echelle de traitement

<sup>1</sup> Les traitements des collaborateurs sont fixés d'après une échelle qui est divisée en classes et arrêtée par le Conseil.

<sup>2</sup> Chaque classe de traitement a un montant minimal et un montant maximal; la différence entre ces montants est divisée en paliers.

<sup>3</sup> L'échelle de traitement des fonctions du Gymnase se fonde sur la moyenne des échelles correspondantes dans les deux cantons.

**Art. 43** c) Adaptation

Chaque année, le Conseil adapte les traitements sur la base de la moyenne des éventuelles adaptations des deux cantons.

**Art. 44** d) Fixation du traitement initial

<sup>1</sup> La compétence de fixer le traitement initial d'un collaborateur appartient à l'autorité d'engagement.

<sup>2</sup> Le traitement initial est fixé entre le minimum et le maximum de la fonction, en tenant compte de l'expérience professionnelle du collaborateur. Il peut tenir compte de son expérience personnelle.

- a) allgemeine und besondere Pflichten;
- b) Arbeitsdauer und Stundenplan;
- c) Überstunden;
- d) Amtsgeheimnis;
- e) Nebenbeschäftigungen;
- f) Berufsbildung.

<sup>2</sup> Der Aufsichtsrat erlässt Bestimmungen für den Fall von Pflichtverletzungen des Personals.

**Art. 41** Besoldung  
a) Elemente

Die Besoldung des Personals umfasst:

- a) das Gehalt;
- b) Zulagen und Gratifikationen;
- c) besondere Entschädigungen.

**Art. 42** b) Gehaltsskala

<sup>1</sup> Die Gehälter der Mitarbeiter werden nach einer in Klassen gegliederten Skala festgelegt, die vom Aufsichtsrat beschlossen wird.

<sup>2</sup> Jede Gehaltsklasse hat einen Mindest- und einen Höchstbetrag; der Unterschied zwischen diesen Beträgen wird in Stufen unterteilt.

<sup>3</sup> Die Gehaltsskala der Funktionen des Gymnasiums liegt im Durchschnitt der entsprechenden Skalen der beiden Kantone.

**Art. 43** c) Anpassung

Jedes Jahr passt der Aufsichtsrat die Gehälter anhand des Durchschnitts allfälliger Anpassungen der beiden Kantone an.

**Art. 44** d) Festlegung der Anfangsbesoldung

<sup>1</sup> Die Anstellungsbehörde ist zur Festlegung der Anfangsbesoldung eines Mitarbeiters befugt.

<sup>2</sup> Die Anfangsbesoldung wird mit Rücksicht auf die Berufserfahrung des Mitarbeiters zwischen dem Mindest- und dem Höchstbetrag der Funktion festgelegt. Die persönliche Erfahrung kann ebenfalls berücksichtigt werden.

<sup>3</sup> Le traitement initial d'un collaborateur qui n'est pas titulaire des certifications requises est réduit en conséquence. La réduction est supprimée dès que le collaborateur satisfait aux exigences de la fonction.

**Art. 45** Augmentation annuelle du traitement  
a) Principe

Au début de chaque année civile, le collaborateur a droit à une augmentation annuelle correspondant à un ou deux paliers, jusqu'à l'obtention du traitement maximal correspondant à sa fonction, lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- a) le collaborateur n'est plus en période probatoire;
- b) les deux cantons accordent à leur personnel une augmentation annuelle.

**Art. 46** b) Refus total ou partiel

<sup>1</sup> Lorsque le collaborateur ne répond pas ou que partiellement aux exigences de la fonction sous l'angle des aptitudes ou du comportement, l'augmentation annuelle n'est pas octroyée ou que partiellement.

<sup>2</sup> Le refus total ou partiel est décidé par l'autorité d'engagement sur la base d'une décision motivée, après avoir préalablement entendu le collaborateur.

**Art. 47** Allocations et gratifications

<sup>1</sup> Le Conseil arrête les dispositions relatives aux allocations et gratifications.

<sup>2</sup> Le montant des allocations est établi sur la base de la moyenne des montants prévus en faveur des collaborateurs des deux cantons.

**Art. 48** Protection sociale et contributions aux assurances sociales

<sup>1</sup> Le Conseil arrête les dispositions relatives à la prévoyance professionnelle.

<sup>2</sup> Les contributions aux assurances et à la protection sociales obéissent au principe selon lequel le taux global des charges sociales de l'employeur ne peut dépasser la moyenne des taux en vigueur dans les deux cantons.

**Art. 49** Vacances et congé

<sup>1</sup> Le Conseil fixe la durée des vacances en tenant compte des législations des deux cantons. Elle peut être différente selon les catégories de personnel et l'âge du collaborateur.

<sup>2</sup> Il détermine la liste des jours fériés.

<sup>3</sup> Die Anfangsbesoldung eines Mitarbeiters, der die erforderlichen Diplome nicht besitzt, wird entsprechend gekürzt. Sobald der Mitarbeiter die Anforderungen der Funktion erfüllt, wird die Kürzung aufgehoben.

**Art. 45** Jährliche Gehaltserhöhung  
a) Grundsatz

Zu Beginn eines Kalenderjahrs und bis zum Maximalbetrag der Klasse, die seiner Funktion entspricht, hat der Mitarbeiter Anspruch auf eine jährliche Erhöhung von einer oder zwei Stufen, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) Der Mitarbeiter ist nicht mehr in der Probezeit.
- b) Beide Kantone gewähren ihrem Personal eine jährliche Erhöhung.

**Art. 46** b) Streichung oder Herabsetzung

<sup>1</sup> Erfüllt der Mitarbeiter die Anforderungen der Funktion in Bezug auf die Fähigkeiten oder das Verhalten nicht oder nur teilweise, so wird die jährliche Erhöhung nicht oder nur teilweise ausgerichtet.

<sup>2</sup> Die Streichung oder die Herabsetzung wird, nach vorgängigem Anhören des Mitarbeiters und mit einem begründeten Entscheid, von der Anstellungsbehörde beschlossen.

**Art. 47** Zulagen und Gratifikationen

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat erlässt Bestimmungen über die Zulagen und Gratifikationen.

<sup>2</sup> Die Höhe der Zulagen entspricht dem Mittelwert zwischen den Beträgen, die für die Mitarbeiter beider Kantone vorgesehen sind.

**Art. 48** Sozialer Schutz und Beiträge an Sozialversicherungen

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat erlässt Bestimmungen über die berufliche Vorsorge.

<sup>2</sup> Die Beiträge an die Versicherungen und den sozialen Schutz folgen dem Grundsatz, wonach der Prozentsatz der sozialen Lasten des Arbeitgebers nicht über dem durchschnittlichen Satz der beiden Kantone liegen darf.

**Art. 49** Ferien und Urlaub

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat legt die Dauer der Ferien mit Rücksicht auf die Gesetzgebung der beiden Kantone fest. Sie kann nach Kategorien und Alter des Mitarbeiters variieren.

<sup>2</sup> Er legt die Liste der dienstfreien Tage fest.

<sup>3</sup> Le collaborateur a droit à des congés payés de courte durée liés à l'accomplissement d'obligations légales ou à des événements particuliers fixés par le Conseil.

<sup>4</sup> Le Conseil peut octroyer des congés prolongés liés à l'accomplissement d'une formation complémentaire ou continue, d'une tâche d'intérêt général ou pour d'autres motifs sérieux. Le Conseil décide des cas dans lesquels le traitement est versé totalement ou partiellement.

<sup>5</sup> Le Conseil décide des dispositions relatives aux congés de maternité et d'adoption.

#### **Art. 50** Evaluation du personnel

Le Conseil adopte un système général d'évaluation périodique du personnel, en s'inspirant des pratiques retenues dans les deux cantons.

#### **Art. 51** Formation continue

<sup>1</sup> Le Gymnase et les collaborateurs partagent la responsabilité du maintien d'une formation suffisante.

<sup>2</sup> Le collaborateur a droit à la formation continue et a le devoir d'y veiller.

<sup>3</sup> Il a le droit de se perfectionner professionnellement et peut être astreint à des activités de formation continue selon des modalités fixées par le Conseil et s'inspirant des dispositions propres aux deux cantons.

#### **Art. 52** Contrat de durée indéterminée a) Principe et motifs de licenciement

<sup>1</sup> Le licenciement a lieu lorsque le collaborateur ne répond pas aux exigences de la fonction, sous l'angle des aptitudes, des prestations ou du comportement.

<sup>2</sup> Les motifs de licenciement sont établis dans le cadre d'une évaluation formelle du collaborateur.

#### **Art. 53** b) Avertissement

Le licenciement doit avoir été précédé d'un avertissement écrit et motivé, donné suffisamment tôt pour permettre au collaborateur de répondre aux exigences du poste.

<sup>3</sup> Der Mitarbeiter hat im Zusammenhang mit der Erfüllung von gesetzlichen Pflichten oder besonderen Ereignissen, die vom Aufsichtsrat festgelegt werden, Anspruch auf bezahlte Kurzurlaube.

<sup>4</sup> Der Aufsichtsrat kann im Zusammenhang mit dem Erwerb einer Zusatz- oder Weiterbildung, mit einer Aufgabe von allgemeinem Interesse oder aus anderen wichtigen Gründen längere Urlaube bewilligen. Der Aufsichtsrat entscheidet in den Fällen, in denen die Besoldung ganz oder teilweise bezahlt wird.

<sup>5</sup> Der Aufsichtsrat regelt den Mutterschafts- und Adoptionsurlaub.

#### **Art. 50** Personalbeurteilung

Der Aufsichtsrat erlässt ein allgemeines System zur periodischen Personalbeurteilung; er richtet sich dabei nach der Praxis der beiden Kantone.

#### **Art. 51** Weiterbildung

<sup>1</sup> Das Gymnasium und die Mitarbeiter teilen die Verantwortung für die Aufrechterhaltung einer genügenden Ausbildung.

<sup>2</sup> Der Mitarbeiter hat Anrecht auf Weiterbildung und ist verpflichtet dafür zu sorgen.

<sup>3</sup> Er hat das Recht sich beruflich weiterzubilden. Er kann gemäss den Modalitäten, die der Aufsichtsrat in Anlehnung an die den beiden Kantonen eigenen Bestimmungen beschliesst, zu Weiterbildungsaktivitäten angehalten werden.

#### **Art. 52** Unbefristeter Vertrag a) Grundsatz und Entlassungsgründe

<sup>1</sup> Die Entlassung erfolgt, wenn der Mitarbeiter von seinen Fähigkeiten, Leistungen oder seinem Verhalten her nicht den Anforderungen der Funktion entspricht.

<sup>2</sup> Die Kündigungsgründe werden im Rahmen einer formellen Beurteilung des Mitarbeiters aufgestellt.

#### **Art. 53** b) Verwarnung

Der Entlassung muss eine schriftliche und begründete Verwarnung vorausgehen. Sie muss früh genug erfolgen und dem Mitarbeiter ermöglichen, den Anforderungen seines Postens zu entsprechen.

**Art. 54** c) Procédure de licenciement

<sup>1</sup> Le licenciement a lieu à la suite d'une procédure arrêtée par le Conseil et garantissant au collaborateur le droit d'être entendu.

<sup>2</sup> Le délai de résiliation est de trois mois pour la fin d'un mois.

**Art. 55** Démission

<sup>1</sup> Le collaborateur peut démissionner moyennant le respect du délai de résiliation fixé dans le contrat.

<sup>2</sup> La démission est adressée par pli recommandé à l'autorité d'engagement.

<sup>3</sup> Tant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, l'autorité d'engagement peut accepter une démission donnée dans un délai plus court que celui qui est fixé dans le contrat.

**Art. 56** Résiliation par entente réciproque

Les rapports de travail peuvent être résiliés par entente réciproque pour un terme choisi et des modalités arrêtées par voie conventionnelle.

**Art. 57** Résiliation pour de justes motifs

<sup>1</sup> En cas de manquements graves ou répétés aux devoirs généraux et spéciaux, ou pour d'autres circonstances qui, selon les règles de la bonne foi, ne permettent pas d'exiger de l'autorité d'engagement le maintien des rapports de travail, l'autorité d'engagement peut décider de la résiliation pour de justes motifs.

<sup>2</sup> La résiliation pour de justes motifs a un effet immédiat.

<sup>3</sup> La procédure est arrêtée par le Conseil dans un règlement.

**Art. 58** Suppression de poste

<sup>1</sup> En cas de suppression de poste, si aucun poste disponible au Gymnase ne répond aux capacités et aux aptitudes du collaborateur, les rapports de travail sont résiliés.

<sup>2</sup> Le délai de résiliation est de six mois pour la fin d'un mois.

<sup>3</sup> En cas de résiliation, les deux cantons s'efforcent, dans la mesure du possible, de proposer un poste équivalent.

**Art. 54** c) Entlassungsverfahren

<sup>1</sup> Die Entlassung erfolgt im Anschluss an ein Verfahren, das vom Aufsichtsrat festgelegt wird und dem Mitarbeiter das Recht auf Anhörung einräumt.

<sup>2</sup> Die Kündigung kann mit einer Frist von drei Monaten auf das Ende eines Monats ausgesprochen werden.

**Art. 55** Rücktritt

<sup>1</sup> Der Mitarbeiter kann unter Einhaltung der vertraglich festgelegten Kündigungsfrist zurücktreten.

<sup>2</sup> Die Kündigung ist eingeschrieben an die Anstellungsbehörde zu richten.

<sup>3</sup> Soweit nicht die Interessen des Dienstes entgegenstehen, kann die Anstellungsbehörde einen Rücktritt in einer kürzeren als der vertraglich festgelegten Frist annehmen.

**Art. 56** Kündigung im gegenseitigen Einvernehmen

Das Arbeitsverhältnis kann im gegenseitigen Einvernehmen auf eine gewählte Zeit und nach Modalitäten, die in einer Vereinbarung festgelegt wurden, aufgelöst werden.

**Art. 57** Entlassung aus wichtigen Gründen

<sup>1</sup> Bei schweren oder wiederholten Verstössen gegen die allgemeinen und besonderen Aufgaben oder bei anderen Umständen, die nach Treu und Glauben der Anstellungsbehörde keine Aufrechterhaltung des Arbeitsverhältnisses erlauben, kann die Anstellungsbehörde die Entlassung aus wichtigen Gründen beschliessen.

<sup>2</sup> Die Entlassung aus wichtigen Gründen hat sofortige Wirkung.

<sup>3</sup> Das Verfahren wird vom Aufsichtsrat in einem Reglement festgelegt.

**Art. 58** Stellenaufhebung

<sup>1</sup> Bei einer Stellenaufhebung wird das Arbeitsverhältnis aufgelöst, wenn keine Stelle im Gymnasium frei ist, die dem Können und den Fähigkeiten des Mitarbeiters entspricht.

<sup>2</sup> Die Kündigung kann mit einer Frist von sechs Monaten auf das Ende eines Monats ausgesprochen werden.

<sup>3</sup> Bei einer Kündigung bemühen sich die beiden Kantone soweit möglich, eine gleichwertige Stelle anzubieten.



<sup>4</sup> Sous réserve de l'alinéa 5, le collaborateur a droit à une indemnité en fonction de l'âge et des années de service en cas de licenciement ou de transfert à un poste rémunéré à un niveau inférieur.

<sup>5</sup> L'indemnité n'est pas due si le collaborateur a refusé une offre de poste équivalent, sur le plan de la rémunération, au poste supprimé. Elle n'est pas due non plus lorsque les deux cantons ont procuré au collaborateur un emploi auprès d'un autre employeur public ou privé, à des conditions comparables à celles dont il bénéficiait.

**Art. 59** Retraite  
a) Age minimal

<sup>1</sup> Le collaborateur a le droit de prendre sa retraite à la fin de l'année scolaire ou du mois au cours duquel il atteint l'âge minimal de la retraite fixé par le Conseil.

<sup>2</sup> Le Conseil peut mettre un collaborateur à la retraite pour autant qu'il ait atteint l'âge minimal de celle-ci et qu'il ait droit à un plein pensionnement.

**Art. 60** b) Age limite

Lorsque le collaborateur atteint l'âge limite de la retraite, fixé par le Conseil, les rapports de service cessent de plein droit.

**Art. 61** Mise à la retraite, pensionnement anticipé et incapacité de travail

<sup>1</sup> La mise à la retraite et le pensionnement anticipés font l'objet de dispositions arrêtées par le Conseil.

<sup>2</sup> Il en est de même pour les cas d'incapacité durable de travail, de décès ou de disparition.

**Art. 62** Droit à la consultation et à l'information

<sup>1</sup> Le collaborateur a le droit d'être consulté et informé sur les projets de dispositions réglementaires et sur les projets de portée générale qui le concernent.

<sup>2</sup> Le collaborateur est consulté par l'intermédiaire des organes du Gymnase ainsi que par l'intermédiaire des associations de personnel du Gymnase.

<sup>4</sup> Unter dem Vorbehalt von Absatz 5 hat der Mitarbeiter im Falle einer Entlassung oder Verlegung in eine geringer entlohnte Stelle Anspruch auf eine Entschädigung, die sich nach dem Alter und den Dienstjahren richtet.

<sup>5</sup> Die Entschädigung wird nicht geschuldet, wenn der Mitarbeiter eine Stelle, die in Bezug auf die Besoldung der aufgehobenen Stelle gleichwertig ist, ablehnt. Sie wird ebenfalls nicht geschuldet, wenn die beiden Kantone dem Mitarbeiter eine Anstellung bei einem öffentlichen oder privaten Arbeitgeber zu Bedingungen verschafft hat, die mit der früheren Stelle vergleichbar sind.

**Art. 59** Pensionierung  
a) Mindestalter

<sup>1</sup> Der Mitarbeiter hat das Recht, am Ende des Schuljahres oder des Monats, in dem er das vom Aufsichtsrat festgelegte Mindestalter erreicht, in den Ruhestand zu treten.

<sup>2</sup> Der Aufsichtsrat kann einen Mitarbeiter in den Ruhestand versetzen, wenn dieser das Mindestalter erreicht und Anspruch auf eine volle Rente hat.

**Art. 60** b) Altersgrenze

Erreicht der Mitarbeiter das vom Aufsichtsrat festgelegte Pensionierungsalter, so erlischt das Arbeitsverhältnis von Rechts wegen.

**Art. 61** Versetzung in den Ruhestand, Frühpensionierung und Arbeitsunfähigkeit

<sup>1</sup> Die Versetzung in den Ruhestand und die Frühpensionierung werden vom Aufsichtsrat geregelt.

<sup>2</sup> Dasselbe gilt für die Fälle langer Arbeitsunfähigkeit, von Tod oder Verschwinden.

**Art. 62** Recht auf Konsultation und Information

<sup>1</sup> Der Mitarbeiter hat das Recht, zu Entwürfen von reglementarischen Bestimmungen und zu Entwürfen von gewisser Tragweite, die ihn betreffen, konsultiert und darüber informiert zu werden.

<sup>2</sup> Der Mitarbeiter wird über die Organe und über die Personalverbände des Gymnasiums konsultiert.

**Art. 63** Associations professionnelles et syndicats

<sup>1</sup> Dans le cadre du droit à la consultation et à l'information, le Conseil peut reconnaître comme partenaires les associations et les syndicats du Gymnase.

<sup>2</sup> Le Conseil traite avec ces partenaires lorsqu'il décide de soumettre certains objets de portée générale au personnel.

## CHAPITRE 6

### Frais d'exploitation, budget, comptes et contrôle

**Art. 64** Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation comprennent toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement du Gymnase, à l'exception des frais de l'investissement initial et des investissements ultérieurs supérieurs à un montant de 500 000 francs.

**Art. 65** Comptabilité

Le Gymnase tient une comptabilité indépendante fondée sur le plan comptable harmonisé en vigueur dans les deux cantons.

**Art. 66** Budget et plan financier

Le Conseil de surveillance, sur la proposition du directeur, adopte les projets de budget et de plan financier, qui se fondent sur le plan comptable harmonisé.

**Art. 67** Clé de répartition

Après déduction des subventions, des recettes et de l'excédent du fonds de réserve, les charges d'exploitation nettes sont réparties entre les deux cantons comme il suit:

- a) au titre de l'avantage de site, le canton de Vaud s'acquitte de 4 % des charges d'exploitation nettes. Si le nombre d'élèves d'un canton est inférieur à la moitié de l'autre durant deux années consécutives, le Conseil propose aux Conseils d'Etat de modifier ce pourcentage;
- b) le solde des charges d'exploitation nettes est réparti proportionnellement au nombre d'élèves, arrêté au 1<sup>er</sup> septembre, domiciliés dans chacun des deux cantons.

**Art. 63** Berufsverbände und Gewerkschaften

<sup>1</sup> Im Rahmen des Rechtes auf Konsultation und Information kann der Aufsichtsrat die Berufsverbände und Gewerkschaften des Gymnasiums als Partner anerkennen.

<sup>2</sup> Der Aufsichtsrat verhandelt mit diesen Partnern, wenn er beschliesst, dem Personal gewisse Geschäfte von allgemeiner Tragweite zu unterbreiten.

## 6. KAPITEL

### Betriebskosten, Budget, Rechnung und Kontrolle

**Art. 64** Betriebskosten

Die Betriebskosten umfassen alle für den Betrieb des Gymnasiums nötigen Ausgaben, ausgenommen die Kosten der Erstausrüstung und der späteren Investitionen, die 500 000 Franken übersteigen.

**Art. 65** Buchführung

Das Gymnasium führt unabhängig Buch anhand des in beiden Kantonen geltenden harmonisierten Kontenplans.

**Art. 66** Budget und Finanzplan

Der Aufsichtsrat genehmigt auf Antrag des Direktors die Budget- und die Finanzplanentwürfe, die anhand des harmonisierten Kontenplans erstellt werden.

**Art. 67** Verteilerschlüssel

Nach Abzug der Subventionen, der Einnahmen und des Reservefondsüberschusses wird der Nettobetriebsaufwand wie folgt auf die beiden Kantone aufgeteilt:

- a) Im Rahmen des Standortvorteils übernimmt der Kanton Waadt 4 % des Nettobetriebsaufwands. Liegt die Anzahl Schüler eines Kantons in zwei aufeinander folgenden Jahren unter der Hälfte des anderen, so beantragt der Aufsichtsrat bei den Staatsräten eine Änderung dieses Prozentsatzes.
- b) Der Restbetrag des Nettobetriebsaufwands wird proportional zu der am 1. September beschlossenen Anzahl der im einzelnen Kanton wohnhaften Schüler aufgeteilt.

#### **Art. 68** Adoption et exploitation du budget

<sup>1</sup> Le budget est adopté selon la procédure ordinaire d'adoption du budget dans chaque canton.

<sup>2</sup> L'exploitation du budget est globale, par groupes de comptes, pour les charges du personnel, d'une part, et les autres charges, d'autre part.

<sup>3</sup> Les charges d'exploitation excédant le budget d'un groupe de comptes sont prélevées sur le fonds de réserve. En cas d'insuffisance, le Conseil présente à chaque canton une demande de crédit supplémentaire selon la clé de répartition prévue à l'article 67 let. b. La demande de crédit supplémentaire suit la procédure ordinaire de chaque canton.

#### **Art. 69** Fonds de réserve

<sup>1</sup> Au bouclage des comptes, l'excédent des recettes alimente un fonds de réserve.

<sup>2</sup> Le montant disponible sur le fonds ne peut excéder 5 % des charges d'exploitation nettes. Au-delà, les excédents viennent en déduction des frais d'exploitation de l'exercice suivant.

#### **Art. 70** Réglementation

Le Conseil édicte, en collaboration avec les départements des finances des deux cantons, un règlement sur la gestion financière, notamment pour ce qui concerne le fonds de réserve et son utilisation.

#### **Art. 71** Contrôle

<sup>1</sup> Le contrôle général est exercé par le Conseil, et la révision peut faire l'objet d'un mandat du Conseil.

<sup>2</sup> Les comptes du Gymnase sont soumis aux contrôles prévus par les législations des deux cantons.

#### **Art. 72** Commission interparlementaire

<sup>1</sup> La Commission interparlementaire, prévue aux articles 5 et 7 de la convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger, est composée de sept députés par canton désignés, au début de chaque législature, par chacun des Grands Conseils des deux cantons.

#### **Art. 68** Verabschiedung und Bewirtschaftung des Budgets

<sup>1</sup> Das Budget wird nach dem ordentlichen Budgetgenehmigungsverfahren in beiden Kantonen verabschiedet.

<sup>2</sup> Das Budget wird global, nach Kontengruppen für den Personalaufwand auf der einen und den übrigen Aufwand auf der anderen Seite bewirtschaftet.

<sup>3</sup> Die das Budget einer Kontengruppe übersteigenden Betriebskosten werden dem Reservefonds entnommen. Falls dies nicht genügt, beantragt der Aufsichtsrat bei jedem Kanton einen Zusatzkredit nach dem Verteilerschlüssel gemäss Artikel 67 Bst. b. Das Zusatzkreditbegehren ist nach dem ordentlichen Verfahren des jeweiligen Kantons einzureichen.

#### **Art. 69** Reservefonds

<sup>1</sup> Ein allfälliger Einnahmenüberschuss bei Rechnungsabschluss wird dem Reservefonds gutgeschrieben.

<sup>2</sup> Der im Fonds verfügbare Betrag darf 5 % der Nettobetriebskosten nicht übersteigen. Was darüber liegt, wird von den Betriebskosten des folgenden Jahres abgezogen.

#### **Art. 70** Reglementierung

Der Aufsichtsrat erlässt in Zusammenarbeit mit den Finanzdepartementen der beiden Kantone ein Reglement, das die Regeln für die Führung des Finanzhaushalts, insbesondere des Reservefonds und seiner Verwaltung, festlegt.

#### **Art. 71** Kontrolle

<sup>1</sup> Die allgemeine Kontrolle wird durch den Aufsichtsrat ausgeübt. Der Aufsichtsrat kann insbesondere die Revision in Auftrag geben.

<sup>2</sup> Die Rechnung des Gymnasiums wird den Kontrollen unterzogen, die von den Gesetzgebungen der beiden Kantone vorgesehen sind.

#### **Art. 72** Interparlamentarische Kommission

<sup>1</sup> Die Interparlamentarische Kommission gemäss den Artikeln 5 und 7 der Vereinbarung vom 9. März 2001 über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland besteht aus sieben Grossräten jedes Kantons, die zu Beginn jeder Legislaturperiode von jedem der Grossen Räte der beiden Kantone bezeichnet werden.

<sup>2</sup> La présidence et le mode de délibération sont conformes à l'article 6 de la convention mentionnée à l'alinéa 1.

#### **Art. 73** Exécution de la convention

<sup>1</sup> La Commission interparlementaire exerce sur le Gymnase un contrôle coordonné portant sur:

- a) les objectifs stratégiques et leur réalisation;
- b) la planification financière pluriannuelle;
- c) le budget annuel;
- d) les comptes annuels;
- e) l'évaluation des résultats obtenus;
- f) les modifications de la présente convention.

<sup>2</sup> En outre, elle connaît des divergences entre les Grands Conseils en ce qui concerne leurs compétences relatives au Gymnase.

### **CHAPITRE 7**

#### **Dispositions particulières, transitoires et finales**

#### **Art. 74** Responsabilité civile

La responsabilité civile du Gymnase et de ses agents est régie par la loi du canton de Vaud sur la responsabilité de l'Etat, des communes et de leurs agents.

#### **Art. 75** Arbitrage

<sup>1</sup> Pour autant que les deux Conseils d'Etat n'aient pas réussi à aplanir leur différend par voie de conciliation, ils soumettent les litiges découlant de l'interprétation et de l'application de la présente convention à l'arbitrage d'un tribunal formé de trois arbitres.

<sup>2</sup> Les Conseils d'Etat concluent une clause compromissoire réglant notamment les modalités de désignation des arbitres et la procédure d'arbitrage applicable.

<sup>3</sup> La décision du tribunal arbitral est définitive.

#### **Art. 76** Durée de la convention

La convention est de durée indéterminée.

<sup>2</sup> Vorsitz und Verhandlungsmodus richten sich nach dem Artikel 6 der in Absatz 1 genannten Vereinbarung.

#### **Art. 73** Vollzug der Vereinbarung

<sup>1</sup> Die interparlamentarische Kommission übt über das Gymnasium eine koordinierte Kontrolle aus über:

- a) die strategischen Ziele und ihre Umsetzung;
- b) die mehrjährige Finanzplanung;
- c) das Jahresbudget;
- d) die Jahresrechnung;
- e) die Beurteilung der erzielten Resultate;
- f) die Änderungen dieser Vereinbarung.

<sup>2</sup> Sie entscheidet über Meinungsverschiedenheiten zwischen den Grossen Räten über ihre Kompetenzen in Bezug auf das Gymnasium.

### **7. KAPITEL**

#### **Besondere sowie Übergangs- und Schlussbestimmungen**

#### **Art. 74** Haftpflicht

Die Haftpflicht des Gymnasiums und seiner Mitarbeiter richtet sich nach dem Gesetz des Kantons Waadt über die Haftpflicht des Staates, der Gemeinden und ihrer Mitarbeiter.

#### **Art. 75** Schiedsgerichtsbarkeit

<sup>1</sup> Gelingt es den beiden Staatsräten nicht, ihre Meinungsverschiedenheiten versöhnlich zu regeln, so legen sie ihre Streitsache, die aus der Auslegung und Umsetzung dieser Vereinbarung hervorgeht, einem Schiedsgericht von drei Schiedsrichtern vor.

<sup>2</sup> Die Staatsräte schliessen eine Schiedsgerichtsklausel ab, die insbesondere die Modalitäten für die Bezeichnung der Schiedsrichter und das anwendbare Schiedsgerichtsverfahren enthält.

<sup>3</sup> Der Entscheid des Schiedsgerichts ist endgültig.

#### **Art. 76** Gültigkeitsdauer der Vereinbarung

Die Vereinbarung ist unbefristet.



#### **Art. 77** Dénonciation

<sup>1</sup> Les deux cantons, par leurs Conseils d'Etat, peuvent dénoncer la convention sur préavis donné cinq ans à l'avance pour le début d'une année scolaire.

<sup>2</sup> Dans ce cas, les deux Conseils d'Etat arrêtent les modalités relatives aux opérations de liquidation.

<sup>3</sup> Les élèves qui ont commencé leurs études avant la dénonciation de la convention peuvent les achever aux mêmes conditions.

#### **Art. 78** Modification

<sup>1</sup> Les deux Conseils d'Etat procéderont à une évaluation de l'application de la convention dans un délai de quatre ans à compter de l'ouverture du Gymnase et proposeront, le cas échéant, les adaptations nécessaires.

<sup>2</sup> Après la première évaluation, chaque Conseil d'Etat peut proposer en tout temps des modifications de la présente convention.

#### **Art. 79** Dispositions transitoires

##### a) Frais d'exploitation jusqu'à l'ouverture du Gymnase

Jusqu'à la fin de l'année civile de l'ouverture du Gymnase, tous les frais d'exploitation sont répartis à parts égales entre les deux cantons.

##### b) Situation salariale acquise

Jusqu'à l'ouverture complète du Gymnase, pour s'assurer les services de collaborateurs expérimentés employés par les administrations des deux cantons, et dont la rémunération dépasse le maximum de la fonction dans l'échelle de traitement du Gymnase, le Conseil peut les engager en leur accordant une prestation salariale supplémentaire pour tenir compte de leur niveau de rémunération. Toutefois, cette prestation supplémentaire est mise à la charge du canton dont le collaborateur était l'employé.

##### c) Maintien de l'affiliation à une caisse de pensions

Durant une période transitoire de cinq ans dès l'ouverture du Gymnase, pour s'assurer les services de collaborateurs expérimentés employés par les administrations des deux cantons, le Conseil peut les autoriser à demeurer affiliés à leur caisse de pensions.

#### **Art. 77** Kündigung

<sup>1</sup> Die beiden Kantone können die Vereinbarung durch ihre Staatsräte fünf Jahre im Voraus auf Beginn eines Schuljahres kündigen.

<sup>2</sup> In diesem Fall regeln die beiden Staatsräte die Einzelheiten der Auflösung.

<sup>3</sup> Schüler, die ihre Ausbildung vor der Kündigung der Vereinbarung begonnen haben, können sie zu den gleichen Bedingungen abschliessen.

#### **Art. 78** Änderung

<sup>1</sup> Die beiden Staatsräte beurteilen innert vier Jahren seit der Eröffnung des Gymnasiums den Vollzug der Vereinbarung und schlagen gegebenenfalls Änderungen vor.

<sup>2</sup> Nach der ersten Beurteilung kann jeder Staatsrat jederzeit Änderungen dieser Vereinbarung vorschlagen.

#### **Art. 79** Übergangsbestimmungen

##### a) Betriebskosten bis zur Eröffnung des Gymnasiums

Bis Ende des Kalenderjahres, in dem das Gymnasium eröffnet wird, werden alle Betriebskosten zu gleichen Teilen auf die beiden Kantone aufgeteilt.

##### b) Erworbene Besoldungssituation

Bis zur vollständigen Eröffnung des Gymnasiums kann der Aufsichtsrat zur Sicherstellung der Dienste erfahrene Mitarbeiter, die bei den Verwaltungen der beiden Kantone angestellt sind und deren Besoldung den Höchstbetrag der Funktion in der Gehaltsskala des Gymnasiums übersteigt, mit einer zusätzlichen Gehaltsleistung anstellen, damit ihrem Besoldungsniveau Rechnung getragen wird. Allerdings geht die Zusatzleistung zu Lasten des Kantons, dessen Angestellter der Mitarbeiter war.

##### c) Beibehaltung des Anschlusses an die Pensionskasse

Um sich die Dienste erfahrener Mitarbeiter zu sichern, die bei den Verwaltungen der beiden Kantone angestellt sind, kann der Aufsichtsrat während einer Übergangszeit von 5 Jahren ab Eröffnung des Gymnasiums gestatten, dass diese Mitarbeiter bei ihrer bisherigen Pensionskasse versichert bleiben.

**Art. 82** Abrogation

Le concordat du 7 mars 2000 sur l'achat du terrain et les études en vue de la construction des bâtiments destinés au Gymnase intercantonal de la Broye est abrogé.

**Art. 83** Entrée en vigueur

Les deux Conseils d'Etat sont chargés de l'exécution de la présente convention. Ils en fixent la date d'entrée en vigueur par un arrêté commun, qui peut prévoir une entrée en vigueur différée de certaines dispositions.

---

*La présente convention a été adoptée par les Conseils d'Etat du canton de Fribourg et du canton de Vaud lors de leur séance du 9 décembre 2002.*

**Pour le canton de Vaud**

Le Président:  
CH.-L. ROCHAT

Le Chancelier:  
V. GRANDJEAN

**Pour le canton de Fribourg**

Le Président:  
P. CORMINBŒUF

Le Chancelier:  
R. AEBISCHER

**Art. 82** Aufhebung bisherigen Rechts

Das Konkordat I vom 7. März 2000 über den Kauf des Grundstücks und die Studien für den Bau der Interkantonalen Mittelschule der Region Broye wird aufgehoben.

**Art. 83** Inkrafttreten

Die beiden Staatsräte werden mit dem Vollzug dieser Vereinbarung beauftragt. Sie legen das Datum des Inkrafttretens in einem gemeinsamen Beschluss fest, der ein gestaffeltes Inkrafttreten vorsehen kann.

---

*Diese Vereinbarung wurde vom Staatsrat des Kantons Freiburg und vom Staatsrat des Kantons Waadt am 9. Dezember 2002 angenommen.*

**Für den Kanton Waadt**

Der Präsident:  
CH.-L. ROCHAT

Der Kanzler:  
V. GRANDJEAN

**Für den Kanton Freiburg**

Der Präsident:  
P. CORMINBŒUF

Der Kanzler:  
R. AEBISCHER

## Décret

du

**relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour les bâtiments destinés au Gymnase intercantonal de la Broye, à Payerne**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 28<sup>bis</sup> al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857;  
Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;  
Vu le message du Conseil d'Etat du 9 décembre 2002;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

### **Art. 1** Approbation

La construction des bâtiments destinés au Gymnase intercantonal de la Broye (ci-après: le Gymnase), projetés sur le terrain de La Blancherie, à Payerne, est approuvée.

### **Art. 2** Coût de la réalisation

- <sup>1</sup> Le coût de la réalisation des bâtiments destinés au Gymnase est estimé à un montant total de 77 727 957 francs.  
<sup>2</sup> Les montants de 1 550 000 francs pour l'achat du terrain et 2 245 000 francs pour les études préparatoires ont déjà été alloués par décret du 10 mai 2000.  
<sup>3</sup> Le montant de 704 780 francs, correspondant à un remboursement de la commune de Payerne, doit être porté en déduction.

## Dekret

vom

**über einen Verpflichtungskredit für den Bau des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf den Artikel 28<sup>bis</sup> Abs. 2 der Staatsverfassung des Kantons Freiburg vom 7. Mai 1857;  
gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;  
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 9. Dezember 2002;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

### **Art. 1** Genehmigung

Der Bau der Gebäude des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (das Gymnasium) auf dem Grundstück «La Blancherie» in Payerne wird bewilligt.

### **Art. 2** Baukosten

- <sup>1</sup> Die Baukosten für das Gymnasium wurden auf insgesamt 77 727 957 Franken veranschlagt.  
<sup>2</sup> Die Beträge von 1 550 000 Franken für den Grundstückerwerb und von 2 245 000 Franken für den Studienkredit wurden bereits mit Dekret vom 10. Mai 2000 gewährt.  
<sup>3</sup> Eine Rückzahlung der Gemeinde Payerne in der Höhe von 704 780 Franken wird in Abzug gebracht.

### **Art. 3** Crédit d'engagement

<sup>1</sup> La part du canton de Fribourg s'élevant à la moitié du coût total, un crédit d'engagement de 34 720 000 francs est ouvert auprès de la Trésorerie d'Etat en vue du financement des travaux de construction, d'aménagement et d'équipement.

<sup>2</sup> La subvention fédérale accordée pour l'enseignement professionnel commercial sera portée en déduction du crédit d'engagement.

### **Art. 4** Budget

Les crédits de paiements nécessaires à l'exécution des travaux seront portés au budget financier, sous la rubrique IPCS – 3200/503.000 «Construction d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

### **Art. 5** Devis et renchérissement

<sup>1</sup> Le coût global des travaux de construction, d'aménagement et d'équipement est estimé sur la base de l'indice suisse des prix à la construction (ISPC) arrêté au 1<sup>er</sup> avril 2002, établi à 112,9 points de la catégorie «immeubles administratifs – Espace Mittelland».

<sup>2</sup> Le coût des travaux sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice suisse des prix à la construction survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

### **Art. 6** Amortissement

Les dépenses seront réactivées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

### **Art. 7** Avancement des travaux

Le Conseil d'Etat renseignera le Grand Conseil sur l'avancement des travaux et sur l'utilisation des crédits.

### **Art. 8** Exécution et entrée en vigueur

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, dont il fixe la date d'entrée en vigueur.

<sup>2</sup> Ce décret est soumis au referendum financier obligatoire.

### **Art. 3** Verpflichtungskredit

<sup>1</sup> Der Anteil des Kantons Freiburg beträgt die Hälfte des Gesamtbetrages. Dementsprechend wird für den Bau, den Ausbau und die Einrichtungen beim Staatsschatzamt ein Verpflichtungskredit von 34 720 000 Franken eröffnet.

<sup>2</sup> Die Bundessubvention für die kaufmännische Berufsausbildung wird vom Verpflichtungskredit abgezogen.

### **Art. 4** Voranschlag

Die für die Bauarbeiten erforderlichen Kredite werden in den Finanzvoranschlag, Kostenstelle IPCS – 3200/503.000 «Bau von Gebäuden», eingetragen und nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

### **Art. 5** Kostenvoranschlag und Teuerung

<sup>1</sup> Die Gesamtkosten für den Bau, den Ausbau und die Einrichtungen wurden auf der Grundlage des schweizerischen Baupreisindex vom 1. April 2002, bei einem Stand von 112,9 Punkten für die Kategorie «Neubau von Bürogebäuden – Espace Mittelland», veranschlagt.

<sup>2</sup> Die Kosten für diese Arbeiten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des Baupreisindex, die zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte stattfindet;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

### **Art. 6** Amortisierung

Die Ausgaben werden in der Staatsbilanz reaktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates getilgt.

### **Art. 7** Stand der Arbeiten

Der Staatsrat informiert den Grossen Rat über den Fortschritt der Arbeiten und die Benützung der Kredite.

### **Art. 8** Vollzug und Inkrafttreten

<sup>1</sup> Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Dekrets beauftragt. Er bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens.

<sup>2</sup> Dieses Dekret untersteht dem obligatorischen Finanzreferendum.